

# CDG CAPITAL



التميز  
Excellence



المواطنة  
Citoyenneté



المسؤولية  
Responsabilité

# Sommaire

<b>Rapport de gestion 2021 .....</b>	<b>3</b>
<b>Rapport des CAC sur les comptes consolidés 2021 .....</b>	<b>36</b>
<b>Rapport des CAC sur les comptes sociaux 2021 .....</b>	<b>96</b>
<b>Rapport des CAC sur les conventions réglementées 2021 .....</b>	<b>151</b>
<b>Etat des honoraires versés aux contrôleurs de comptes 2021 .....</b>	<b>157</b>
<b>Rapport ESG 2021 .....</b>	<b>158</b>



CDG CAPITAL

# Rapport de gestion

## Exercice 2021



التميز  
Excellence



المواطنة  
Citoyenneté



المسؤولية  
Responsabilité

# Sommaire

<b>1</b>	<b>Activité.....</b>	<b>3</b>
1.1	Faits marquants de l'année 2021.....	3
1.2	Activités et PNB analytiques.....	11
<b>2</b>	<b>Risques et fonds propres.....</b>	<b>12</b>
2.1	Stratégie de gestion des risques.....	12
2.2	Mode de gouvernance des risques .....	12
2.3	Présentation du profil de risque .....	13
2.4	Fonds propres et profil de solvabilité.....	21
2.5	Système de contrôle permanent.....	21
<b>3</b>	<b>Analyse des comptes arrêtés au 31 décembre 2021 .....</b>	<b>22</b>
3.1	Résultats et indicateurs consolidés.....	22
3.2	Résultats et indicateurs sociaux.....	23
3.3	Informations sur les dettes fournisseurs.....	26
<b>4</b>	<b>Mise en conformité aux dispositions légales .....</b>	<b>27</b>
<b>5</b>	<b>Perspectives d'avenir .....</b>	<b>27</b>
<b>6</b>	<b>Proposition d'affectation du résultat .....</b>	<b>28</b>

**Annexe : Liste des mandats des administrateurs**

# 1 Activité

## 1.1 Faits marquants de l'année 2021

### 1.1.1 METIERS

Après une année 2020 impactée par les répercussions de la pandémie durant laquelle le Maroc a connu une importante récession (-6,3%), l'économie a su recouvrer pleinement sa dynamique de croissance en 2021 (+7,8%) dans un contexte d'amélioration progressive de la situation sanitaire et de reprise des activités. Ce redressement s'est reflété positivement sur les finances publiques de l'Etat, avec une bonne exécution des prévisions de la PLF 2021 (besoins de financements du Trésor en réalisation de 106%). Malgré le recours quasi-exclusif du Trésor au marché intérieur de la dette, avec une levée nette de plus de 45 milliards de dirhams, la courbe des taux s'est maintenue en quasi-stabilité, et ce grâce au maintien d'une demande soutenue. Le marché boursier n'est pas en reste, ayant compensé en 2021 les pertes enregistrées en 2020 (-7%) avec une performance de +18% en fin d'exercice.

#### ✓ Pôle Investment Management (PIM)

##### Portfolio Management

L'encours annuel moyen de la gestion sous mandat enregistre une baisse de 7% en 2021 pour s'établir à 130,5 milliards de dirhams, en lien notamment avec la délégation d'une partie des fonds gérés. Les encours sous gestion pour les mandats exposés sur la classe d'actifs « Actions » ont quant à eux connu une hausse, profitant de la performance positive du marché boursier en 2021. Par ailleurs, les réalisations de l'exercice comprennent l'accompagnement de plusieurs clients institutionnels dans le cadre de missions de conseil, notamment pour la mise en place de politiques de gestion des risques financiers, ou pour l'élaboration de stratégies d'investissements sur certaines classes d'actifs.

##### Gestion collective

L'agence de notation Fitch Ratings réitère en 2021 le positionnement de CDG Capital Gestion en tant qu'acteur de référence de la gestion collective sur le marché marocain, en confirmant sa note nationale « Excellent (mar) » avec perspective stable, soit la meilleure note attribuée par l'agence. CDG Capital Gestion est par ailleurs le premier gestionnaire d'actifs national à obtenir l'attestation de maturité RSE ISO 26000 niveau avancé par VIGEO-EIRIS. La gestion obligataire et diversifiée de CDG Capital Gestion a également été primée lors de la dernière édition des « Lipper MENA Market 2021 Fund Award » à Dubai à travers les 3 fonds «CDG Rendement», «CDG Multigestion» et "CDG Izdihar" élus meilleurs fonds, dans leurs catégories respectives, sur une période de 10 ans.

L'encours moyen sous gestion s'élève à fin 2021 à 78,8 milliards de dirhams, en croissance de 12% vs. 2020. L'activité a connu l'élargissement de la base clientèle par 11 nouveaux clients, la création de 8 nouveaux fonds, ainsi que le lancement d'un fonds garanti.

#### ✓ Pôle Capital Markets Services (CMS)

##### Securities Services

L'encours moyen en conservation s'est établi à 377 milliards de dirhams, soit en hausse de 2% vs. 2020. Les réalisations de l'exercice comprennent, en plus de la hausse des encours des affiliés, des clients sous mandat et des OPCVM Groupe, la domiciliation d'un nouveau fonds OPCI pour 12 milliards de dirhams. Par ailleurs, le volume de nouvelles émissions obligataires centralisées s'est élevé à 9,5 milliards de dirhams, avec une importante hausse des dépôts bancaires dont l'encours moyen dépasse 1 milliard de dirham en 2021 (+84%).

L'activité a également bénéficié en 2021 d'un renouvellement de sa certification ISO 9001 version 2015 pour l'ensemble de ses processus.

### Global Markets :

L'année 2021 s'est caractérisée par le maintien sur le marché de la politique monétaire expansionniste de Bank Al-Maghrib, se traduisant par une quasi-stabilité des taux débiteurs en 2021 vs. 2020, ainsi que par une légère amélioration du déficit de liquidité bancaire, à 90 milliards de dirhams en moyenne en 2021 (vs. 100 milliards en 2020). Le Trésor a bénéficié de conditions de financement favorables, lui permettant de pourvoir à ses besoins, en majorité sur le marché national, et ce sans pressions sur la courbe des taux qui est en quasi-stabilité sur l'exercice. Il en découle des opportunités plus restreintes de monétisation sur le portefeuille titres, comparé au fort mouvement baissier de la courbe constaté en 2020.

Le marché de la dette privée a connu une forte contraction durant l'exercice, avec une baisse du nombre d'émissions qui se chiffrent à 11 (-54%), pour un volume global de 10 milliards de dirhams (-58%). Les levées sont constituées quasi-exclusivement d'opérateurs privés, les opérateurs publics étant absents du marché en lien notamment avec la réduction des budgets d'investissements pour 2021. Dans ce contexte de pénurie de la dette privée, une optimisation de l'allocation de la poche taux a été opérée sur le portefeuille CDG Capital avec une diversification au profit de la poche OPCVM et des fonds à spread. L'activité placement a porté quant à elle sur deux émissions de dette obligataire et de titrisation. L'activité de change a été marquée par un retour progressif de l'intérêt des opérateurs pour des opérations de couverture, avec l'exécution par CDG Capital de couvertures pour des investissements en devises.

### CDG Capital Bourse :

Les principaux faits marquants de CDG Capital Bourse en 2021 dans un contexte de forte reprise du marché action comprennent :

- L'accompagnement, le conseil et l'exécution d'une opération stratégique d'apports de titres d'un montant de 3.8 milliards de dirhams au profit de 4 sociétés de gestion de la place ;
- L'accompagnement d'un client / partenaire dans le cadre d'une opération stratégique pour un montant de 374 millions de dirhams ;
- La participation à l'IPO TGCC ;
- Un nouveau partenariat et gestion des ordres du réseau du Crédit du Maroc.

#### ✓ Activité de conseil et de financement (Debt & Equity Finance – DEFI) :

L'exercice 2021 a connu le lancement du Fonds DAMANE TAMAYOUZ, 1<sup>er</sup> fonds de titrisation synthétique destiné au financement de l'écosystème OCP, co-structuré par CDG Capital et Maghreb Titrisation, en partenariat avec FINEA. Cette opération devrait ouvrir la voie à d'autres opérateurs nationaux d'envergure et permettre une amélioration des conditions de financement des fournisseurs éligibles.

CDG Capital accompagne également plusieurs opérateurs publics dans le cadre de missions de conseil stratégique et financier et de placement.

Les réalisations de DEFI comprennent par ailleurs une consolidation de l'offre de crédit qui a connu une forte évolution en 2021 (PNB en hausse de >100%), et ce à travers :

- Le positionnement sur les crédits garantis par le Fonds de Garantie des Etablissements et Entreprises Publics (FGEEP) ;

- L'élargissement des enveloppes de crédit court-terme en vue de consolider le positionnement sur les grands corporates privés ;
- Le développement d'un cadre de financement des marchés à travers une offre « confirming ».

✓ Participations :

### Maghreb Titrisation:

L'année 2021 a été marquée par deux innovations majeures réalisées:

- L'arrangement et la gestion du FT DAMANE TAMAYOUZ CI, 1er Fonds de titrisation synthétique au Maroc et dans la région pour le compte de FINEA (Etablissement Initiateur) et OCP (investisseur) portant sur la garantie du risque de financement de l'écosystème industriel du Groupe OCP ;
- L'arrangement de la 1ère opération de titrisation de créances en Euros (titres Eurobonds) détenus par CIH BANK, associée à la signature d'un contrat de couverture contre le risque de change.

### 1.1.2 POLE RESSOURCES ET TRANSFORMATION (PRT)

✓ Transformation Digitale et Systèmes d'Information

Poursuite en 2021 des chantiers de renforcement et modernisation de l'infrastructure SI de la banque, des montées en versions de son patrimoine applicatif, ainsi que de la fourniture de services différenciants auprès de la clientèle. Les réalisations comprennent notamment :

- Le déploiement en production du nouveau SI Risques (BRS Analytics) ;
- Le choix des solutions pour la refonte du SI Marché et pour la mise en place du SI Gestion d'Actifs ;
- Le lancement de la réalisation du SI couvrant le périmètre de Lutte Anti-Blanchiment (LAB) ;
- Le déploiement d'un SI pour la centralisation et le suivi des recommandations de l'audit interne ;
- Le lancement du Portail eBanking CDG Capital ;
- Le déploiement de la solution WAF sécurisant l'ouverture du SI CDG Capital vers l'écosystème ;
- La mise en production de la nouvelle version d'Oracle EBS, et l'initialisation de la montée en versioning des applications bancaire et dépositaire ;
- Le lancement du déploiement du portail SAFAKAT avec CDG (pour les appels d'offres).

✓ Organisation et qualité

Les principales réalisations de la fonction en 2021 intègrent ce qui suit :

- Déploiement de la phase III du projet SIME
  - Revue et validation avec le COMEX des processus prioritaires 2021-2022 ;
  - Démarrage des travaux de modélisation et de mise sous pilotage des processus « Développement Commercial » et « Portfolio Management » ;
  - Choix de l'outillage SIME et démarrage de son déploiement.
- Mise en place de refontes organisationnelles ;
- Mise en place/mise en harmonie du référentiel procédural ;

- Pilotage du projet SMP, modélisation de processus et contribution à la modélisation des autres livrables du projet ;
- Pilotage du projet de mise en place de la chaîne intégrée DTDSI processus, risques et contrôle et contribution à la modélisation des livrables ;
- Pilotage avec DEFI d'une mission de conseil non-financier pour le compte d'un client institutionnel ;
- Pilotage de l'audit de renouvellement Veritas de la certification ISO 9001: 2015 des activités Securities Services. Réalisation de l'audit interne qualité pour le même périmètre ;
- Contribution à la réalisation du Référentiel Métier Groupe Organisation et Qualité.

✓ [Direction Développement Humain, Durable et Communication](#)

### Capital Humain

L'activité s'est caractérisée en 2021 par le lancement de plusieurs dispositifs et chantiers en matière de développement RH, ainsi que la poursuite des actions de formation et des prestations sociales :

- Lancement du dispositif de gestion des « Hauts Potentiels Groupe CDG » ;
- Lancement de plusieurs chantiers RH dans le cadre de la feuille de route RH « One CDG » :
  - Nouveau SIRH Groupe CDG ;
  - La mise en place d'un référentiel de compétences groupe et bilan de compétences groupe ;
  - Le pilotage de la performance & Harmonisation des Systèmes d'évaluation.
- Elaboration et diffusion de la Politique RH CDG Capital ;
- Habilitation AMMC en faveur de 8 collaborateurs CDG Capital et CDG Capital Gestion ;
- Finalisation du projet « Schéma Directeur Formation ONE CDG » et mise en place d'un plan de formation triennal ;
- Participation aux forums de recrutements virtuels de l'ISCAE & de l'UIR ;
- Production du premier Bilan Social CDG Capital retraçant la stratégie du capital humain, l'emploi, la rémunération, les conditions d'hygiène et de sécurité, la formation, les représentants du personnel, les conditions de vie relevant de l'entreprise, et la gestion de la crise COVID ;
- Refonte et diffusion du Règlement Intérieur ;
- Signature de plusieurs conventions ;
- Politique sociale Groupe : signature d'un contrat avec Saham Santé International ;
- Organisation des élections des délégués du personnel et dialogue continue avec les IRP.

### Développement Durable et RSE

Le bilan annuel de 2021 comprend les réalisations ci-après :

- Publication du rapport extra-financier ESG AMMC relatif à l'exercice 2020 ;
- Adoption d'une charte genre ;
- Formation des managers sur les stéréotypes de genre et les biais inconscients ;

- Animation de sessions de sensibilisation sur le développement durable (RSE/critères environnementaux et sociaux) au profit de clients de la banque ;
- Adoption d'une charte de déconnexion ;
- Lancement du projet de mécénat de compétences : animation de sessions par les collaborateurs de la banque au profit des étudiants de la FME (Fondation Marocaine de l'Etudiant) ;
- Réalisation du second Bilan Carbone ;
- Participation au groupe de travail sur la mise en place d'un cadre conceptuel des ODDs applicable aux membres de IDFC ;
- Participation aux Sherpas meeting de IDFC (mars et octobre 2021) et à la réunion du comité de pilotage en juillet 2021 ;
- Célébration des 10 ans de IDFC à l'occasion de la réunion annuelle de IDFC qui s'est tenue au mois de novembre 2021 ;
- Participation à la COP 26 à Glasgow au mois de novembre 2021.

## Marketing et Communication

### Communication Interne :

- Mise en place et déclinaison d'une nouvelle politique de communication interne avec le passage d'un modèle de communication informationnel à un model journalistique.
- Réalisation d'une enquête de satisfaction de la communication interne ;
- Réalisation du baromètre interne de CDG Capital et filiales.

### Communication Externe :

- Production régulière de contenu décrivant le positionnement de CDG Capital et de ses filiales :
  - Réalisations majeures, engagement dans la RSE, la finance durable ;
  - Mise en valeur du rôle structurant de CDG Capital dans le paysage économique marocain à travers les interventions de la direction générale et des experts métiers ;
  - Conception, production et communication dédiées au Rapports d'Activités et de Responsabilité de CDG Capital ;
  - Communication autour de la participation de CDG Capital aux principales conférences nationales et internationales et production de capsules sur les réseaux sociaux ;
  - Accompagnement de la direction Insight (recherche & analyse) pour la production de son contenu.
- Une évolution constante dans les médias :
  - Lancement d'une émission dédiée à la gestion d'actifs « Regards sur la gestion d'actifs » avec Bourse News ;
  - Lancement du podcast « Les Kapital Talks » ;
  - Réalisation d'interviews avec les principaux organes de presse autour de la finance durable.
- Réalisation d'une étude autour de la marque CDG Capital et de l'impact de sa communication ;
- Production des supports de présentation pour les rencontres clientèle.

✓ Direction Achats et Support Logistique

Les principales réalisations de la direction en 2021 comprennent ce qui suit :

- Finalisation des travaux de paramétrage et de recette de la solution e-tendering pour la dématérialisation des appels d'offres et consultations CDG Capital ;
- Validation et publication des conditions générales d'achats sur le site de CDG Capital, ayant pour objectif de sécuriser les commandes ne faisant pas l'objet d'un contrat ;
- Adjudication de plusieurs projets IT structurants pour CDG Capital ;
- Poursuite des efforts de modernisation des espaces de travail.

### 1.1.3 POLE PILOTAGE ET FINANCE (PPF)

✓ Direction financière

La fonction finance a poursuivi ses actions visant la conformité aux évolutions normatives comptables et réglementaires, l'efficacité opérationnelle et l'accompagnement des métiers dans le lancement de nouveaux produits. Les actions engagées en 2021 ont porté principalement sur ce qui suit :

- SI comptable : Poursuite avec la DTDSI des travaux de conception relatifs au déploiement de l'interpréteur comptable pour les modules Marchés et Dépositaire et déroulement des tests et recette pour le module Bancaire ;
- Communication financière : Parachèvement du référentiel interne de la banque en matière d'information financière et de reporting réglementaire par la formalisation de la procédure relative à la communication financière ;
- Finalisation de l'upgrade BRS2 vers BRS3 (BRS reporting Bank Al-Maghrib) ;
- Prise en charge du montage comptable et fiscal de nouveaux produits/ activités lancés par la banque ;
- Nouveau cahier des charges relatif aux déclarations fiscales : Prise en charge de nouveaux états à souscrire au titre de la déclaration fiscale annuelle et développement d'un outil de conversion en format XML des déclarations fiscales intégrant un module de contrôle ;
- Traitement de demandes internes d'avis fiscal pour des opérations non récurrentes ou de nouveaux produits/ activités.

✓ Direction Contrôle de Gestion, ALM & PMO

La direction a connu durant l'exercice 2021 un élargissement de son périmètre qui comprend désormais la fonction Asset & Liability Management. Les principaux faits marquants comprennent notamment :

**Pilotage et Gestion des Budgets :**

- Lancement et finalisation de la phase de conception du projet d'automatisation de l'élaboration et du reporting budgétaires ;
- Conception, finalisation et déploiement du modèle interne de scoring et de priorisation des projets.

**Asset & Liability Management (ALM) :**

- Intégration de la fonction à la direction et élaboration et validation de la nouvelle feuille de route.

**Project Management Office (PMO) :**

- Suite à la création de la structure PMO et la mise en place de sa feuille de route, diffusion de la charte PMO et passage au mode run ;
- Mise en place d'outils internes et analyse multidimensionnelle du portefeuille projet actuel de la banque.

✓ [Direction Gestion Globale des Risques \(DGGR\)](#)

**PCA Pandémie :**

- Pilotage permanent du dispositif PCA pandémie CDG Capital (tenues de plusieurs CCD, niveau d'alerte adapté à plusieurs reprises en fonction de l'évolution de la pandémie) ;
- Participation aux réunions de la place sur le PCA.

**Projets / Actions clés**

- Intégration de la gestion des risques de l'activité de Gestion sous Mandat au sein de la DGGR ;
- Contribution à la mise en place du nouveau produit « Confirming » ;
- Mise en place de la cartographie des risques de la DTDSI selon la démarche « ORSA » ;
- Revue des conventions d'écoulements relatives au portefeuille de négociation et aux dépôts à vue ;
- Contribution aux projets de mise en place de nouveaux progiciels au niveau de la salle des marchés et de la Gestion sous Mandat et finalisation du projet SI Groupe Risque ;
- Déroulement des tests PSI dans le cadre de la mise en conformité opérationnelle des PCA.

✓ [Direction Conformité](#)

- Mise en conformité du dispositif LBC-FT à l'échelle de CDG Capital et des filiales (en cours):
  - Finalisation de la phase conception du dispositif LBC-FT ;
  - Lancement de la phase déploiement de la feuille de route ;
  - Formation des acteurs au nouveau dispositif LBC-FT et déploiement du nouveau processus connaissance clients pour les nouvelles entrées en relation ;
  - Lancement de l'appel d'offres et choix de l'éditeur de la solution informatique devant supporter le dispositif LBC-FT ;
  - Obtention de la certification CAMS par un membre de l'équipe conformité. : « spécialiste certifié de la lutte anti-blanchiment d'argent » ;
  - Accompagnement des filiales dans la mise en œuvre du dispositif LBC-FT.
- Mise en conformité des traitements de CDG Capital à la loi 09/08 ;
- Mise en place du recueil des textes règlementaires ;
- Réalisation de la certification triennale FATCA (juin 2021).

✓ Direction Juridique

- Contribution aux projets transverses : LAB/FT ;
- Montage juridique des nouvelles activités : Financement des écosystèmes, OPCI, carnets d'ordre ;
- Finalisation des projets de chartes des Comités : Nomination et rémunération, audit et conformité, risques, et grands risques et stratégie pour approbation du Conseil d'Administration.

#### 1.1.4 CONTROLE PERMANENT

- Formalisation du répertoire de contrôle DTDSI dans le cadre du projet de sécurisation des processus en chaîne de valeur ;
- Formalisation du répertoire de contrôle « Confirming » ;
- Extension de la solution iSCOP au périmètre de la direction financière et activités bancaires ;
- Poursuite du déploiement du dispositif de contrôle sur les périmètres couverts (Pôle Capital Markets Services, Direction Portfolio Management, Direction Financière, Risque marché).

## 1.2 Activité des métiers

### PNB par métier

En MDH	2021	2020	Variation
Global Markets	77	106	-28%
Securities Services	89	83	7%
CDG Capital Bourse (CKB)	20	15	31%
<b>Pôle Capital Markets Services (CMS)</b>	<b>185</b>	<b>204</b>	<b>-9%</b>
Direction Portfolio Management	70	83	-16%
CDG Capital Gestion	111	98	13%
<b>Pôle Investment Management (PIM)</b>	<b>181</b>	<b>181</b>	<b>0%</b>
<b>Debt &amp; Equity Finance (DEFI)</b>	<b>26</b>	<b>20</b>	<b>28%</b>
Autres produits	27	51	-47%
PNB Social	289	344	-16%
PNB Agrégé	392	405	-3%

#### ✓ Pôle Capital Market Services (CMS) :

Le PNB CMS est en baisse de 9% entre 2021 et 2020, cette évolution s'explique principalement par :

- **Global Markets** : La baisse du PNB de 28% à 77 MDH en 2021, en raison de la non-récurrence en 2021 des conditions exceptionnelles ayant prévalu sur le marché en 2020. Le contexte 2021 a été marqué par une quasi-stabilité de la courbe des taux (vs. une forte baisse en 2020), et des opportunités de monétisation plus restreintes. La baisse du PNB GM est atténuée par la hausse du PNB des autres activités du pôle.
- **Securities Services** : PNB en hausse de 7% en 2021 à 89 MDH, une évolution attribuable principalement à l'activité bancaire grâce à des niveaux exceptionnels des dépôts à vue.
- **CKB** : Hausse du PNB de 31% pour atteindre 20 MDH, due principalement à l'activité d'intermédiation, et ce suite à la hausse des volumes traités (+107% pour CKB et 29% pour le marché).

#### ✓ Debt & Equity Finance :

Le PNB DEFI affiche une progression de 28% en 2021 pour s'établir à 26 MDH, grâce essentiellement à la forte hausse du PNB crédit (>100%).

#### ✓ Pôle Investment Management (PIM) :

Le PNB PIM s'élève à 181 MDH en 2021, en stabilité par rapport à 2020. Cette performance s'explique par :

- La progression du PNB CDG Capital Gestion de +13% pour atteindre 111 MDH grâce à la hausse de l'encours moyen de 12%. Cette performance vient compenser :
- La baisse du PNB Portfolio Management de 16% à 70 MDH, en raison notamment de la baisse de l'encours sous gestion.

## 2 Risques et fonds propres

### 2.1 Stratégie de gestion des risques

CDG Capital s'inscrit dans une approche de gestion intégrée des risques qu'elle encourt dans le cadre de ses activités. Dans ce sens, la Banque accorde une importance majeure à la mise en œuvre d'un dispositif de gestion des risques qui soit efficace, efficient et adapté en permanence. Ce dispositif fait partie intégrante du fonctionnement général de la banque en se greffant sur l'ensemble des phases stratégiques, décisionnelles, commerciales, opérationnelles et de suivi des activités.

L'approche de gestion des risques de CDG Capital est axée autour des objectifs suivants :

- Accompagner les différents métiers de la banque dans leur développement par l'optimisation de leur rentabilité au regard des paramètres risques inhérents à leurs activités ;
- Sécuriser l'ensemble des activités de la banque par la mise en œuvre permanente de dispositifs proactifs de mesure et de maîtrise des risques.

### 2.2 Mode de gouvernance des risques à CDG Capital

La gestion des risques au sein de CDG Capital s'applique à l'ensemble des activités de la banque et revêt une dimension transversale de par l'implication de l'ensemble des collaborateurs dans sa mise en œuvre. Elle est régie dans le respect des recommandations des autorités de supervision et en application des normes professionnelles et des meilleures pratiques en la matière.

La gestion des risques à CDG Capital est assurée à tous les niveaux organisationnels, notamment :

- Le Conseil d'Administration ;
- La Direction Générale ;
- La Direction de Gestion Globale des Risques ;
- Les Comités Spécialisés : Comité d'Audit, Comité de Gestion des Risques, ALCO (Comité ALM), Comité de Crédit/Comité des Grands Risques ;
- Les Entités opérationnelles.

A cet effet, CDG Capital a entrepris une série d'actions :

#### **Intégrer la notion de risque dans les processus de prise de décisions business :**

- En distillant une culture risque forte dans toute l'organisation via des formations ciblées et continues et des procédures internes ;
- En développant des outils et des méthodes permettant une prise en compte systématique de la composante risque dans la prise de décision business : octroi d'un crédit, prise ferme « *Underwriting* », tarification des transactions, sélection de titres d'investissement, gestion globale de portefeuille ;
- En renforçant la capacité d'analyse des risques crédit et de contrepartie (entreprises, banques, projets, opérations de marché) notamment, par la mise en place d'un système de notation interne des contreparties aligné sur les meilleures pratiques en la matière ;
- En systématisant la prise en compte des risques encourus (réglementaires et modélisés) dans la prise de décision, la compréhension et l'analyse des performances générées.

### Focaliser l'attention des collaborateurs sur la réduction du risque opérationnel :

- En recentrant l'attention de l'ensemble des collaborateurs vers une réduction systématique des risques opérationnels à travers des actions de sensibilisation, de formation ciblée et de renforcement des processus opérationnels.
- En affinant la cartographie des risques à travers l'adoption d'une démarche reflétant de manière plus spécifique la réalité des activités de la banque.
- En développant les mesures nécessaires pour mitiger les différents risques opérationnels encourus et pour assurer la continuité de l'activité.

## 2.3 Présentation du profil de risque de CDG Capital

Le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur des processus déclinés suivant les segments de contreparties engagées avec la banque :

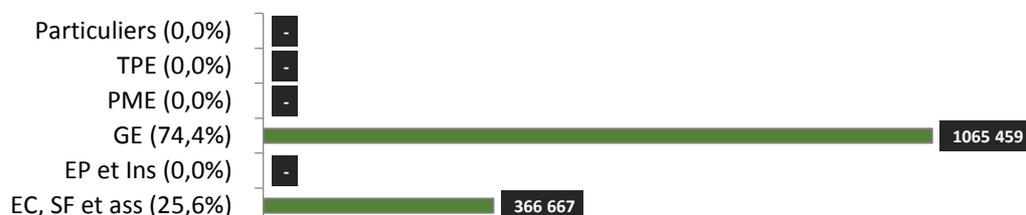
- Au niveau du segment corporate (grandes entreprises, contreparties financements spécialisés et office). Ce processus est décliné comme suit :
  - Un encadrement au niveau du processus d'octroi des engagements. Ce processus définit le fonds de dossier d'engagement comme étant le point de départ de l'analyse des demandes d'engagement. Ce fond de dossier doit être composé de tous les documents nécessaires à la production de l'avis critique de l'entité Risque de Contrepartie & Suivi des Engagements et de la décision du Comité d'Engagement (CE) ou du Comité des Grands Risques et Stratégies (CGRS). Les éléments constitutifs du fond de dossier d'engagement sont insérés au niveau d'une check-list interne.
  - Un système de notation interne dédiée par catégorie de contrepartie.
  - Un dispositif de limites d'exposition calibré sur les notations internes et en respect des seuils prudentiels.
  - Un système de délégation de pouvoir par Direction Métier.
  - Un système d'échéancier interne de revue des dossiers de crédit, indépendant de la maturité des concours bancaires accordés.
  - Un dispositif de gestion des engagements sensibles composé de deux listes de suivi interne.
- Au niveau du segment des personnes physiques (PP) : le dispositif de gestion du risque de crédit suit le même processus d'octroi des engagements que celui relatif au marché corporate. Autrement dit, il nécessite une analyse et une appréciation approfondie de la capacité de remboursement de l'emprunteur intégrant le dispositif de garanties proposé.
- Au niveau du segment autre que celui relatif au segment corporate et PP : le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur le dispositif de limite interne défini pour chaque contrepartie de la banque. Le calibrage des limites repose sur l'appréciation des fondamentaux économiques et financiers de la contrepartie (y compris notation interne) et sur le respect permanent des seuils prudentiels en la matière.

Par ailleurs, le dispositif de suivi des engagements repose sur la communication régulière du reporting interne dédié au risque de crédit et au suivi des engagements. Ce dernier reprend l'ensemble des

expositions en propre de la banque, de toute nature qu'elles soient issues des activités de crédit ou de marché. Ce reporting est produit à fréquence mensuelle et est destiné au management de la banque.

✓ Structure des engagements portés par CDG Capital au 31/12/2021 :

La répartition des contreparties de CDG Capital est faite selon une segmentation prudentielle offrant une classification des différents profils de risque. Ci-dessous un aperçu de cette répartition à fin 2021 :



Le portefeuille des crédits de CDG Capital demeure constitué essentiellement de deux types d'engagement : les crédits corporate et les crédits de trésorerie.

✓ Qualité du Risque Crédit porté par CDG Capital (rating interne)

La notation interne joue un rôle principal dans le processus d'octroi du crédit (ou de prise d'engagement) et dans la gestion des risques liés aux positions prises par la banque. Elle constitue un outil d'aide à l'évaluation, à la décision et au suivi du risque de contrepartie.

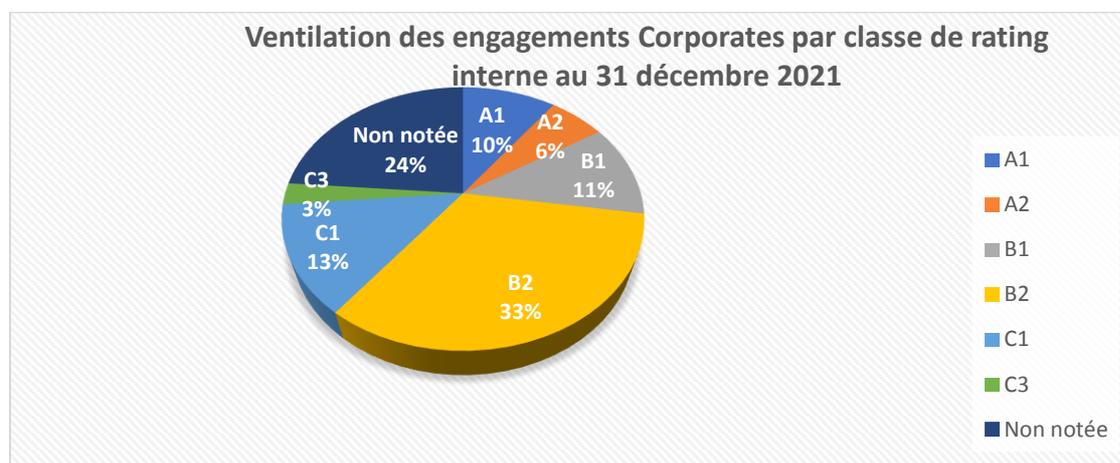
Elle représente l'un des instruments de détection de la dégradation ou de l'amélioration d'un risque lors des revues annuelles de portefeuilles. Elle n'a pas pour objectif de se substituer à une décision de prise d'engagement qui nécessite une analyse approfondie du profil de risque de la contrepartie.

CDG Capital dispose à ce jour de trois systèmes de notation interne :

- Le système de notation propre aux grandes entreprises (GE).
- Le système de notation spécifique aux établissements bancaires.
- Le système de notation propre à la catégorie de contrepartie des financements spécialisés regroupant les financements de projet (FP) et l'immobilier professionnel (IP).

o Focus sur le profil de notation des grandes entreprises

En incluant les expositions crédit et marché (titres de créances, de propriété et engagement de change), la répartition des engagements de CDG Capital sur les grandes entreprises par profil de notation se présente au 31/12/2021 comme suit :



On note une prédominance des contreparties GE dont la notation est qualifiée « Investment Grade ». Elles bénéficient, en effet, des notes internes A1 (10%), A2 (6%), B1 (11%) et B2 (33%) et représentent 60% des engagements GE portés par l'établissement à fin décembre 2021.

#### ✓ Gestion du risque de concentration

CDG Capital s'inscrit dans l'amélioration continue des pratiques de suivi des engagements et de gestion interne du risque de concentration et de son appréhension par les métiers de la banque.

Cette amélioration s'explique par plusieurs actions, dont notamment :

- Le suivi dynamique des limites internes propres aux grandes entreprises, aux établissements bancaires, aux sociétés de financement et aux fonds gérés par les sociétés de gestion.
- La tenue régulière des reportings internes spécifique au risque de crédit et de contrepartie et permettant de disposer en permanence :
  - D'une vision globale du profil d'exposition en risque de crédit/contrepartie de la banque et de son évolution.
  - D'un outil de pilotage du risque de concentration conformément aux limites internes et réglementaires fixées par la nouvelle circulaire de Bank Al-Maghrib relative au CMDR.

Par ailleurs, le Comité de Crédit tient compte du risque de concentration dans son examen des différents dossiers d'engagement. Il valide également les dispositifs de limites internes sur les contreparties et examine les demandes de leur dépassement.

#### ✓ Gestion du risque de contrepartie sur les opérations de marché

CDG Capital accorde une importance particulière au suivi de son exposition au risque de contrepartie dans le cadre des opérations de marché afin de minimiser ses pertes en cas de défaillance. Des limites internes et d'autorisation sont définies pour toutes les contreparties (banques, autres institutions financières, entreprises et organismes publics) de la banque et sont mises à jour annuellement. Leur calibrage dépend essentiellement de la qualité du risque de crédit des contreparties, de leur notation interne/externe et des limites de concentration réglementaires dictées par Bank Al-Maghrib.

### 2.3.1 RISQUES DE MARCHE

La gestion des risques de marché est assurée à quatre niveaux hiérarchiquement indépendants :

- Le Front Office Salle des Marchés : tout en cherchant à réaliser les objectifs de performance fixés, il constitue le premier niveau de gestion des risques liés aux opérations et positions qu'il gère. Il est notamment responsable de la déclinaison des stratégies de placement et du respect des limites internes validées ;
- Le Middle Office : s'assure quotidiennement de la régularité des opérations et du respect des limites d'exposition et intuitu personae fixées ;
- La DGGR : chargée d'une part de fixer et de mettre à jour les limites internes d'activité, et d'autre part de détecter, d'analyser et de suivre les différentes positions de la banque en matière de taux et de devises puis de rationaliser ses positions par des autorisations formalisées. Elle édite dans ce sens un reporting adressé à la Direction Générale ;
- La Direction Audit Interne : qui réalise des analyses critiques et indépendantes de la qualité du dispositif, soit dans le cadre des missions d'audit ou ponctuellement à la demande de la Direction Générale ou du Comité d'Audit.

La gestion et le suivi des risques de marché ont été renforcés par la mise en place d'une approche avancée VaR homologuée par Bank Al-Maghrib. La mise en place par CDG Capital d'un modèle interne des risques de marché a été motivée principalement par la volonté de renforcer les outils d'encadrement et de mesure des risques de marché et d'assurer l'alignement des dispositifs de gestion de risques de marché aux meilleures pratiques en la matière

En complément des différents dispositifs en vigueur, CDG Capital dispose d'un système de limites internes des positions et des opérations de la Salle des Marchés. Son objectif est d'assurer la maîtrise des risques de marché encourus.

#### ○ **Modèle interne du risque de marché**

L'exposition de CDG Capital aux risques de marché est gérée à travers un ensemble d'indicateurs qui font l'objet d'un suivi permanent et qui sont intégrés dans la gestion opérationnelle des risques de marché au quotidien.

L'élément central du dispositif de contrôle des risques de marché est la *Value at Risk* (VaR). Développé depuis fin 2010, le modèle interne de VaR est homologué par BAM pour le calcul des fonds propres réglementaires et pilotage des risques de marché depuis mars 2013.

La mise en place du modèle interne des risques de marché a permis de doter la banque d'un véritable outil de pilotage et d'aide à la décision qui couvre l'essentiel des activités de marché. L'indicateur VaR a été intégré dans la gestion opérationnelle des risques de marché à travers l'analyse de son évolution quotidienne, la fixation et le suivi de limites de VaR ainsi qu'un reporting hebdomadaire adressé à la Direction Générale et aux opérateurs de la Salle des Marchés. De surcroît, le modèle permet la réalisation de simulations dans le cadre du pilotage global du profil de risque de marché et du développement stratégique de l'activité.

#### ○ **Dispositif des limites internes**

L'évaluation des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs de mesure formalisés dans le dispositif de limites internes (DLI) validé par la Direction Générale, donnant lieu à un encadrement par des limites :

- Encours des portefeuilles ;
- VaR (globale et par portefeuille) ;
- Encours par émetteur (Corporate, Banques, Institutionnels et OPCVM) ;
- Limites réglementaires de change ;
- Limites par opérateur.

Le suivi des limites fait l'objet d'un état quotidien de la consommation des limites d'encours, de concentration des émetteurs, de VaR et de sensibilité aux taux d'intérêt adressé à la DGGR et aux responsables des lignes-métiers.

En outre, un flash hebdomadaire est communiqué à la Direction Générale illustrant les expositions aux risques de marché ainsi que les résultats dégagés par activité.

Enfin, un reporting trimestriel plus exhaustif, établi par le Middle Office et validé par la DGGR récapitule l'utilisation des limites notifiées à chaque activité et fait état des éventuels dépassements enregistrés.

La gestion des dépassements est régie par une procédure interne qui fixe les modalités à observer ainsi que la démarche à suivre pour l'obtention d'une autorisation de dépassement de limites.

La mise à jour des limites internes est cadrée par une procédure interne décrivant la méthodologie et la démarche suivies pour la révision, la mise en place ou la suppression d'une limite. Ainsi, la revue du

dispositif intervient à une fréquence annuelle ou à la demande de la Direction Générale, du Front Office ou de l'entité chargée de la gestion des risques.

○ **Dispositif de stress test et adéquation des fonds propres**

Les simulations de scénarii de crise consistent à appliquer des combinaisons de chocs extrêmes aux paramètres de marché dans le but de mesurer l'impact de conditions particulièrement défavorables sur le portefeuille de négociation de la banque.

Le dispositif de stress test constitue un complément au calcul de VaR et les résultats sont un facteur clé dans l'évaluation du niveau des exigences en fonds propres et de l'adéquation de ces derniers compte tenu de l'exposition de la banque aux risques de marché.

Calculés dans l'outil interne de VaR de CDG Capital, les stress tests visent à estimer la perte résultant d'une évolution défavorable des paramètres de marché. Ceci s'appuie sur des scénarii historiques, des scénarii théoriques ou hypothétiques ainsi que des scénarii adverses :

- Les **stress historiques** consistent à reproduire des ensembles de variations de paramètres de marché observées sur des périodes de crises passées, afin de simuler ex-post les ordres de grandeurs des variations de résultat enregistrés. Si ces jeux de stress n'ont aucun pouvoir prédictif, ils permettent de juger de l'exposition du périmètre à des scénarii connus.
- Les **stress hypothétiques** consistent à simuler des variations de paramètres de marché sur l'ensemble des activités, en s'appuyant sur des hypothèses plausibles de réaction d'un marché par rapport à un autre, en fonction de la nature d'un choc initial. La détermination des chocs est le fruit d'un travail de réflexion et de collaboration avec le front office et les gestionnaires de portefeuilles. Ces scénarii peuvent être définis en fonction de critères économiques, de considérations socio-politiques ou autres.
- Les **stress adverses** ont pour objectif de détecter les situations les plus défavorables pour la banque sur la base des caractéristiques de son portefeuille. Il s'agit de mettre en exergue les vulnérabilités des portefeuilles de CDG Capital parallèlement aux capacités de réaction ou d'ajustement dont elle dispose afin de permettre une prise de décision optimale.

Les différents scénarii de stress tests font l'objet de révisions régulières et leurs mises à jour sont validées dans le cadre du Comité de Gestion de Risques.

En outre, CDG Capital a engagé un chantier permettant de mesurer l'adéquation des fonds propres compte tenu du niveau de risque encouru dans le cadre des activités de marché de la banque. L'objectif étant de mesurer l'impact des scénarii de stress tests et d'identifier les actions à mettre en œuvre pour faire face aux pertes y afférentes afin de maintenir la solvabilité de la banque à des niveaux acceptables.

### 2.3.2 RISQUES STRUCTURELS DE TAUX ET DE LIQUIDITE

La gestion des risques structurels au sein de CDG Capital constitue une composante transverse qui concerne l'ensemble des activités de la banque, à travers une analyse permanente de la structure du bilan et des profils du risque de taux et de liquidité.

Dans ce sens, le dispositif de gestion des risques structurels, validé par les instances de gouvernance de la Banque, s'inscrit dans le cadre des normes professionnelles et réglementaires, des règles définies par le comité de Bâle ainsi que les recommandations de l'autorité de supervision bancaire.

De ce fait, la gestion du risque structurel de taux repose essentiellement sur l'analyse de la structure du bilan et du hors bilan par nature de taux (taux fixe/ taux variable), et vise la réduction du degré d'exposition aux variations du taux d'intérêt au vue de maîtriser la sensibilité sur le résultat prévisionnel et les fonds propres de la banque.

Le risque de taux d'intérêt se définit comme étant le risque que la situation financière de la banque se dégrade suite à une évolution défavorable des taux d'intérêt.

A fin décembre 2021, les résultats de scénarios de stress, font ressortir une perte maximale de 9,74% des FP de base, obtenue sous l'hypothèse d'une hausse des taux courts de 250 bps.

Pour sa part, le suivi et le pilotage du risque de liquidité est effectué sur la base de deux approches : une approche à court terme via la mesure du ratio de liquidité à court terme stressé, à savoir le *Liquidity Coverage Ratio* (LCR) et une approche globale basée sur un *matching* de la nature et des maturités des ressources avec celles des placements de CDG Capital.

L'approche à court terme consiste en un suivi permanent du respect du coefficient réglementaire de liquidité. Ce coefficient constitue, outre son caractère réglementaire, un moyen de mesure de l'adéquation entre les actifs liquides de haute qualité et les ressources exigibles à vue et/ou à court terme. Ce suivi est complété par des scénarii stress test visant à évaluer la capacité de la trésorerie rapidement mobilisable de la banque à couvrir des sorties massives de liquidités.

CDG Capital s'assure du respect permanent de la limite réglementaire du LCR. Ce dernier a affiché des niveaux confortables durant 2021, avec une moyenne de 192% de l'année et un niveau minimum de 113% en mai 2021.

L'approche globale, quant à elle, repose sur la détermination des impasses de liquidité à travers deux approches d'évaluation (impasse statiques et impasse dynamiques) et sur l'analyse de la structure du bilan. Elle assure ainsi une vision globale sur le profil de liquidité de CDG Capital et permet l'adéquation de la structure des ressources (nature et maturités) à celle des placements. CDG Capital dispose d'un système de limites internes dont la fonction est d'assurer en permanence sa capacité de se prémunir contre les crises de liquidités.

Le comité Asset and Liabilities Committee (ALCO) constitue l'occasion de présenter au management de la banque la synthèse de l'examen régulier du profil de taux et de liquidité de la banque, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et les résultats des stress test appliqués.

### 2.3.3 RISQUES OPERATIONNELS

Au cours des dernières années, CDG Capital a développé des processus, des outils de gestion et une infrastructure de contrôle pour renforcer la maîtrise et le pilotage des risques opérationnels dans l'ensemble de ces métiers. Ces dispositifs comprennent, entre autres, des procédures générales et spécifiques, une surveillance permanente, des plans de continuité d'activité, des comités nouveaux produits et des comités dédiés à la surveillance et la gestion de risques opérationnels.

CDG Capital dispose d'un manuel de procédures qui définit les processus opérationnels des différents segments de ses activités. Ces procédures prévoient des règles de gestion, de contrôle et de séparation de fonction. Elles reposent aussi sur un système de délégation de signature qui permet une définition des responsabilités et une meilleure gestion des « back-up ».

Cette organisation a collaboré, à la mise en place de cartographie des risques par lignes métier qui permet d'identifier, d'évaluer et de contrôler l'ensemble des risques opérationnels.

#### ○ **Sécurité de l'information**

L'information et plus particulièrement les données numériques constituent une des matières premières principales des activités d'une banque. La dématérialisation quasi achevée, le besoin de rapidité des opérations et leur automatisation toujours plus poussée, renforcent continûment le besoin de maîtrise du risque relatif à la sécurité de l'information.

CDG Capital dispose d'un Système d'Information (SI) organisé de façon à satisfaire les besoins des pôles métiers dans les meilleures conditions techniques et opérationnelles. On classe les applications en trois catégories :

- Cœur de métier (critique pour l'activité de CDG Capital) ;
- Verticale (SI dédié à une direction de CDG Capital) ;
- Horizontale (transverse aux directions de CDG Capital).
- La sécurité informatique se traduit à travers 2 principaux axes :
- Sécurité réseau ;
- Sécurité opérationnelle et veille de sécurité.

- o **La surveillance des pertes internes**

La collecte des pertes internes (mais également des gains et des quasi-pertes) concerne l'ensemble des métiers de CDG Capital, depuis 2012. Ce processus a permis aux opérationnels : - de définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées (évolution des activités ou des processus, renforcement des contrôles, etc.) ; - de s'approprier de nouveaux concepts et outils de gestion des risques opérationnels ; - d'acquérir une meilleure connaissance de leurs zones de risques ; - de mieux diffuser une culture du risque opérationnel au sein de la banque et de ces filiales.

#### 2.3.4 PLAN DE CONTINUITÉ DE L'ACTIVITÉ (PCA)

Les dispositifs de gestion de crise et de continuité d'activité visent à minimiser autant que possible les impacts d'éventuels sinistres sur les clients, le personnel ou les infrastructures, et donc à préserver la réputation de CDG CAPITAL, l'image de ses produits et sa solidité financière. Ils répondent également à une obligation réglementaire. La démarche de mise en place et d'optimisation des dispositifs de continuité d'activité de toute entité de la banque s'appuie sur une méthodologie conforme aux standards. Elle consiste principalement à identifier les menaces qui pèsent sur l'entreprise et leurs effets possibles, à mettre en place une capacité de réponse efficace à divers scénarii de crise.

Suite à la finalisation du projet de déploiement du PCA en 2017, en incluant les scénarios majeurs précédemment cité, l'année 2019 a été consacrée au lancement de la phase de maintien en conditions opérationnelles du PCA. Ceci nous a permis de s'assurer de la fiabilisation des installations. Aussi, l'année nous a permis de finaliser le projet PCA des filiales CDG Capital Gestion et CDG Capital Bourse.

L'exercice 2021 a été marqué principalement par le maintien du dispositif de continuité sanitaire et le déploiement des règles sanitaire pour faire face à l'évolution de la pandémie et aux engagements opérationnels de CDG Capital.

La continuité d'activité et la santé de nos collaborateurs comme objectif pour dépasser cette crise sanitaire.

Aujourd'hui CDG Capital aspire, courant l'exercice 2022 à la mise en place d'un plan de reprise des activités et à la résilience de ses solutions de continuité.

## 2.4 Fonds propres et profil de solvabilité

Les modalités de détermination des fonds propres prudentiels de CDG Capital sont fixées par les dispositions de la circulaire N° 14/G/2013 de Bank Al-Maghrib relative aux fonds propres des établissements de crédit.

A fin décembre 2021, les fonds propres prudentiels de CDG Capital sur base individuelle sont composés de 62% des fonds propres de catégorie 1, ce pourcentage passe à 65% sur base consolidée. Ceci s'explique par l'émission d'une dette subordonnée en mars d'un montant de 500 MDH sur 10ans, considérée dans les fonds propres de catégorie 2.

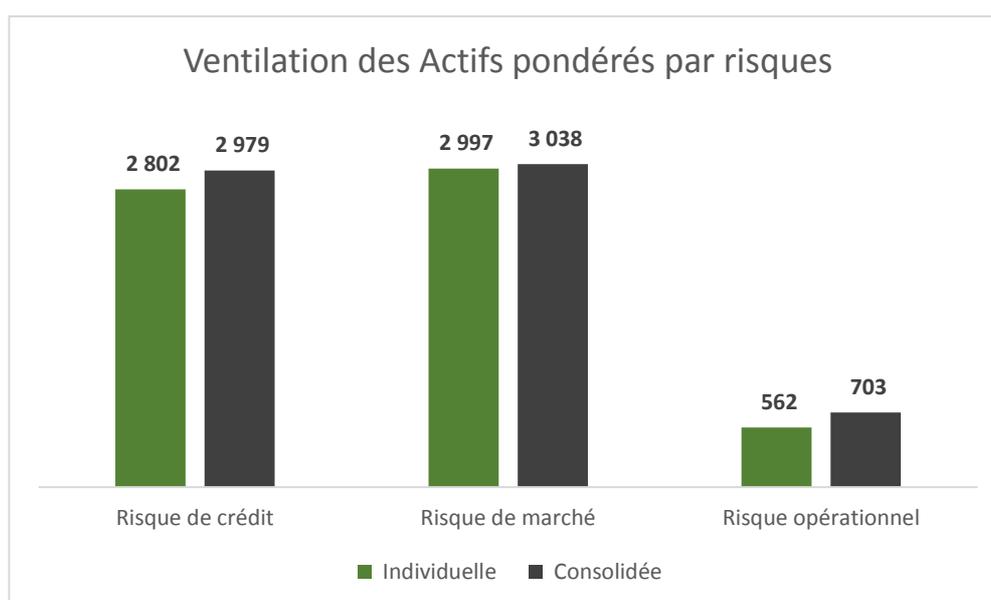
Les fonds propres de catégorie 2 sur base individuelle sont composés des plus-values latentes sur titres de placement et des provisions pour risques généraux conformément aux modalités d'inclusion dictées par BAM.

A fin décembre 2021, les fonds propres prudentiels sur base sociale s'établissent à 1 401 MDH, contre 1 433 MDH sur base consolidée.

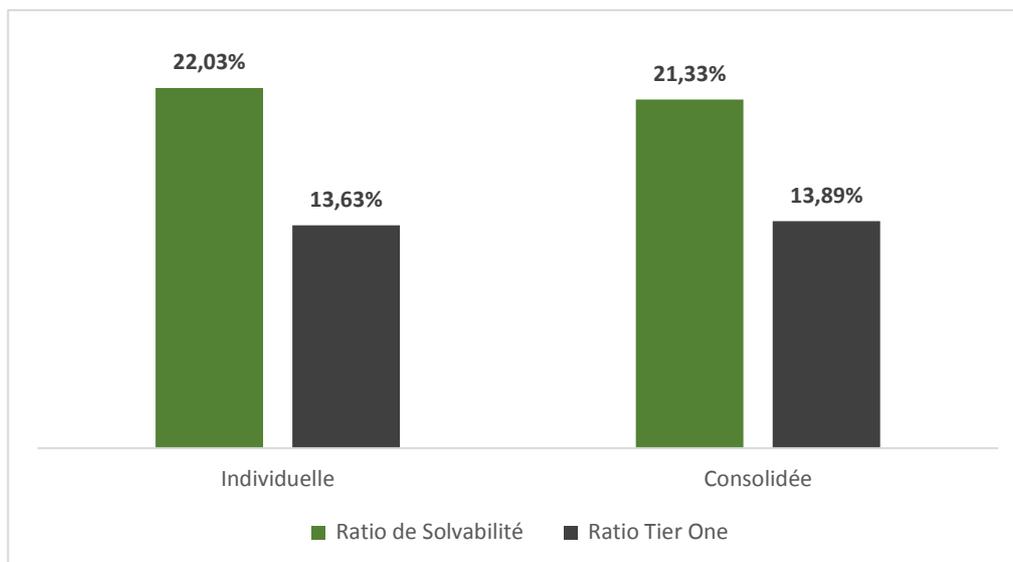
L'exigence en fonds propres globale de CDG Capital couvre les risques de crédit, de marché et opérationnel, et elle est déterminée selon les approches suivantes :

- Approche avancée au titre des risques de marché conformément aux dispositions de la circulaire N° 08/G/2010. CDG Capital procède au calcul de l'exigence marché via son modèle interne de Value at Risk homologué par Bank Al-Maghrib en 2013 ;
- Approche standard au titre des risques de crédit conformément aux dispositions de la circulaire N° 26/G/2006 ;
- Approche indicateurs de base au titre des risques opérationnels conformément aux dispositions de la circulaire N° 26/G/2006.

Le graphe ci-dessous présente la ventilation des actifs pondérés à fin décembre 2021 sur base individuelle et consolidée (en millions de dirhams) :



A fin décembre 2021, les ratios de solvabilité et Tier One sur base individuelle et consolidée se présentent comme suit :



CDG Capital possède ainsi un excellent profil de solvabilité et une marge significative de prise de risque.

## 2.5 Système de contrôle permanent

Le groupe s'est doté d'un système de contrôle interne intégré dont le renforcement continu est au cœur de ses préoccupations. Ce système se base sur les règles de bonne gouvernance, une séparation stricte entre les tâches opérationnelles et les activités de contrôle, un cadrage des responsabilités et une traçabilité intégrale.

Dans ce cadre, le groupe a édifié une culture de contrôle interne autour d'un environnement de travail sécurisé et propice au développement durable. Ce dernier est régi par la charte de contrôle interne du groupe et décliné sur le plan opérationnel entre autres par le dispositif et la procédure de contrôle permanent. L'ensemble des activités de CDG Capital s'inscrivent dans le cadre d'un système de contrôle à fréquences régulières adaptées à la cotation des risques opérationnels, et ayant pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des activités de la banque sont contrôlées et que l'ensemble des risques sont surveillés de façon permanente.

Le contrôle permanent au sein du groupe est mis en œuvre à tous les niveaux organisationnels impliquant ainsi la vigilance de l'ensemble des collaborateurs. Il est matérialisé et déployé à travers des répertoires de contrôle couvrant l'ensemble des activités, des plans de supervision et de communication et des restitutions consolidées permettant de tirer des enseignements pertinents et de mettre en place les actions nécessaires. Ses composantes permettent, en effet, de détecter et de régulariser en temps opportun toutes anomalies pouvant survenir au courant de l'exercice des activités de manière à prévenir tout incident éventuel.

Le système de contrôle permanent est aussi en évolution continue en termes de ressources humaines, techniques et logistiques adaptées au développement des activités, aux exigences réglementaires et aux ambitions de la banque de pérenniser un atmosphère de confiance et de bonnes pratiques en interne et vis-à-vis des clients.

### 3 Analyse des comptes au 31 décembre 2021

#### 3.1 Résultats et indicateurs consolidés au 31 décembre 2021

Sans changement par rapport à l'exercice précédent, le périmètre de consolidation du groupe à fin décembre 2021 se présente comme suit :

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
CDG Capital	Banque	100,00%	100,00%	Société Mère
CDG Capital Gestion	Gestion d'actifs	100,00%	100,00%	IG
CDG Capital Bourse	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	IG
CDG Capital Real Estate	Gestion de fonds immobiliers et touristiques	100,00%	100,00%	IG

Selon notre appréciation, aucune filiale ne présente de risques spécifiques de nature à influencer l'activité et la situation financière du groupe.

L'évolution des principaux indicateurs consolidés se présente comme suit :

En MDH	2021	2020	Var
PRODUIT NET BANCAIRE	375	393	-5%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	147	171	-14%
RESULTAT D'EXPLOITATION	146	155	-6%
RESULTAT AVANT IMPÔT	146	156	-6%
RESULTAT NET	89	94	-5%
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	89	94	-5%
Résultat de base par action ( <i>en dirhams</i> )*	9,54	10,08	-5%
Résultat dilué par action ( <i>en dirhams</i> )*	9,54	10,08	-5%

Au terme de l'exercice 2021, le PNB consolidé s'établit à 375 MDH contre 393 MDH une année auparavant, soit une baisse de 19 MDH (-5%) découlant de l'effet contrasté des variations ci-après :

- L'amélioration de 8,5 MDH de la marge d'intérêt, tirée principalement par la bonne tenue des intérêts perçus sur l'activité de crédits à la clientèle, couplée à la stabilité du coût de refinancement de la banque ;
- La baisse de 22,5 MDH (-13,1%) de la marge sur commissions, en raison principalement de l'existence en 2020 de commissions non récurrentes au titre des prestations de conseil et de placement de dette privée ;
- La hausse de 21 MDH (-14,9%) des gains nets sur instruments financiers à la juste valeur, dans un contexte de stabilité de la courbe des taux et d'absence d'opportunités de trading comparativement aux résultats exceptionnels constatés en 2020, en lien avec la baisse des taux sur le marché obligataire ;

- L'augmentation de 16,4 MDH (+15,8%) des produits nets liés aux autres activités, tirée principalement par la bonne performance réalisée par l'activité de gestion collective (OPCVM) au titre des commissions fixes.

Les charges générales d'exploitation affichent une légère progression de 1,5% à 194,5 MDH, tandis que les dotations aux amortissements des immobilisations enregistrent une hausse 36,4% à 33,8 MDH, en lien notamment avec les évolutions réalisées sur les systèmes d'information de la banque.

Dans ce contexte, le résultat brut d'exploitation s'affiche en baisse de 14,3% à 146,5 MDH contre 171 MDH à fin décembre 2020.

Le coût du risque s'établit à 0,9 MDH contre 15,7 MDH en 2020, année exceptionnelle marquée par la montée des facteurs de risque dans le contexte de crise sanitaire liée à la Covi19.

Dans ces conditions, le résultat net part du groupe ressort à 88,7 MDH, en repli de 5,3% par rapport à l'exercice précédent.

CDG Capital et de CDG Capital Gestion demeurent les principaux contributeurs en termes d'activité et de résultat, avec des parts respectives de 67% et 29% pour le PNB et de 43% et 56% pour le RNPG.

## 3.2 Résultats et indicateurs sociaux au 31 décembre 2021

### ✓ Compte de Résultat

Après une croissance exceptionnelle du PNB en 2020, année singulière avec la crise sanitaire, CDG Capital réalise en 2021 une performance robuste en progression par rapport à 2019.

L'évolution des principaux indicateurs de résultat entre 2020 et 2021 se présente comme suit :

En MDH	2021	2020	Var
PRODUIT NET BANCAIRE	288,9	343,8	-16,0%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	106,5	168,4	-36,7%
RESULTAT COURANT	121,8	142,1	-14,3%
RESULTAT NON COURANT	-3,8	-6,0	-36,2%
RESULTAT NET	89,9	91,8	-2,0%

### Produit net bancaire (PNB)

Au terme de l'exercice 2021, CDG Capital réalise un PNB de 288,9 MDH contre 343,8 MDH en 2020, soit une baisse de 54,9 MDH (-16%) intégrant l'effet compensé des variations ci-après :

- Amélioration de la marge d'intérêt, tirée par la bonne tenue des intérêts perçus sur les crédits à la clientèle (effet volume principalement), couplée à la stabilité du coût de refinancement de la banque encours moyen en hausse de 70%) ;
- Baisse de 22 MDH de la marge sur commission en raison de la constatation en 2020 de commissions non récurrentes au titre des prestations de conseil et de placement de dette privée ;

- Contraction des produits liés aux activités de marché dans un contexte de stabilité de la courbe des taux et d'absence d'opportunités de trading comparativement aux résultats exceptionnels constatés en 2020, en lien avec la baisse des taux sur le marché obligataire ;
- Baisse des dividendes remontés par les filiales CDG Capital Gestion et Bourse, en lien avec leurs résultats annuels de 2020.

### Résultat Brut d'Exploitation (RBE)

Les charges générales d'exploitation progressent dans l'ensemble de 3,6% à 186,9 MDH (+6,6 MDH), principalement sous l'effet de l'augmentation de 6,5 MDH à 36 MDH des dotations aux amortissements et des charges à répartir, en lien notamment avec les évolutions réalisées sur les systèmes d'information de CDG Capital.

Les autres postes de charges se présentent comme suit (stables dans l'ensemble) :

- des charges de personnel pour 102 MDH (+0,8 MDH) ;
- des impôts et taxes pour 2,4 MDH ;
- des charges externes pour 46,4 MDH (-0,7 MDH).

Dans ce contexte, le RBE s'affiche en baisse de 36,7% à 106,5 MDH contre 168,4 MDH une année auparavant.

### Résultat courant

Le résultat courant s'établit à 121,8 MDH, intégrant des reprises nettes de provisions de 15 MDH constatées suite à des encaissements partiels réalisés sur certaines créances en souffrance et/ou la libération de provisions pour risques et charges.

### Résultat non courant

Le résultat non courant inclut principalement la charge liée à la contribution sociale de solidarité pour 3,8 MDH.

### Résultat net

Tenant compte d'une charge d'impôt de 28 MDH, le Résultat Net de CDG Capital ressort à 89,9 MDH, en léger repli de 2% par rapport à l'exercice précédent.

## ✓ Bilan

Le total bilan de la banque évolue de 28% à 15 milliards de dirhams à fin décembre 2021 et demeure structurellement composé majoritairement de titres à l'Actif à hauteur de 76% et de ressources de marché (dettes interbancaires et certificats de dépôt émis) pour 51% du Passif.

ACTIF (en MDH)	déc.-21	déc.-20	Var %
Trésorerie	430	73	489%
Créances interbancaires	528	659	-20%
Créances sur la clientèle	1 138	746	53%
Titres de transaction & de placement	11 478	9 193	25%
Autres actifs	1 168	837	40%
Titres de participation	261	249	5%
Immobilisations	85	76	13%
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>15 088</b>	<b>11 832</b>	<b>28%</b>

A l'Actif, l'évolution des emplois intègre pour l'essentiel :

- La hausse de 53% de l'encours net des créances à la clientèle à 1.138 MDH, tirée par la réalisation de nouvelles productions de crédits à l'équipement et de financements de trésorerie ;
- L'accroissement de 25% de l'encours des titres de transaction et de placement à 11.478 MDH, répartis entre Bons du Trésor, dette privée et OPCVM à hauteur respectivement de 65%, 30% et 5%.

PASSIF (en MDH)	déc.-21	déc.-20	Var %
Dettes interbancaires	5 990	4 660	29%
Dépôts clientèle	2 669	1 567	70%
Titres de créance émis	2 484	1 926	29%
Autres passifs	2 213	2 450	-10%
Provisions pour risques et charges	34	46	-26%
Dettes subordonnées	513	-	na
Capitaux propres	1 185	1 182	-100%
dont Résultat net	90	92	-2%
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>15 088</b>	<b>11 832</b>	<b>28%</b>

Au passif, l'évolution des ressources met en évidence un recours plus important aux financements interbancaires (+29%) et aux émissions de certificats de dépôts (+29%).

Le poste « Autres passifs » loge principalement la dette sur titres empruntés pour 2.027 MDH contre 2.245 MDH à fin décembre 2020.

Il est à noter que la banque CDG Capital a clôturé avec succès sa 1<sup>ère</sup> émission obligataire subordonnée en date du 9 mars 2021 par placement privé auprès d'un nombre restreint d'investisseurs qualifiés pour un montant de 500 MDH. Cette émission vient renforcer les fonds propres prudentiels de la banque et contribue à la diversification des ressources de financement.

### ✓ Engagements hors-bilan

L'évolution des engagements donnés et reçus se présente comme suit (en MDH) :

Engagements donnés	déc.-21	déc.-20	Var %
Engagements de financement	287	63	>100%
Engagements de garantie	1 709	3	>100%
Autres titres à livrer	2 925	2 152	36%
<b>TOTAL</b>	<b>4 921</b>	<b>2 218</b>	<b>122%</b>

Engagements reçus	déc.-21	déc.-20	Var %
Engagements de financement	500	500	-
Engagements de garantie	409	0	na
Autres titres à recevoir	589	140	>100%
<b>TOTAL</b>	<b>1 498</b>	<b>640</b>	<b>134%</b>

La hausse des engagements de financement est liée principalement à la baisse des utilisations sur lignes découverts.

L'encours à fin décembre 2021 des engagements de garantie intègre principalement une garantie de capital consentie à un fonds sous gestion.

L'encours des titres à livrer et à recevoir correspond aux opérations d'achat et de vente de titres conclues en 2021 et dont les dates de règlement-livraison sont postérieures au 31/12/2021.

Au même titre que l'exercice précédent, les engagements de financement reçus logent principalement une ligne de trésorerie stand-by pour 500 MDH.

Le poste des engagements de garantie reçus loge une garantie de la SNGFE (ex-CCG) pour 400 MDH adossée à un nouveau dossier de crédit à l'équipement débloqué en 2021.

### 3.3 Informations sur les dettes fournisseurs

Conformément aux dispositions de la loi 32-10 relative aux délais de paiement, il convient de noter que la décomposition par échéance des dettes fournisseurs au 31 décembre 2020 se présente comme suit (montants en milliers de dirhams) :

Date d'arrêté	Montant des dettes fournisseurs à la clôture	Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues			
			(B) Dettes échues de moins 30 jours	(C) Dettes échues entre 31 et 60 jours	(D) Dettes échues entre 61 et 90 jours	(E) Dettes échues de plus de 90 jours
	<b>A+B+C+D+E</b>	<b>(A)</b>				
31/12/2019	3 001	1944	274	365	241	177
31/12/2020	3 521	1 402	820	194	18	1 087
31/12/2021	175	175				

Au moment de la clôture des comptes, aucune notification, ni aucun risque de pénalité n'a été recensé par CDG Capital.

## 4 Mise en conformité aux dispositions légales

Conformément aux dispositions de l'article 142 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée, il est repris, en annexe, la liste des mandats des administrateurs de CDG Capital dans d'autres conseils d'administration ou conseils de surveillance ainsi que leurs emplois ou fonctions principaux au cours de l'exercice 2021.

## 5 Perspectives d'avenir

CDG Capital continue de développer ses activités et le marché financier dans lequel elle évolue. Pour cela, CDG Capital repose sur six éléments qui reflètent sa mission :

- 1) Clients : Nos clients sont notre première priorité et leur satisfaction est notre préoccupation principale ;
- 2) Performance Financière : Nos résultats financiers doivent être à la hauteur des attentes de nos actionnaires ;
- 3) Capital Humain : Nos collaborateurs sont notre réel capital et nous cultivons leur excellence ;
- 4) Plateforme Opérationnelle : Notre plateforme est constamment améliorée la rendant plus robuste et fluide pour permettre le bon fonctionnement de notre activité ;
- 5) Gestion de Risque : Au-delà de la prudence, notre approche risque nous permet de maximiser notre rendement et celui de nos clients pour le niveau de risque accepté ;
- 6) Innovation : L'innovation nous permet de nous démarquer de la compétition en offrant des solutions sur mesure pour nos clients, et ainsi encourager le développement du marché financier Marocain.

Le management de CDG Capital reste à l'écoute des besoins de l'organisation en allouant les moyens nécessaires, aussi bien humains que matériels pour permettre à la Banque d'atteindre ses ambitions.

## 6 Proposition d'affectation du résultat

Le Conseil d'Administration propose d'affecter le bénéfice net de l'exercice 2021 comme suit :

<b>Bénéfice de l'exercice</b>	<b>89 935 780,14</b>
Réserve légale	(4 496 789,01)
<b>Nouveau solde à répartir</b>	<b>85 438 991,13</b>
Report à nouveau des exercices antérieurs	187 191,28
<b>Bénéfice distribuable</b>	<b>85 626 182,41</b>
Dividendes à distribuer	(85 560 000,00)
Réserve facultative	-
Report à nouveau	66 182,41

En conséquence de cette affectation, il sera attribué à chacune des 9 300 000 actions composant le capital social, un dividende brut de 9,20 dirhams (neuf dirhams et vingt centimes) par action libérée en totalité.

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Hamid TAWFIKI**

Administrateur Directeur Général

## Annexe : Mandats sociaux exercés au 31 décembre 2021

### 1. Monsieur ABDELATTIF ZAGHNOUN

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
CIH	Conseil d'administration	Membre
Bank Of Africa	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
BARID AL MAGHRIB "BAM"	Conseil d'administration	Membre
Société centrale de Réassurance "SCR"	Conseil d'administration	Président
CFCA	Conseil d'administration	Membre
CDG Capital	Conseil d'administration	Président
CDG Invest	Conseil d'Administration	Président
Fipar Holding	Conseil d'administration	Président
CIMAR	Conseil d'administration	Vice-Président
Orange	Conseil d'administration	Membre
Fonds Marocain de Placement "FMP"	Conseil d'administration	Membre
MADAEF	Conseil d'administration	Président
Société Marocaine de Valorisation des Kasbahs "SMVK "	Conseil d'administration	Vice-Président
UIR	Conseil d'administration	Membre
Foncière Chellah	Conseil d'administration	Président
FONDATION CDG	Conseil d'administration	Président
FONDATION AHLY	Conseil d'administration	Président
Institut Marocain des Administrateurs	Conseil d'administration	Président
Société d'Aménagement Ryad	Conseil d'administration	Président
TMSA	Conseil de surveillance	Membre
CDG Développe	Conseil d'administration	Président
NOVEC	Conseil d'administration	Président
MEDZ	Conseil de surveillance	Président
CGI	Conseil d'administration	Président
SONADAC	Conseil d'administration	Vice-Président
AUDA	Conseil d'administration	Président
SAZ	Conseil d'administration	Président
PATRILOG	Conseil d'administration	Président
Société de Développement de Saidia "SDS"	Conseil d'administration	Président
Société d'Aménagement et de Promotion de la Station de Taghazout "SAPST "	Conseil d'administration	Président
Al Akhawayn University (AUI)	Conseil d'administration	Membre
Al Omrane	Conseil de Surveillance	Membre
Ecole Nationale d'Administration	Conseil d'administration	Membre
Fondation de l'Ecole des Arts et Métiers Campus de Rabat (EAMR)	Conseil d'administration	Membre
Oued Chbika Développement	Conseil d'administration	Membre

## 2. Madame Latifa ECHIHABI

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
CIH	Conseil d'administration	Administrateur
AL BARID BANK	Conseil de Surveillance	Représentant permanent CDG
FINEA	Conseil d'administration	Président du CA
AJARINVEST	Conseil d'administration	Président du CA
Société centrale de Réassurance "SCR"	Conseil d'administration	Administrateur
CDG CAPITAL	Conseil d'administration	Administrateur
CDG INVEST	Conseil d'Administration	Administrateur
Fipar Holding	Conseil d'administration	Administrateur
MADAEF	Conseil d'administration	Administrateur
Foncière Chellah	Conseil d'administration	Administrateur
CDG Développement	Conseil d'administration	Administrateur
NOVEC	Conseil d'administration	Administrateur
MEDZ	Conseil d'administration	Administrateur
CGI	Conseil d'administration	Administrateur
Société d'Aménagement de Zenata	Conseil d'administration	Administrateur
FONDATION CDG	Conseil d'administration	Administrateur
FONDATION AHLY	Conseil d'administration	Administrateur

## 3. Madame Meriam MECHAHOURI

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
CIH	Conseil d'administration	Représentant permanent MCM
Nama Holding (ex-Acacia Participations)	Conseil d'administration	Membre
CDG Invest	Conseil d'administration	Membre
FINEA	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Société centrale de Réassurance "SCR"	Conseil d'administration	Membre
CDG Capital	Conseil d'administration	Membre
MADAEF	Conseil d'administration	Membre
CDG DEV	Conseil d'administration	Membre
FIPAR	Conseil d'administration	Membre
MEDZ	Conseil de Surveillance	Représentant permanent CDG
Foncière Chellah	Conseil d'administration	Membre
CGI	Conseil d'administration	Membre
SGLN	Conseil d'administration	Membre

#### 4. Monsieur Hamid TAWFIKI

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
SCR	Conseil d'administration	Membre
Fondation CDG	Conseil d'administration	Membre
CDG Capital Gestion	Conseil d'administration	Président
CDG Capital Bourse	Conseil d'administration	Président
Société de Bourse des Valeurs de Casablanca	Conseil d'administration	Membre

#### 5. Monsieur Mustapha LAHBOUBI

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
CIH	Conseil d'administration	Membre
Massira Capital Management "MCM"	Conseil d'administration	Président
MCM	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Crédit Agricole du Maroc "CAM"	Conseil de surveillance	Représentant permanent CDG
SCR	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
SBVC	Conseil d'administration	Membre
UMNIA BANK	Conseil d'administration	Membre
CDG CAPITAL	Conseil d'administration	Membre
Fipar Holding	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
CDG Invest	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Fonds Maroc Forêts	Conseil d'administration	Président
FONDS INFRAMAROC	Conseil d'administration	Président
FONDS INFRAMAROC	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
CAPMEZZ I	Conseil d'administration	Président
CAPMEZZ II	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Mdina Bus	Conseil d'administration	Membre
UIR	Conseil de surveillance	Représentant permanent CDG
Foncière Chellah	Conseil d'administration	Membre
DXC TECHNOLOGY	Conseil de surveillance	Membre
CDG Dév	Conseil d'administration	Membre
MEDZ	Conseil de surveillance	Membre
CGI	Conseil d'administration	Membre
Société de Développement de Saidia	Conseil d'administration	Membre
Société d'Aménagement et de Promotion de la Station de Taghazout "SAPST"	Conseil d'administration	Membre

## 6. Monsieur Khalid El HATTAB

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
CIH	Conseil d'administration	Membre
Maroclear	Conseil d'administration	Membre
FINEA	Conseil d'administration	Membre
AJARINVEST	Conseil d'administration	Membre
UMNIA BANK	Conseil de surveillance	Membre
CDG PREMIUM IMMO	Conseil d'administration	Président
CDG Pierre SECURE	Conseil d'administration	Président
Atlanta-Sanad	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
CDG Capital	Conseil d'administration	Membre
Fipar Holding	Conseil d'administration	Membre
CDG Invest	Conseil d'administration	Membre
CAPMEZZ II	Conseil d'administration	Président
CAPMEZZ II	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
MADAEF	Conseil d'administration	Membre
SHRA	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
FONCIERE UIR	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Foncière Chellah	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Lafarge Holcim Maroc	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
FEC	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
CDG DEV	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
SAZ	Conseil d'administration	Membre
CGI	Conseil d'administration	Membre
Fondation CDG	Conseil d'administration	Administrateur
Maghreb Titrisation	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Avenir Patrimoine Sécurité	Conseil d'administration	Président du CA

## 7. Monsieur Nouaman AL AISSAMI

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
Fonds de Solidarité contre les Catastrophes naturelles	Conseil d'administration	Membre
Africa 50	Conseil d'administration	Membre
Société Nationale de Garantie et de Financement des Entreprises	Conseil d'administration	Membre

## 8. Monsieur Thierry Jean-Philippe SCIARD (administrateur indépendant)

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
VTB Capital Plc	Conseil d'administration	Membre Indépendant
VTB Holdco	Conseil d'administration	Membre Indépendant

## 9. Mme. Ghislane GUEDIRA BENNOUNA (administrateur indépendant)

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
RISMA	Conseil d'administration	Membre Indépendant

**CDG CAPITAL**

Place Moulay El Hassan, Tour Mamounia,  
BP 1045, Rabat

Tél. : 05 37 66 52 52 (LG)

Fax : 05 37 66 52 00

E-mail : [cdgcapital@cdgcapital.ma](mailto:cdgcapital@cdgcapital.ma)



**GROUPE CDG CAPITAL S.A**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS  
FINANCIERS CONSOLIDES**

**EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021**

Aux Actionnaires de  
**CDG CAPITAL S.A**  
Rabat

## **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES**

**EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021**

### **Audit des états financiers consolidés**

#### **Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de CDG Capital et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de 1 193 698 KMAD dont un bénéfice net consolidé de 88 739 KMAD.

Ces états ont été établis dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie du Covid-19, sur la base des éléments disponible à cette date.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2021, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

#### **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### **Questions clés de l'audit**

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés de l'audit	Réponse d'audit
<b>Évaluation des instruments financiers classés en niveau 2</b>	
<p>Comme indiqué au niveau des notes annexes 5.1.2 et 5.1.3 aux comptes consolidés, les instruments financiers classés en niveau 2 s'élèvent à 10 306 902 KMAD au 31 décembre 2021.</p> <p>L'estimation de la juste valeur de ces instruments financiers est déterminée selon les principes décrits au niveau de la note 3.1 « Instruments financiers » de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation de ces instruments financiers constitue un point clé de l'audit, ces instruments financiers étant de montants significatifs et faisant appel au jugement de la direction dans le recours aux modèles internes de valorisation pour leur évaluation en date de clôture.</p>	<p>Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne du Groupe et des contrôles clés relatifs à l'évaluation des instruments financiers classés en niveau 2.</p> <p>Nos travaux d'audit ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Examiner le dispositif de gouvernance autour des modèles de valorisation et tester les contrôles clés mis en place au niveau du Groupe ;</li> <li>- Tester par sondage l'évaluation des instruments financiers classés en niveau 2 ;</li> <li>- Examiner les informations relatives à l'évaluation des instruments financiers présentées au niveau des annexes aux comptes consolidés.</li> </ul>

### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable

de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 25 mars 2022

## Les Commissaires aux Comptes

### DELOITTE AUDIT



DELOITTE AUDIT  
Bd Sidi Mohammed Benabdellah  
Bâtiment "C" - Ivoire 3, La Marina  
Casablanca  
Tél: 0522 22 40 25 / 05 22 22 47 34  
Fax: 05 22 22 40 18 / 47 59

**Sakina Bensouda-Korachi**  
Associée

### MAZARS AUDIT ET CONSEIL



MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
101, Boulevard Abdelmoumen  
20360 Casablanca  
Tél. : 05 22 42 34 25  
Fax : 05 22 42 34 00

**Taha Ferdaous**  
Associé

# COMPTES CONSOLIDÉS - AU 31 DECEMBRE 2021

## NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

### NOTE 1 : REFERENTIELS APPLICABLES

#### REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés du Groupe CDG Capital sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS). Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations lorsque l'application en 2021 est optionnelle.

#### BASES DE PRESENTATION

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

Les états financiers consolidés sont exprimés en milliers de dirhams, sauf mention contraire.

### NOTE 2 : PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés de CDG Capital sont établis à partir des comptes individuels de CDG Capital et de toutes les entités sur lesquelles elle exerce un contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à retenir : intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « États financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

A fin Décembre 2021, le périmètre de consolidation du Groupe CDG Capital inclut les entités ci-après :

Dénomination sociale	31/12/2021		31/12/2020		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
CDG Capital	100%	100%	100%	100%	Consolidante
CDG Capital Gestion	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
CDG Capital Bourse	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
CDG Capital Real Estate	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la méthode de l'acquisition. Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007, date de transition au référentiel IFRS pour le Groupe, l'écart d'acquisition (goodwill) est maintenu à son coût présumé qui

représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS ».

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière par le Groupe et de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

### NOTE 3 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

#### 3.1 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat selon le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments lors de la comptabilisation initiale.

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lors de la comptabilisation initiale.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

##### Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Cette rubrique est constituée des instruments détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés, les instruments de capitaux propres pour lesquels l'option d'un classement en juste valeur par capitaux propres n'a pas été retenue, ainsi que les autres instruments de dette qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d'arrêté, les variations de la juste valeur sont portées en résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées.

##### Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les instruments de dette sont classés en juste valeur par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis : l'objectif du modèle est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers (« collecte et vente »), et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la juste valeur et les variations de valeur de marché sont enregistrées en capitaux propres recyclables. Ces actifs financiers font également l'objet d'un calcul de pertes attendues au titre du risque de crédit.

Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

##### Détermination de la juste valeur des instruments financiers

Le Groupe détermine la juste valeur des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation fondées sur l'utilisation au maximum de données observables. Dans ces conditions, les instruments financiers évalués à la juste valeur sont répartis selon la hiérarchie ci-après :

- Niveau 1 : les valeurs de marché utilisées correspondent aux prix cotés sur des marchés réglementés, de même que sur des marchés assimilés, dès lors qu'ils sont actifs ; ce qui implique l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix.

- Niveau 2 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés. Ces techniques sont régulièrement calibrées pour refléter les conditions actuelles du marché.
- Niveau 3 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché (par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif).

#### Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

#### Dépréciation des instruments financiers

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues. Le Groupe identifie trois strates (buckets) correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif :

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« bucket 1 ») : si, à la date d'arrêt, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).
- Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« bucket 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit déprécié.
- Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés (« bucket 3 ») : Lorsqu'un actif est déprécié, la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle est appliqué à l'ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9, à l'exception des actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur émission et des instruments pour lesquels un modèle simplifié est autorisé.

#### Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit est appréciée sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'appréciation de la détérioration repose notamment sur la comparaison des probabilités de défaut et des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

#### Définition du défaut

La définition du défaut est alignée avec la réglementation de Bank AL-Maghrib relative aux créances en souffrance, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés.

#### Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues « ECL : Expected Credit Loss » sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les expositions classées en strate 1 et en strate 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (PD), la perte en cas de défaut (Loss Given Default, LGD) et le montant de l'exposition en cas de défaut (Exposure at Default, EAD) actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition. Le Groupe applique une LGD forfaitaire de 45% ; taux dérivé de l'approche standard de Bâle II. Lorsque il n'y a pas suffisamment de données pour calibrer les paramètres du risque (PD, LGD), le calcul de l'ECL est fondé sur les pertes et / ou provisions individuelles observées historiquement sur le portefeuille concerné.

Pour les expositions classées en strate 3, les pertes de crédit attendues sont calculées comme la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des déficits de trésorerie sur la durée de vie de l'instrument.

#### Informations prospectives

Le Groupe prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues.

CDG Capital a fait le choix de mettre en place trois scénarii macro-économiques couvrant un large panel de conditions économiques futures potentielles :

- Un scénario de base qui correspond à la situation actuelle de l'économie marocaine dont la probabilité de réalisation est estimée à 50% ;
- Un scénario optimiste dont la probabilité de réalisation est estimée à 20% ;
- Un scénario adverse où la situation macroéconomique globale du Maroc se dégrade et dont la probabilité de réalisation est estimée à 30%.

Pour l'élaboration desdits scénarii prospectifs, CDG Capital a analysé les principaux facteurs macroéconomiques déterminants et leurs impacts sur le portefeuille actuel. CDG Capital revoit à fréquence annuelle la pertinence et le champ d'application en fonction de l'évolution de la nature et la composition du portefeuille émetteur interne.

#### Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Le Groupe décomptabilise un passif financier (ou une partie de passif financier) seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

### 3.2 IMMOBILISATIONS

Les immobilisations incluent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Elles font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiées, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

#### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition initial, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès la date de leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont constitués essentiellement par des logiciels acquis, comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et/ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition. Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût

de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Les logiciels dont la durée d'utilité est définie sont amortis sur une période allant de 5 à 10 ans.

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné, qui sont immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués linéairement en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

#### ➤ Immeubles et constructions :

	CATÉGORIE A	CATÉGORIE B	CATÉGORIE C	CATÉGORIE D
COMPOSANTS	Terrassement	Menuiserie extérieure	Étanchéité	Plomberie et sanitaire
	Gros œuvre	Menuiserie intérieure	Électricité	Détection et protection incendie
		Revêtement sol et mur intérieur	Pré câblage tél. & inf.	Ascenseurs
		Revêtement façade	Grands travaux de construction	Climatisation VMC
		Faux plafond		Stores
		Cloisons amovibles		Peinture Miroiterie
		Faux plancher informatique		Réseau téléphonique
		Couvre joint de dilatation		Signalisation
	Aménagement extérieur			
DUREE D'UTILITE	70 ans	30 ans	15 ans	10 ans

#### ➤ Autres immobilisations corporelles :

Eléments	Durée d'amortissement
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5 à 20 ans
Agencements et aménagements	10 ans

L'ensemble de ces dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

### Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40 « immeubles de placement », les immeubles de placement sont comptabilisés au coût amorti diminué des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

### **3.3 CONTRATS DE LOCATION**

La norme IFRS 16 est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. Imposant ainsi pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location « location simple et location financement » :

- Un droit d'utilisation et son amortissement ;
- Un passif de location actualisé.

Le Groupe a retenu la possibilité offerte de ne pas appliquer les dispositions de la norme IFRS 16 aux contrats de courte durée et les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des droits d'utilisation et dettes de location sont les suivantes :

- Les durées de location correspondent à la période non résiliable des contrats, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain ;
- Le taux d'actualisation utilisé pour le droit d'utilisation comme pour le passif de location est le taux d'emprunt marginal pour une durée correspondant à la durée du contrat.

### **3.4 ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITES ABANDONNEES**

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Les actifs non courants détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

### **3.5 IMPOTS DIFFERES**

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs de l'état de la situation financière, à l'exception des Goodwills.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice.

Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au niveau de l'état du résultat global de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

### 3.6 COUT DU RISQUE

Le coût du risque comprend, au titre du risque de crédit, les dotations et reprises de provisions couvrant les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité (buckets 1 et 2), les dotations et reprises de provisions des actifs dépréciés (bucket 3), les pertes sur créances irrécouvrables ainsi que les récupérations sur créances amorties.

### 3.7 PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle juridique ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

## NOTE 4 : JUGEMENTS UTILISES DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers du Groupe exige du management la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont rattachées.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement) ;
- Des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉ

31/12/2021

5.1

ACTIF	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5.1.1	430 424	73 027
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1.2	9 170 957	7 215 827
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		7 641 775	6 702 718
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		1 529 182	513 109
Instruments dérivés de couverture		-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.1.3	2 582 517	2 176 617
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		2 533 244	2 127 344
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		49 274	49 274
Titres au coût amorti	5.1.4	4 308	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5.1.5	608 498	710 951
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	5.1.6	1 130 248	739 330
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Placements des activités d'assurance		-	-
Actifs d'impôt exigible		3 200	4 871
Actifs d'impôt différé		14 302	17 106
Comptes de régularisation et autres actifs	5.1.7	1 317 844	821 022
Actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence		-	-
Immeubles de placement		-	-
Immobilisations corporelles	5.1.8	88 037	92 890
Immobilisations incorporelles	5.1.9	72 032	58 000
Ecarts d'acquisition	5.1.10	98 235	98 235
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>15 520 603</b>	<b>12 007 876</b>

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉ

31/12/2021

5.2

PASSIF	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	72 759	42 524
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		72 759	42 524
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture		-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.2.2	5 650 377	4 723 759
Dettes envers la clientèle	5.2.3	2 651 141	1 550 452
Titres de créance émis	5.2.4	2 483 928	1 926 197
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Passifs d'impôt exigible		34 675	45 834
Passifs d'impôt différé		-	-
Comptes de régularisation et autres passifs	5.2.5	2 917 494	2 524 471
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance		-	-
Provisions	5.2.6	3 755	3 861
Subventions et fonds assimilés		-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	5.2.4	512 775	-
Capitaux propres		1 193 698	1 190 779
Capitaux propres part du groupe		1 193 698	1 190 779
Capital et réserves liées		930 000	930 000
Réserves consolidées		176 749	174 222
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(1 789)	(7 157)
Résultat net de l'exercice		88 739	93 714
Intérêts minoritaires		-	-
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>15 520 603</b>	<b>12 007 876</b>

5.1.1

Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux

	31/12/2021		31/12/2020	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	370	-	370	-
Banques Centrales, trésor public, Service des chèques postaux	430 054	-	72 656	-
<b>Total</b>	<b>430 424</b>	<b>-</b>	<b>73 027</b>	<b>-</b>

Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la juste valeur par résultat	31/12/2021				31/12/2020			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	-	7 641 775	-	7 641 775	-	6 702 718	-	6 702 718
Bons du Trésor	-	6 590 776	-	6 590 776	-	4 483 407	-	4 483 407
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	886 937	-	886 937	-	2 110 455	-	2 110 455
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	-	164 061	-	164 061	-	108 855	-	108 855
<b>Autres actifs financiers détenus à la juste valeur par résultat</b>	1 395 886	131 884	1 413	1 529 182	379 492	132 205	1 412	513 109
<b>Total</b>	1 395 886	7 773 658	1 413	9 170 957	379 492	6 834 923	1 412	7 215 827

Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la JVOCI*	31/12/2021				31/12/2020			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Instruments de dette comptabilisés à la JVOCI recyclables</b>	-	<b>2 533 244</b>	-	<b>2 533 244</b>	-	<b>2 127 344</b>	-	<b>2 127 344</b>
Bons du Trésor	-	886 994	-	<b>886 994</b>	-	527 190	-	<b>527 190</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	1 646 250	-	<b>1 646 250</b>	-	1 600 153	-	<b>1 600 153</b>
<b>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la JVOCI non recyclables</b>	-	-	<b>49 274</b>	<b>49 274</b>	-	-	<b>49 274</b>	<b>49 274</b>
<b>Total</b>	-	<b>2 533 244</b>	<b>49 274</b>	<b>2 582 517</b>	-	<b>2 127 344</b>	<b>49 274</b>	<b>2 176 617</b>

\*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

Encours et dépréciations par Bucket des instruments de dette à la JVOCI* sous IFRS 9	31/12/2021				31/12/2020			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
<b>Encours bruts</b>	2 551 016	-	-	<b>2 551 016</b>	2 086 081	56 832	-	<b>2 142 913</b>
<b>Dépréciations</b>	17 772	-	-	<b>17 772</b>	11 261	4 309	-	<b>15 569</b>
<b>Net</b>	<b>2 533 244</b>	-	-	<b>2 533 244</b>	<b>2 074 820</b>	<b>52 523</b>	-	<b>2 127 344</b>

\*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

5.1.4

## Titres au coût amorti

Titres au coût amorti	31/12/2021	31/12/2020
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	50 000	50 000
<b>Total</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>
Dépréciations	45 692	50 000
<b>Net</b>	<b>4 308</b>	<b>-</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

Encours et dépréciations par Bucket des titres au coût amorti sous IFRS 9	31/12/2021				31/12/2020			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
<b>Encours bruts</b>	-	-	50 000	<b>50 000</b>	-	-	50 000	<b>50 000</b>
<b>Dépréciations</b>	-	-	45 692	<b>45 692</b>	-	-	50 000	<b>50 000</b>
<b>Net</b>	-	-	4 308	<b>4 308</b>	-	-	-	<b>-</b>

## Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés

	31/12/2021	31/12/2020
<b>A vue</b>	<b>236 720</b>	<b>191 219</b>
Comptes ordinaires	236 720	191 219
Prêts et comptes au jour le jour	-	-
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
<b>A terme</b>	<b>374 316</b>	<b>522 918</b>
Prêts et comptes à terme	366 667	513 424
Prêts subordonnés et participants	-	-
Valeurs reçues en pension à terme	-	-
Créances rattachées	7 649	9 494
<b>Encours bruts</b>	<b>611 036</b>	<b>714 137</b>
<b>Dépréciations</b>	<b>2 538</b>	<b>3 185</b>
<b>Encours nets</b>	<b>608 498</b>	<b>710 951</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9	31/12/2021				31/12/2020			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
<b>Encours bruts</b>	611 036	-	-	<b>611 036</b>	714 137	-	-	<b>714 137</b>
<b>Dépréciations</b>	2 538	-	-	<b>2 538</b>	3 185	-	-	<b>3 185</b>
<b>Net</b>	<b>608 498</b>	-	-	<b>608 498</b>	<b>710 951</b>	-	-	<b>710 951</b>

5.1.6

Prêts et créances sur la clientèle

	Secteur public	Secteur privé			Total	Total
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	31/12/2021	31/12/2020
<b>Crédits de trésorerie</b>	-	94 715	241 522	1 074	<b>337 312</b>	<b>198 777</b>
- Comptes à vue débiteurs	-	94 715	120 188	1 074	215 977	182 767
- Créances commerciales	-	-	-	-	-	-
- Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-
- Autres crédits de trésorerie	-	-	121 334	-	121 334	16 011
<b>Crédits à la consommation</b>	-	-	-	2 322	<b>2 322</b>	<b>2 577</b>
<b>Crédits à l'équipement</b>	400 000	-	390 182	-	<b>790 182</b>	<b>325 234</b>
<b>Crédits immobiliers</b>	-	-	-	896	<b>896</b>	<b>1 090</b>
<b>Intérêts courus à recevoir</b>	5 249	-	1 264	-	<b>6 513</b>	<b>605</b>
<b>Valeurs reçues en pension</b>	-	-	-	-	-	<b>217 579</b>
<b>Créances acquises par affacturage</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Autres créances</b>	-	-	803	7 798	<b>8 601</b>	<b>7 477</b>
<b>Encours bruts</b>	<b>405 249</b>	<b>94 715</b>	<b>633 772</b>	<b>12 090</b>	<b>1 145 826</b>	<b>753 339</b>
<b>Dépréciations</b>			7 900	7 678	<b>15 578</b>	<b>14 009</b>
<b>Encours nets</b>	<b>405 249</b>	<b>94 715</b>	<b>625 872</b>	<b>4 412</b>	<b>1 130 248</b>	<b>739 330</b>

Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9	31/12/2021				31/12/2020			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
<b>Encours bruts</b>	1 138 148	-	7 678	<b>1 145 826</b>	721 357	25 044	6 938	<b>753 339</b>
<b>Dépréciations</b>	7 900	-	7 678	<b>15 578</b>	7 049	22	6 938	<b>14 009</b>
<b>Net</b>	<b>1 130 248</b>	-	-	<b>1 130 248</b>	<b>714 308</b>	<b>25 022</b>	-	<b>739 330</b>

5.1.7

Comptes de régularisation et autres actifs

	31/12/2021	31/12/2020
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	2 224	2 224
Créances fiscales	211 714	190 497
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	55 612	50 796
Débiteurs divers	1 043 152	566 323
Comptes de liaison	5 142	11 182
<b>Total</b>	<b>1 317 844</b>	<b>821 022</b>

Valeurs brutes	Valeurs brutes au	Acquisitions	Mises hors services et sorties	Valeurs brutes au
	31/12/2020			31/12/2021
Terrains et constructions	38 903	151	-	39 054
Matériel, outillage et transport	5 986	476	1 030	5 432
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	61 314	2 886	15	64 184
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
En-cours	530	47	271	306
Droits d'utilisation	78 269	6 982	-	85 251
<b>Total</b>	<b>185 001</b>	<b>10 542</b>	<b>1 317</b>	<b>194 226</b>

Amortissements	Cumul amortissements au	Dotations	Reprises	Cumul amortissements au
	31/12/2020			31/12/2021
Terrains et constructions	23 769	2 271	-	26 040
Matériel, outillage et transport	3 356	758	706	3 408
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	46 118	5 445	15	51 547
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
En-cours	-	-	-	-
Droits d'utilisation	18 868	6 325	-	25 194
<b>Total</b>	<b>92 111</b>	<b>14 800</b>	<b>722</b>	<b>106 189</b>

Valeurs nettes	Valeurs nettes au	Valeurs nettes au
	31/12/2020	31/12/2021
Terrains et constructions	15 134	13 014
Matériel, outillage et transport	2 630	2 023
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	15 196	12 637
Autres immobilisations corporelles	-	-
En-cours	530	306
Droits d'utilisation	59 401	60 057
<b>Total valeurs nettes</b>	<b>92 890</b>	<b>88 037</b>

Droits d'utilisation	31/12/2020	31/12/2021
<b>Immobilier</b>		
Valeurs brutes	78 269	85 251
Amortissements & dépréciations	18 868	25 194
Valeurs nettes	59 401	60 057
<b>Mobilier</b>		
Valeurs brutes	-	-
Amortissements & dépréciations	-	-
Valeur nette	-	-
<b>Total valeurs nettes</b>	<b>59 401</b>	<b>60 057</b>

## 5.1.9

## Immobilisations incorporelles

	Valeurs brutes au 31/12/2020	Acquisitions	Cessions ou retraits	Dotation de l'exercice	Valeurs brutes au 31/12/2021
Valeurs brutes	142 719	33 065	-	-	175 783
Amortissements	84 719		-	19 033	103 752
<b>Valeurs nettes</b>	<b>58 000</b>	<b>33 065</b>	<b>-</b>	<b>19 033</b>	<b>72 032</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

## 5.1.10

## Ecart d'acquisition

	31/12/2020	Augmentations (acquisition)	Diminutions (cession)	Perte de valeur de la période	Autres mouvements	31/12/2021
<b>Valeurs brutes</b>	<b>98 235</b>	-	-	-	-	<b>98 235</b>
CDG Capital Gestion	93 424					93 424
CDG Capital Bourse	4 802					4 802
CDG Capital Real Estate	9					9
<b>Cumul des pertes de valeur</b>	<b>-</b>	-	-	-	-	<b>-</b>
CDG Capital Gestion	-					-
CDG Capital Bourse	-					-
CDG Capital Real Estate	-					-
<b>Valeurs nettes</b>	<b>98 235</b>	-	-	-	-	<b>98 235</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

## 5.2.1

## Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Passifs financiers à la juste valeur par résultat	31/12/2021				31/12/2020			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Portefeuille de transaction	-	72 759	-	72 759	-	42 524	-	42 524
Instruments en valeur de marché sur option	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	72 759	-	72 759	-	42 524	-	42 524

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

## 5.2.2

## Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total	Total
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc		31/12/2021	31/12/2020
<b>Comptes ordinaires créditeurs</b>	-	3 265	281 423	-	<b>284 688</b>	<b>127 684</b>
<b>Valeurs données en pension</b>	2 922 149	316 733	1 006 658	-	<b>4 245 540</b>	<b>1 722 793</b>
- au jour le jour	600 827	-	1 006 658	-	1 607 485	-
- à terme	2 321 322	316 733	-	-	2 638 055	1 722 793
<b>Emprunts de trésorerie</b>	269 000	785 608	-	-	<b>1 054 608</b>	<b>2 809 191</b>
- au jour le jour	-	600 000	-	-	600 000	2 640 000
- à terme	269 000	185 608	-	-	454 608	169 191
<b>Emprunts financiers</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Intérêts courus à payer</b>	448	57	45	-	<b>549</b>	<b>479</b>
<b>Autres dettes</b>	-	2 353	-	-	<b>2 353</b>	<b>2 942</b>
<b>Dettes locatives</b>	-	62 638	-	-	<b>62 638</b>	<b>60 669</b>
<b>Total</b>	<b>3 191 597</b>	<b>1 170 654</b>	<b>1 288 126</b>	-	<b>5 650 377</b>	<b>4 723 759</b>

Variation des dettes locatives	31/12/2020	Augmentations	Diminutions	31/12/2021
<b>Dettes locatives</b>	<b>78 269</b>	6 982	-	<b>85 251</b>
<b>Amortissements</b>	<b>17 600</b>	5 012	-	<b>22 612</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>60 669</b>	1 970	-	<b>62 638</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

5.2.3

Dettes envers la clientèle

	Secteur public	Secteur privé			Total	Total
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	31/12/2021	31/12/2020
Comptes à vue créditeurs	574	420 229	433 278	183 894	<b>1 037 976</b>	<b>724 952</b>
Comptes d'épargne	-	-	-	-	-	-
Dépôts à terme	-	757 573	-	-	<b>757 573</b>	<b>562 406</b>
Valeurs données en pension		548 349			<b>548 349</b>	-
Autres comptes créditeurs	94 315	1 471	201 279	261	<b>297 326</b>	<b>254 472</b>
Intérêts courus à payer	-	9 917	-	-	<b>9 917</b>	<b>8 622</b>
<b>Total</b>	<b>94 889</b>	<b>1 737 540</b>	<b>634 557</b>	<b>184 155</b>	<b>2 651 141</b>	<b>1 550 452</b>

## 5.2.4

## Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

	31/12/2020	Augmentation	Diminution	31/12/2021
Bons de caisse	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	1 926 197	2 261 000	1 703 268	2 483 928
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Titres subordonnés	-	512 775	-	512 775
à durée déterminée	-	512 775	-	512 775
à durée indéterminée	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1 926 197</b>	<b>2 773 775</b>	<b>1 703 268</b>	<b>2 996 703</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

## 5.2.5

## Comptes de régularisation et autres passifs

	31/12/2021	31/12/2020
Opération diverses sur titres	2 027 635	2 263 911
Sommes dues à l'Etat	99 541	89 427
Clients avances et acomptes	3 522	2 700
Charges à payer	29 843	33 270
Dividendes à payer	-	-
Autres passifs	756 953	135 163
<b>Total</b>	<b>2 917 494</b>	<b>2 524 471</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

5.2.6

Provisions

Provisions	31/12/2020	Augmentations	Diminutions	31/12/2021
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	3 861	2 044	2 150	3 755
<b>Total</b>	<b>3 861</b>	<b>2 044</b>	<b>2 150</b>	<b>3 755</b>

Ventilation des provisions	31/12/2020	31/12/2021
Court terme	3 861	3 755
Long terme	-	-
<b>Total</b>	<b>3 861</b>	<b>3 755</b>

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	Notes	31/12/2021	31/12/2020
+ Intérêts et produits assimilés	6.1	125 684	122 557
- Intérêts et charges assimilées	6.1	(140 433)	(145 891)
<b>MARGE D'INTERET</b>		<b>(14 749)</b>	<b>(23 335)</b>
+ Commissions (produits)	6.2	157 511	180 394
- Commissions (charges)	6.2	(7 771)	(8 141)
<b>MARGE SUR COMMISSIONS</b>		<b>149 740</b>	<b>172 254</b>
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6.3	103 695	128 518
+/- Gains ou pertes nets des instruments mesurés à la juste valeur par capitaux propres	6.4	16 015	12 182
+ Produits des autres activités	6.5	140 586	127 674
- Charges des autres activités	6.5	(20 418)	(23 916)
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>374 869</b>	<b>393 378</b>
- Charges générales d'exploitation	6.6	(194 516)	(197 539)
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	6.7	(33 833)	(24 805)
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>146 520</b>	<b>171 034</b>
Coût du risque	6.8	(854)	(15 716)
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>145 666</b>	<b>155 318</b>
+/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		309	227
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition		-	-
<b>RESULTAT AVANT IMPÔT</b>		<b>145 975</b>	<b>155 545</b>
- Impôt sur les résultats	6.9	(57 237)	(61 831)
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
<b>RESULTAT NET</b>		<b>88 739</b>	<b>93 714</b>
Intérêts minoritaires		-	-
<b>RESULTAT NET - PART DU GROUPE</b>		<b>88 739</b>	<b>93 714</b>
Résultat de base par action (en dirhams)	6.10	<b>9,54</b>	<b>10,08</b>
Résultat dilué par action (en dirhams)	6.10	<b>9,54</b>	<b>10,08</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	Notes	31/12/2021	31/12/2020
<b>RESULTAT NET</b>		<b>88 739</b>	<b>93 714</b>
Ecarts de conversion			
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		5 367	(2 708)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture			
Réévaluation des immobilisations			
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies			
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence			
Impôts			
<b>TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>		<b>5 367</b>	<b>(2 708)</b>
<b>RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>		<b>94 106</b>	<b>91 006</b>
Dont Part du Groupe		94 106	91 006
Dont Part des minoritaires		-	-

	31/12/2021	31/12/2020
Sur opérations avec les établissements de crédits	15 336	28 147
Sur opérations avec la clientèle	40 567	20 988
Intérêts courus et échus sur titres	68 685	72 004
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	1 095	1 418
<b>Produits d'intérêt</b>	<b>125 684</b>	<b>122 557</b>
Sur opérations avec les établissements de crédits	28 720	30 932
Sur opérations avec la clientèle	41 815	55 302
Sur dettes représentées par titres	54 704	57 562
Sur dettes subordonnées	12 775	-
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et charges assimilées	2 418	2 096
<b>Charges d'intérêt</b>	<b>140 433</b>	<b>145 891</b>

## Commissions

	31/12/2021			31/12/2020		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Gestion et conservation d'actifs	147 163	6 349	<b>140 814</b>	158 027	4 950	<b>153 078</b>
Prestations et services pour conseils financiers	9 632	-	<b>9 632</b>	21 678	-	<b>21 678</b>
Autres	717	1 422	<b>(705)</b>	690	3 191	<b>(2 502)</b>
<b>Produits et charges nets des commissions</b>	<b>157 511</b>	<b>7 771</b>	<b>149 740</b>	<b>180 394</b>	<b>8 141</b>	<b>172 254</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

## Résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	31/12/2021	31/12/2020
Dividendes reçus	182	-
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	100 300	137 969
Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	3 876	(10 043)
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture	-	-
Variation de juste valeur des instruments dérivés	(662)	593
Inefficacité de couverture à la juste valeur	-	-
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie	-	-
<b>Gains ou pertes nets</b>	<b>103 695</b>	<b>128 518</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

## 6.4

## Résultat sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	31/12/2021	31/12/2020
Dividendes reçus	-	-
Plus ou moins values sur cession sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	16 015	12 182
<b>Gains ou pertes nets des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>16 015</b>	<b>12 182</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

## 6.5

## Résultat des autres activités

	31/12/2021	31/12/2020
Produits de la promotion immobilière	-	-
Produits sur opérations de location simple	-	-
Variations de juste valeur des immeubles de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Autres produits nets de l'activité d'assurances	-	-
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits (charges) nets	120 167	103 758
<b>Produits et charges nets des autres activités</b>	<b>120 167</b>	<b>103 758</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

6.6

**Charges générales d'exploitation**

	31/12/2021	31/12/2020
Charges de personnel	130 544	126 858
Impôts et taxes	3 263	3 246
Services extérieurs et autres charges	60 709	67 435
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>194 516</b>	<b>197 539</b>

<b>Charges de personnel</b>	31/12/2021	31/12/2020
Salaires et appointements	56 806	53 405
Primes et indemnités	54 563	56 586
Charges d'assurances sociales, et de retraite	12 591	11 963
Autres charges de personnel	6 584	4 904
<b>Total</b>	<b>130 544</b>	<b>126 858</b>

**6.7****Amortissements et dépréciations des immobilisations**

	31/12/2021	31/12/2020
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	14 800	15 590
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	19 033	13 023
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation	-	(3 808)
<b>Amortissements et dépréciations des immobilisations</b>	<b>33 833</b>	<b>24 805</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Dotations aux provisions</b>	<b>5 162</b>	<b>12 010</b>
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	915	4 941
Provisions pour dépréciation des titres	2 203	7 069
Provisions pour risques	2 044	-
<b>Reprises sur provisions</b>	<b>4 308</b>	<b>1 464</b>
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-	-
Provisions pour dépréciation des titres	4 308	-
Provisions pour risques	-	1 464
<b>Variation des provisions</b>	<b>854</b>	<b>10 546</b>
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	-	5 171
Récupérations sur prêts et créances amorties	-	-
Autres pertes	-	-
<b>Coût du risque</b>	<b>854</b>	<b>15 716</b>

## Charge d'impôt reconnue en état du résultat global

	31/12/2021	31/12/2020
Charge d'impôts courants	57 585	71 915
Charge d'impôts différés	(348)	(10 084)
<b>Charge d'impôts de la période</b>	<b>57 237</b>	<b>61 831</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

**6.10****Résultat de base et résultat dilué par action**

	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
Résultat Net Part du Groupe	88 739	93 714
Nombre d'actions ordinaires émises	9 300 000	9 300 000
<b>Résultat par action en dirhams</b>	<b>9,54</b>	<b>10,08</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

## ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

31/12/2021

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Engagements de financements et de garantie donnés</b>	<b>1 992 793</b>	<b>62 974</b>
<b>Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	-
<b>Engagements de financement en faveur de la clientèle</b>	<b>284 819</b>	<b>62 309</b>
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	258 208	16 344
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	26 611	45 965
<b>Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Crédits documentaires export confirmés	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
- Engagements en souffrance	-	-
<b>Engagements de garantie d'ordre de la clientèle</b>	<b>1 707 974</b>	<b>665</b>
- Garanties de crédits données	-	-
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
- Autres cautions et garanties données	1 707 974	665
- Engagements en souffrance	-	-
<b>Engagements de financements et de garantie reçus</b>	<b>909 438</b>	<b>500 000</b>
<b>Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>500 000</b>	<b>500 000</b>
- Ouvertures de crédits confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
<b>Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>409 438</b>	<b>-</b>
- Garanties de crédits	409 438	-
- Autres garanties reçues	-	-
<b>Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	-	-

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

## TABLEAU DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

31/12/2021

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
<b>Capitaux propres de clôture 31 décembre 2020</b>	<b>930 000</b>	-	-	<b>267 935</b>	<b>6 074</b>	<b>(13 230)</b>	<b>1 190 779</b>	-	<b>1 190 779</b>
Changement de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	(3 766)	-	-	(3 766)	-	(3 766)
<b>Capitaux propres d'ouverture 1er janvier 2021</b>	<b>930 000</b>	-	-	<b>264 169</b>	<b>6 074</b>	<b>(13 230)</b>	<b>1 187 012</b>	-	<b>1 187 012</b>
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(87 420)	-	-	(87 420)	-	(87 420)
<b>Résultat de l'exercice au 31 Décembre</b>	-	-	-	<b>88 739</b>	-	-	<b>88 739</b>	-	<b>88 739</b>
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)	-	-	-	-	5 367	-	5 367	-	5 367
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat (F)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)</b>	-	-	-	-	<b>5 367</b>	-	<b>5 367</b>	-	<b>5 367</b>
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Capitaux propres de clôture 31 Décembre 2021</b>	<b>930 000</b>	-	-	<b>265 488</b>	<b>11 441</b>	<b>(13 230)</b>	<b>1 193 698</b>	-	<b>1 193 698</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

**LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE**

31/12/2021

FLUX DE TRESORERIE	31/12/2021	31/12/2020
<b>1. Résultat avant impôts (A)</b>	<b>145 975</b>	<b>155 545</b>
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	33 833	24 805
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	595	10 529
5. +/- Dotations nettes aux provisions	(5 300)	(1 464)
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-	-
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	-	-
8. +/- Produits/charges des activités de financement	-	-
9. +/- Autres mouvements	(4 757)	(2 377)
<b>10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements (B)</b>	<b>24 371</b>	<b>31 492</b>
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	1 027 750	1 414 472
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	708 201	(289 610)
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(1 785 839)	(1 163 282)
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(200 445)	(25 105)
15. - Impôts versés	(57 184)	(72 123)
<b>16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15) (C)</b>	<b>(307 517)</b>	<b>(135 648)</b>
<b>17. FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (Total des éléments A, B et C) (D)</b>	<b>(137 170)</b>	<b>51 389</b>
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-	-
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements	-	-
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(42 289)	(36 748)
<b>21. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20) (E)</b>	<b>(42 289)</b>	<b>(36 748)</b>
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(87 420)	(69 960)
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	512 775	-
<b>24. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23) (F)</b>	<b>425 355</b>	<b>(69 960)</b>
25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-
<b>26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (Total des éléments D, E et F)</b>	<b>245 895</b>	<b>(55 319)</b>
<b>COMPOSITION DE LA TRESORERIE</b>		
<b>27. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE</b>	<b>136 561</b>	<b>191 880</b>
28. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	73 027	21 636
29. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit	63 535	170 244
<b>30. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE</b>	<b>382 456</b>	<b>136 561</b>
31. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	430 424	73 027
32. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(47 968)	63 535
<b>33. VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>245 895</b>	<b>(55 319)</b>

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>88 739</b>	<b>93 714</b>
Impôts exigibles (IS)	57 585	71 915
Impôts différés	(348)	(10 084)
<b>Total charge fiscale consolidée IFRS</b>	<b>57 237</b>	<b>61 831</b>
<b>Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts</b>	<b>145 975</b>	<b>155 545</b>
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	39%	40%
Montant de différences de taux mère/filiale	2 392	2 650
Impôt sur différences temporelles	-	-
Effet des autres éléments	-	-
<b>Charge fiscale recalculée</b>	<b>59 629</b>	<b>64 481</b>
<b>Taux d'impôt légal au Maroc</b>	<b>37%</b>	<b>37%</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

## 10.2

## Variation des impôts différés au cours de la période

	31/12/2020	Montants reconnus en résultat	Montants reconnus en capitaux propres	31/12/2021
Impôts différés actifs	17 106	(348)	(2 456)	14 302
Impôts différés passifs	-	-	-	-
<b>Impôts différés actifs / passifs</b>	<b>17 106</b>	<b>(348)</b>	<b>(2 456)</b>	<b>14 302</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

10.3

**Datation et évènements postérieurs**

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

<b>I. DATATION</b>	
• Date de clôture de l'exercice :	31/12/2021
• Date d'établissement des états de synthèse :	23 mars 2022
<b>II. EVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU</b>	
NÉANT	

CDG Capital exerce ses activités sur un seul secteur opérationnel : Banque d'investissement.

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2018 à 2021 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA

et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives auxdits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

## NOTE 13 : GESTION DES RISQUES

### 1. DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

#### 1.1 CADRE GENERAL ET GOUVERNANCE

La gestion des risques liée aux activités de CDG Capital est une composante permanente et transversale qui intervient dans l'ensemble des phases commerciales, opérationnelles, décisionnelles et de suivi des risques.

La mise en œuvre de la politique de gestion globale des risques est assurée, au sein de CDG Capital, à tous les niveaux organisationnels, notamment par le Conseil d'Administration et une multitude d'instances opérationnelles et décisionnelles.

Les principales catégories de risques gérées sont :

- Risque de crédit ;
- Risque de contrepartie ;
- Risque de concentration ;
- Risque sectoriel ;
- Risque pays ;
- Risque de marché ;
- Risques structurels du bilan (Risques de taux et de liquidité) ;
- Risques opérationnels et Plan de Continuité des Activités.

#### 1.2 RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est défini comme la probabilité qu'une contrepartie (Banque, Entreprise, Office, Institution, Fonds ou une Personne Physique...) ne remplisse pas ses obligations conformément aux conditions convenues. L'évaluation de cette probabilité de défaut et du taux de recouvrement du prêt ou de la créance en cas de défaut est un élément essentiel dans l'évaluation de la qualité du crédit.

##### 1.2.1 Dispositif de gestion du risque de crédit et de suivi des engagements

CDG Capital a mis en place un corps procédural concernant la maîtrise des risques qui rassemble les concepts, principes et règles à observer durant la vie d'un engagement. Toute opération de Crédit/Engagement nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à honorer ses obligations et de la façon la plus efficiente de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés, de maturité et de tarification du risque de crédit.

Le Comité d'Engagement (CE) est une instance décisionnelle qui couvre l'ensemble des expositions de la banque, dont le montant dépasse les délégations de pouvoirs en la matière. Il est chargé d'examiner et de statuer sur toute demande de Crédit/Engagement/Exposition de toute nature (activité de marché et de crédit) et contrepartie (entreprise, institution financière, client privé) et sur tout autre dossier que l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements estime nécessaire de présenter.

Le Comité Grands Risques & Stratégie (CGRS) est une instance décisionnelle émanant du Conseil d'Administration de CDG Capital qui a pour rôle d'examiner et de valider toutes les expositions de la banque, dont le montant est fixé par sa charte.

Le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur des processus déclinés suivant les segments de contreparties engagées avec la banque :

- Au niveau du segment corporate (grandes entreprises, contreparties financements spécialisés et office). Ce processus est décliné comme suit :
  - Un encadrement au niveau du processus d'octroi des engagements. Ce processus définit le fonds de dossier d'engagement comme étant le point de départ de l'analyse des demandes d'engagement. Ce fond de dossier doit être composé de tous les documents nécessaires à la production de l'avis critique de l'entité Risque de Contrepartie & Suivi des Engagements et de la décision du CE ou du CGRS. Les éléments constitutifs du fond de dossier d'engagement sont insérés au niveau d'une check-list interne.
  - Un système de notation interne dédiée par catégorie de contrepartie.
  - Un dispositif de limites d'exposition calibré sur les notations internes et en respect des seuils prudentiels.
  - Un système de délégation de pouvoir par Direction métier.
  - Un système d'échéancier interne de revue des dossiers de crédit, indépendant de la maturité des concours bancaires accordés.
  - Un dispositif de gestion des engagements sensibles composé de deux listes de suivi interne.
- Au niveau du segment des personnes physiques (PP) : le dispositif de gestion du risque de crédit suit le même processus d'octroi des engagements que celui relatif au marché corporate. Autrement dit, il nécessite une analyse et une appréciation approfondie de la capacité de remboursement de l'emprunteur intégrant le dispositif de garanties proposé.
- Au niveau du segment autre que celui relatif au segment corporate et PP : le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur le dispositif de limite interne défini pour chaque contrepartie de la banque. Le calibrage des limites repose sur l'appréciation des fondamentaux économiques et financiers de la contrepartie (y compris notation interne) et sur le respect permanent des seuils prudentiels en la matière.

Par ailleurs, le dispositif de suivi des engagements repose sur la tenue régulière du reporting interne dédié au risque de crédit et au suivi des engagements. Ce dernier reprend l'ensemble des expositions en propre de la banque, de toute nature qu'elles soient issues des activités de crédit ou de marché.

La notation interne joue un rôle principal dans le processus d'octroi des engagements et dans la gestion des risques liés aux positions prises par la banque. Elle constitue plus généralement un outil d'aide à l'évaluation, à la décision et au suivi du risque de contrepartie.

CDG Capital dispose à ce jour de trois systèmes de notation interne :

- Le système de notation propre aux grandes entreprises.
- Le système de notation spécifique aux établissements bancaires (modèle en cours de mise à jour).
- Le système de notation propre à la catégorie de contrepartie des financements spécialisés regroupant les financements de projets et l'immobilier professionnel.

L'exercice de révision des notes est réalisé au moins une fois par an à la réception des liasses fiscales ou encore lors de la revue de portefeuille. Il peut également être provoqué suite à la constatation d'un évènement d'alerte.

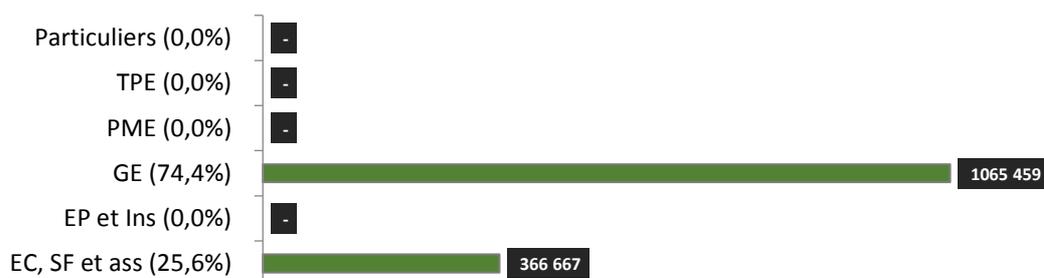
Dans un objectif de couverture des risques (crédit et contrepartie) auxquels CDG Capital se trouve exposée, la Direction de la Gestion Globale des Risques (DGGR) a mis en place un dispositif de gestion et d'évaluation des garanties recueillies par la banque. Ce dispositif repose sur le principe que la recherche de garantie est recommandée pour tout type de financement.

En outre, le risque de contrepartie est la manifestation du risque de crédit à l'occasion d'opérations de marché, d'investissements, et/ou de règlements. Ces opérations comprennent les contrats

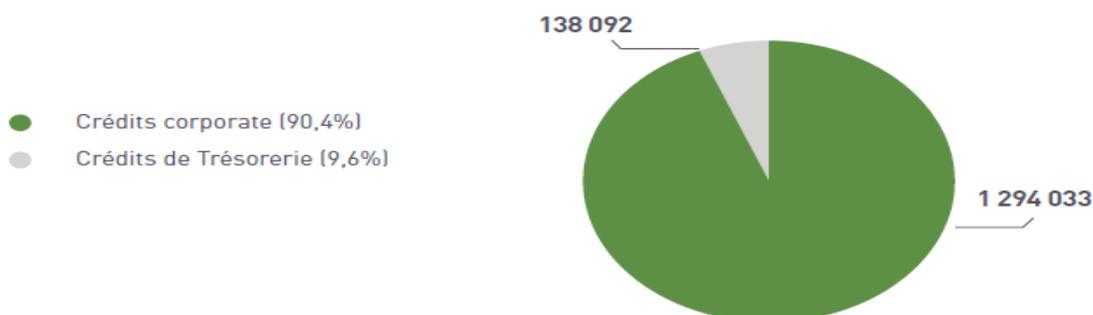
bilatéraux, que ce soit de gré à gré ou standardisés, qui peuvent exposer CDG Capital au risque de défaut de sa contrepartie. Le montant de ce risque varie au cours du temps avec l'évolution des paramètres de marché affectant la valeur potentielle future des transactions concernées.

### 1.2.2 Données quantitatives de mesure et de suivi du risque de crédit

La répartition des contreparties de CDG Capital est faite selon une segmentation prudentielle offrant une classification des différents profils de risque. Ci-dessous un aperçu de cette répartition à fin décembre 2021 (en milliers de dirhams) :



Le portefeuille des crédits de CDG Capital demeure constitué essentiellement de deux types d'engagement : les crédits corporate et les crédits de trésorerie.



Répartition des engagements «activité de crédit» au 31/12/2021

### 1.3 RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration est le risque inhérent à une exposition de nature à engendrer des pertes importantes pouvant menacer la solidité financière de CDG Capital ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles. Le risque de concentration peut découler de l'exposition envers des contreparties individuelles, des groupes d'intérêt, des contreparties appartenant à un même secteur d'activité ou à une même région géographique ou des contreparties dont les résultats financiers dépendent d'une même activité ou d'un même produit de base.

La gestion de ce risque est assurée par l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements. Cette dernière centralise l'ensemble des expositions portées par les entités et filières de CDG Capital et permet de disposer en permanence d'un tableau de bord offrant :

- Une vision globale du profil d'exposition aux risques de Crédit/Contrepartie de la banque et de son évolution ;
- Un outil de pilotage du risque de concentration conformément aux limites internes et réglementaires en vigueur.

#### 1.4 RISQUE PAYS

Le risque pays mesure l'impact potentiel des conditions économiques, financières, politiques ou sociales spécifiques d'un pays étranger sur les créances ou expositions de CDG Capital.

Le dispositif de gestion de ce risque repose sur une combinaison d'analyse des environnements macro et micro économiques et politique du pays et sur les notations externes des souverains attribuées par les agences de rating.

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

#### 1.5 RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché représente le risque de pertes liées à la variation des paramètres de marché notamment :

- **les taux d'intérêt** : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- **les taux de change** : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- **les prix** : le risque de prix résulte de la variation de prix et de la volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions;
- **les spreads de crédit** : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit sur un émetteur ou sur un panier d'émetteurs. Pour les produits structurés de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs (base-corrélation).

##### ○ *Modèle interne du risque de marché*

L'exposition de CDG Capital aux risques de marché est gérée à travers un ensemble d'indicateurs qui font l'objet d'un suivi permanent et qui sont intégrés dans la gestion opérationnelle des risques de marché au quotidien.

L'élément central du dispositif de contrôle des risques de marché est la Value at Risk (VaR). Développé depuis fin 2010, le modèle interne de VaR est homologué par Bank Al-Maghrib pour le calcul des fonds propres réglementaires et pilotage des risques de marché depuis mars 2013.

La mise en place du modèle interne des risques de marché a permis de doter la banque d'un véritable outil de pilotage et d'aide à la décision qui couvre l'essentiel des activités de marché.

L'évaluation des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs de mesure formalisés dans le dispositif de limites internes (DLI) validé par la Direction Générale, donnant lieu à un encadrement par des limites de différentes natures et faisant l'objet d'un suivi quotidien.

La gestion des dépassements est régie par une procédure interne qui fixe les modalités à observer ainsi que la démarche à suivre pour l'obtention d'une autorisation de dépassement de limites.

○ **Dispositif de stress test et adéquation des fonds propres**

Les simulations de scénarios de crise consistent à appliquer des combinaisons de chocs extrêmes aux paramètres de marché dans le but de mesurer l'impact de conditions particulièrement défavorables sur le portefeuille de négociation de la banque.

Le dispositif de stress test constitue un complément au calcul de VaR et les résultats sont un facteur clé dans l'évaluation du niveau des exigences en fonds propres et de l'adéquation de ces derniers compte tenu de l'exposition de la banque aux risques de marché.

A fin décembre 2021, les fonds propres prudentiels absorbent les pertes issues de la réalisation du programme de stress tests. Les **ratios tier 1 et de solvabilité** demeurent supérieurs aux minimums exigés.

## 1.6 RISQUES STRUCTURELS DU BILAN

La gestion des risques structurels au sein de CDG Capital constitue une composante transverse qui concerne l'ensemble des activités de la banque, à travers une analyse permanente de la structure du bilan et des profils du risque de taux et de liquidité.

Dans ce sens, le dispositif de gestion des risques structurels, validé par les instances de gouvernance de la Banque, s'inscrit dans le cadre des normes professionnelles et réglementaires, des règles définies par le comité de Bâle ainsi que les recommandations de l'autorité de supervision bancaire.

Le risque de taux d'intérêt se définit comme étant le risque que la situation financière de la banque se dégrade suite à une évolution défavorable des taux d'intérêt.

Le suivi du risque de taux d'intérêt s'appuie principalement sur les gaps cumulés de taux d'intérêt à travers le suivi régulier des indicateurs suivants :

- la chronologie de gaps de taux d'intérêt ;
- l'interprétation des gaps mesurés par tranches d'échéances en vue de prévoir les risques encourus face à une baisse ou à une hausse des taux ;
- la sensibilité de la marge d'intermédiation aux différents scénarios d'évolution des taux ;
- le comportement de la marge d'intérêt suite à des scénarios de stress.

A fin décembre 2021, les résultats de scénarios de stress, font ressortir une perte maximale de **9,74%** des FP de base, obtenue sous l'hypothèse d'une hausse des taux courts de 250 bps.

Le risque de liquidité désigne le risque pour la banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, des engagements financiers prévus.

Le suivi et le pilotage du risque de liquidité est effectué sur la base de deux approches : une approche à court terme via la mesure du ratio de liquidité à court terme stressé, à savoir le Liquidity Coverage Ratio (LCR) et une approche globale basée sur un matching de la nature et des maturités des ressources avec celles des placements de CDG Capital.

L'approche à court terme consiste en un suivi permanent du respect du coefficient réglementaire de liquidité. Ce coefficient constitue, un moyen de mesure de l'adéquation entre les actifs liquides de haute qualité et les ressources exigibles à vue et/ou à court terme. Ce suivi est complété par des

scénarios stress test visant à évaluer la capacité de la trésorerie rapidement mobilisable de la banque à couvrir des sorties massives de liquidités.

CDG Capital s'assure du respect permanent de la limite réglementaire du LCR. Ce dernier a affiché des niveaux confortables durant 2021, avec une moyenne de **192%** de l'année et un niveau minimum de **113%** en mai 2021.

Le comité Asset and Liabilities Committee (ALCO) constitue l'occasion de présenter au management de la banque la synthèse de l'examen régulier du profil de taux et de liquidité de la banque, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et les résultats des stress test appliqués.

## 1.7 RISQUES OPERATIONNELS

CDG Capital a mis en place des processus, des outils de gestion et une infrastructure de contrôle pour renforcer la maîtrise et le pilotage des risques opérationnels dans l'ensemble de ces métiers. Ces dispositifs comprennent, entre autres, des procédures générales et spécifiques, une surveillance permanente, des plans de continuité d'activité, des Comités nouveaux produits et des comités dédiés à la surveillance et la gestion de risques opérationnels.

CDG Capital dispose d'un manuel de procédures qui définit les processus opérationnels des différents segments de ses activités. Ces procédures prévoient des règles de gestion, de contrôle et de séparation de fonction. Elles reposent aussi sur un système de délégation de signature qui permet une définition des responsabilités et une meilleure gestion des « back-up ».

Cette organisation a collaboré, à la mise en place de cartographie des risques par lignes métier qui permet d'identifier, d'évaluer et de contrôler l'ensemble des risques opérationnels.

Contenu de la situation sanitaire mondiale, CDG Capital a mis en place un plan de continuité dédié à la pandémie du « Covid-19 », elle permet d'évaluer l'impact du risque sanitaire sur la continuité d'activité de la banque et met en place des moyens et des procédures, pour traiter éventuellement l'ensemble des risques opérationnels générés par cette crise.

Le démarche ORSA « Opérationnel Risk Self Assesment » mise en place depuis 2019, participe activement au renforcement du dispositif de gestion des risques opérationnel, plusieurs activités de la banque ont connu une refonte globale de leurs dispositifs de gestion des risques opérationnels.

### *Sécurité de l'information*

L'information et plus particulièrement les données numériques constituent une des matières premières principales des activités d'une banque. La dématérialisation quasi achevée, le besoin de rapidité des opérations et leur automatisation toujours plus poussée, renforcent continûment le besoin de maîtrise du risque relatif à la sécurité de l'information.

CDG Capital dispose d'un Système d'Information (SI) organisé de façon à satisfaire les besoins des pôles métiers dans les meilleures conditions techniques et opérationnelles. On classe les applications en trois catégories :

- Cœur de métier (critique pour l'activité de CDG Capital) ;

- Verticale (SI dédié à une direction de CDG Capital) ;
- Horizontale (Transverse aux directions de CDG Capital).
- La sécurité informatique se traduit à travers 2 principaux axes :
- Sécurité réseau ;
- Sécurité opérationnelle et veille de sécurité.

Depuis 2018, CDG Capital a entamé un premier exercice selon la nouvelle approche de gestion du risque opérationnel, basée sur une démarche décentralisée de gestion du risque à travers des relais risques au niveau des lignes métiers de la banque.

Un suivi des risques, basé sur des niveaux d'appétence, validé par les organes de gouvernance de la banque.

Dans le cadre de la définition de son appétit au risque et conformément à la réglementation en vigueur, la démarche ORSA de CDG Capital a permis de fixer son niveau de tolérance au risque opérationnel visant à limiter les pertes et à s'assurer que les actions de réduction des risques font l'objet d'un suivi régulier. Cette politique décrit la gouvernance mise en place, le dispositif d'encadrement quantitatif et qualitatif ainsi que le suivi effectué.

Courant l'année 2021 deux nouveaux processus ont été couverts par cette nouvelle démarche.

#### ***La surveillance des pertes internes***

La collecte des pertes internes (mais également des gains et des quasi-pertes) concerne l'ensemble des métiers de CDG Capital, depuis 2012. Ce processus a permis aux opérationnels :

- de définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées (évolution des activités ou des processus, renforcement des contrôles, etc...) ;
- de s'approprier de nouveaux concepts et outils de gestion des risques opérationnels ;
- d'acquérir une meilleure connaissance de leurs zones de risques ;
- de mieux diffuser une culture du risque opérationnel au sein de la banque et de ces filiales.

### **1.8 PLAN DE CONTINUITÉ DE L'ACTIVITÉ (PCA)**

Les dispositifs de gestion de crise et de continuité d'activité visent à minimiser autant que possible les impacts d'éventuels sinistres sur les clients, le personnel ou les infrastructures, et donc à préserver la réputation de CDG Capital, l'image de ses produits et sa solidité financière. Ils répondent également à une obligation réglementaire. La démarche de mise en place et d'optimisation des dispositifs de continuité d'activité de toute entité de la banque s'appuie sur une méthodologie conforme aux standards. Elle consiste principalement à identifier les menaces qui pèsent sur l'entreprise et leurs effets possibles, à mettre en place une capacité de réponse efficace à divers scénarii de crise.

A ce titre CDG Capital a initié depuis début 2009 la mise en place de son Plan de Continuité d'Activité (y compris la composante Plan de Secours Informatique), afin de se prémunir face à l'éventuelle survenance d'une menace de nature à perturber significativement le bon déroulement de son activité.

Suite à la finalisation du projet de déploiement du PCA en 2017, en incluant les scénarios majeurs précédemment cité, l'année 2019 a été consacrée au lancement de la phase de maintien en conditions opérationnelles du PCA. Ceci nous a permis de s'assurer de la fiabilisation des installations. Aussi, l'année nous a permis de finaliser le projet PCA des filiales CDG Capital Gestion et CDG Capital Bourse .

L'exercice 2021 a été marqué principalement par le maintien du dispositif de continuité sanitaire et le déploiement des règles sanitaire pour faire face à l'évolution de la pandémie et aux engagements opérationnels de CDG Capital.

La continuité d'activité et la santé de nos collaborateurs comme objectif pour dépasser cette crise sanitaire.

Aujourd'hui CDG Capital aspire, courant l'exercice 2022 à la mise en place d'un plan de reprise des activités et à la résilience de ses solutions de continuité.

## 2. GESTION DU CAPITAL ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES

### 2.1 Dispositif de gestion du capital

Le dispositif de capital Management repose sur les principes directeurs suivants :

- 1) La tenue de la production réglementaire, notamment le pilier 1 de Bâle portant sur la mesure des exigences minimales de fonds propres au titre des risques prudentiels de crédit, marché et opérationnel ;
- 2) La mise en place des outils internes d'évaluation de l'adéquation du capital économique au profil global de risque de la banque ;
- 3) Le contrôle permanent de la capacité des fonds propres prudentiels à absorber les pertes issues de l'application des scénarios de chocs et de stress tests adaptés à la nature des risques encourus ;
- 4) Le pilotage dynamique des fonds propres, à travers l'anticipation des projections futures du capital requis, permettant la maîtrise du niveau de solvabilité issu des orientations budgétaires et du business plan de la banque.

Le processus d'optimisation et d'allocation des fonds propres vise :

- L'analyse la rentabilité ajustée par le risque, à travers l'appréciation de la performance d'une activité / engagement compte tenu des risques encourus ;
- L'affectation prioritaire des FP aux activités assurant un profil rendement / risque convenable ;
- Le pilotage de la stratégie de développement (lancement de nouvelles activités, nouveaux produits, etc...) ;
- Conformité par rapport aux exigences du régulateur en matière de gestion des FP.

### 2.2 Composition des fonds propres

Les modalités de détermination des fonds propres prudentiels de CDG Capital sont régies par les dispositions de la circulaire N°14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit.

A fin décembre 2021, les fonds propres prudentiels de CDG Capital sur base individuelle sont composés de 62% des fonds propres de catégorie 1, ce pourcentage passe à 65% sur base consolidée. Ceci s'explique par l'émission d'une dette subordonnée en mars d'un montant de 500 MDH sur 10ans, considérée dans les fonds propres de catégorie 2.

Les fonds propres de catégorie 2 sur base individuelle sont composés des plus-values latentes sur titres de placement et des provisions pour risques généraux conformément aux modalités d'inclusion dictées par Bank Al-Maghrib.

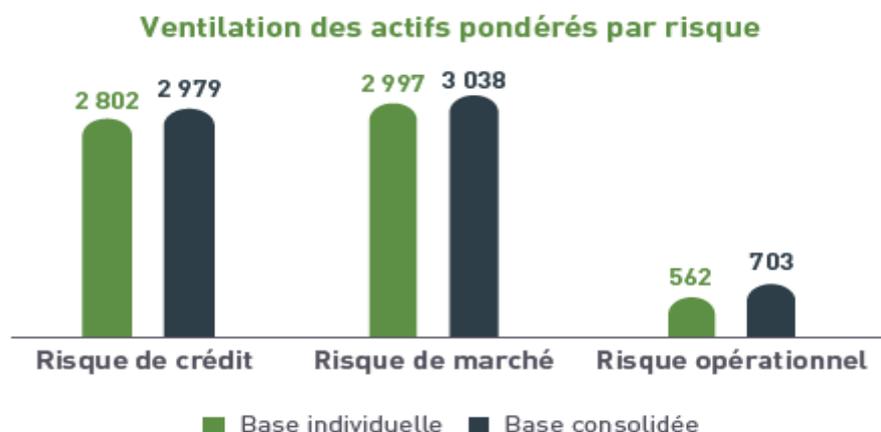
A fin décembre 2021, les fonds propres prudentiels sur base sociale s'établissent à **1 401** Mdhs, contre **1 433** Mdhs sur base consolidée.

### 2.3 Actifs pondérés et exigences en fonds propres au titre du risque de crédit, risques de marché et risque opérationnel

Les risques pondérés sont calculés selon les approches suivantes :

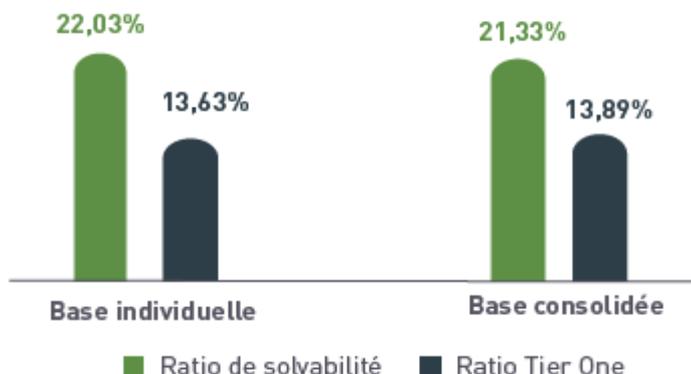
Zone de risque	Approche d'évaluation	Référence réglementaire
Risque de crédit	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque de marché pour les produits homologués par la banque centrale	Méthode avancée	Circulaire N° 08/G/2010
Risque de marché relatif aux produits non homologués par la banque centrale	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque opérationnel	Méthode indicateur de base	Circulaire N° 26/G/2006

Le graphe ci-dessous présente la ventilation des actifs pondérés à fin décembre 2021 sur base individuelle et consolidée (en millions de dirhams) :



## 2.4 Ratio des fonds propres de base et Solvabilité

A fin décembre 2021, les ratios de solvabilité et Tier One sur base individuelle et consolidée se présentent comme suit :



### NOTE 14 : DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

CDG Capital s'est doté depuis sa création d'un système de contrôle interne intégré dont le renforcement continu est au cœur de ses préoccupations. Ce système se base sur les règles de bonne gouvernance, une séparation stricte entre les tâches opérationnelles et les activités de contrôle, un cadrage des responsabilités et une traçabilité intégrale.

Dans ce cadre, CDG Capital a édifié une culture de contrôle interne autour d'un environnement de travail sécurisé et propice au développement durable. Ce dernier est régi par la charte de contrôle interne du groupe CDG Capital et décliné sur le plan opérationnel entre autres par le dispositif et la procédure de contrôle permanent. Notamment, l'ensemble des activités de CDG Capital s'inscrivent dans le cadre d'un système de contrôle à fréquences régulières adaptées à la cotation des risques opérationnels, et ayant pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des activités de la banque sont contrôlées et que l'ensemble des risques sont surveillés de façon permanente.

#### 1. DÉFINITION, OBJECTIFS ET NORMES DU CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne « SCI » de CDG Capital se définit par l'ensemble des processus mis en œuvre par la Banque, à tous les niveaux opérationnels et hiérarchiques, destiné à donner, en permanence, une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs ci-après :

- le respect des procédures internes et orientations du management ;
- la conformité des opérations et des procédures internes aux prescriptions législatives et réglementaires ;
- la fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières, à l'échelle internes et externes ;
- l'efficacité des systèmes d'information et de communication.

Le système de contrôle interne est aussi en évolution continue en termes de ressources humaines, techniques et logistiques adaptées au développement des activités, aux exigences réglementaires et aux ambitions de la banque de pérenniser un atmosphère de confiance et de bonnes pratiques en interne et vis-à-vis des clients.

## 2. ORGANISATION DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le dispositif de contrôle interne du Groupe CDG Capital est organisé autour de trois lignes de maîtrise des risques, sous la responsabilité de la direction générale et la supervision du Conseil d'administration. Cette organisation peut être illustrée comme suit :

La première ligne de maitrise est constituée par le management opérationnel qui doit veiller au bon fonctionnement et du déploiement du dispositif de contrôle de premier niveau ;

La deuxième ligne de maitrise est opérée par l'entité Contrôle Permanent qui est en charge de la bonne conception et du correct déploiement du dispositif de contrôle permanent en s'appuyant sur les travaux de cartographie des risques de non-conformité et opérationnels.

Le contrôle permanent au sein de CDG Capital est mis en œuvre à tous les niveaux organisationnels et est matérialisé et déployé à travers des répertoires de contrôle couvrant l'ensemble des activités, des plans de supervision et de communication et des restitutions consolidées permettant de tirer des enseignements pertinents et de mettre en place les actions nécessaires. Ses composantes permettent, en effet, de détecter et de régulariser en temps opportun toutes anomalies pouvant survenir courant l'exercice des activités de manière à prévenir tout incident éventuel.

La troisième ligne de maitrise que représente la direction de l'audit interne. Celle-ci apporte une évaluation indépendante et des revues transverses dans un but d'améliorer le dispositif de contrôle en place.

## 3. MOYENS AFFECTES AU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) comprend des structures dédiées exclusivement aux activités de contrôle déployées au niveau central. D'autres entités jouent un rôle de support de contrôle interne de par la nature de leurs attributions.

Les structures dédiées aux activités de contrôle sont l'audit interne d'une part, et celles en charge, de la gestion des risques, du contrôle permanent, et de la conformité d'autre part. Rattachées au pôle « Pilotage et Contrôle », ces dernières ont pour rôle d'animer les filières de contrôle, de veiller à l'application des dispositifs de contrôle et à la régularisation des anomalies relevées en temps opportun, de centraliser les données relatives à la gestion et la prévention des risques, ainsi que d'élaborer des analyses et de produire des indicateurs relatifs au contrôle interne selon leur périmètre d'actions.

## 4. COORDINATION DU DISPOSITIF CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) de CDG Capital et de ses filiales est organisé en filière selon l'approche subsidiaire. Le contrôle fédéral assure le référentiel et le reporting Groupe et les fonctions du contrôle interne des filiales déploient le dispositif de contrôle dans le respect de la réglementation et des normes Groupe. A cet égard, le système de contrôle interne est assuré au niveau des filiales par le biais de correspondants contrôle permanent dédiés aux activités y afférentes. Les moyens humains déployés et leurs attributions sont proportionnels à la taille et à la nature des activités de chaque structure notamment aux exigences réglementaires en la matière.

**CDG CAPITAL S.A**

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021**

Aux Actionnaires de  
**CDG CAPITAL S.A**  
Rabat

## **RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021**

### **Audit des états de synthèse**

#### **Opinion**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de CDG Capital SA, comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 1 697 720 KMAD, dont un bénéfice net de 89 936 KMAD.

Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 23 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie du Covid-19, sur la base des éléments disponible à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de CDG Capital SA au 31 décembre 2021 conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc

#### **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### **Questions clés de l'audit**

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés de l'audit	Réponse d'audit
<b>Evaluation des titres de transaction et de placement</b>	
<p>Les titres de transaction et de placement figurent à l'actif de CDG Capital au 31 décembre 2021 pour un montant de 11 477 989 KMAD.</p> <p>Les titres de transaction et de placement sont évalués conformément aux principes décrits dans l'état A1 « Principales méthodes d'évaluation appliquées » de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC).</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des titres de transaction et de placement constitue un point clé de l'audit, ces titres étant de montants significatifs et faisant appel au jugement de la direction dans le recours aux modèles internes de valorisation pour leur évaluation (hors actions cotées) en date de clôture.</p>	<p>Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne de la Banque et des contrôles clés relatifs à l'évaluation des titres de transaction et de placement.</p> <p>Nos travaux d'audit ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Examiner le dispositif de gouvernance relatif aux modèles de valorisation et tester les contrôles clés mis en place au niveau de la banque ;</li><li>- Tester par sondage l'évaluation des titres de transaction et de placement.</li></ul>

### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est

raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

# Deloitte.

Bd Sidi Mohammed Benabdellah  
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3<sup>ème</sup> étage  
La Marina - Casablanca  
Maroc

# mazars

101, Boulevard Abdelmoumen  
Casablanca  
Maroc

## Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 25 mars 2022

## Les Commissaires aux Comptes

### DELOITTE AUDIT



DELOITTE AUDIT  
Bd Sidi Mohammed Benabdellah  
Bâtiment C - Ivoire 3, La Marina  
Casablanca  
Tél: 05 22 22 40 25 / 05 22 22 47 34  
Fax: 05 22 22 40 78 / 47 59

**Sakina Bensouda-Korachi**  
Associée

### MAZARS AUDIT ET CONSEIL



MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
101, Boulevard Abdelmoumen  
20360 Casablanca  
Tél. : 05 22 42 34 25  
Fax : 05 22 42 34 00

**Taha Ferdaous**  
Associé

# COMPTES SOCIAUX - Au 31 DECEMBRE 2021

Les états financiers sociaux sont exprimés en milliers de dirhams, sauf mention contraire.

## BILAN

Arrêté au 31/12/2021

A C T I F	31/12/2021	31/12/2020
<b>Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux</b>	<b>430 418</b>	<b>73 016</b>
<b>Créances sur les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>527 583</b>	<b>658 534</b>
. A vue	153 268	135 616
. A terme	374 316	522 918
<b>Créances sur la clientèle</b>	<b>1 137 865</b>	<b>745 943</b>
. Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	339 870	201 506
. Crédits et financements participatifs à l'équipement	796 459	325 688
. Crédits et financements participatifs immobiliers	896	1 090
. Autres crédits et financements participatifs	640	217 660
<b>Créances acquises par affacturage</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Titres de transaction et de placement</b>	<b>11 477 989</b>	<b>9 193 348</b>
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	7 485 862	5 011 471
. Autres titres de créance	2 639 426	3 816 420
. Titres de propriété	1 331 535	334 039
. Certificats de Sukuk	21 166	31 420
<b>Autres actifs</b>	<b>1 167 870</b>	<b>836 748</b>
<b>Titres d'investissement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
. Autres titres de créance	-	-
. Certificats de Sukuk	-	-
<b>Titres de participation et emplois assimilés</b>	<b>260 633</b>	<b>248 716</b>
. Participation dans les entreprises liées	198 030	198 030
. Autres titres de participation et emplois assimilés	62 603	50 685
. Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
<b>Créances subordonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Immobilisations données en crédit-bail et en location</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Immobilisations données en Ijara</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>70 733</b>	<b>56 983</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>14 550</b>	<b>18 540</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>15 087 641</b>	<b>11 831 828</b>
P A S S I F	31/12/2021	31/12/2020
<b>Banques Centrales, Trésor Public, Service des Chèques Postaux</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Dettes envers les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>5 989 727</b>	<b>4 660 148</b>
. A vue	2 896 613	2 767 798
. A terme	3 093 114	1 892 349
<b>Dépôts de la clientèle</b>	<b>2 668 951</b>	<b>1 566 504</b>
. Comptes à vue créditeurs	1 206 950	741 004
. Comptes d'épargne	-	-
. Dépôts à terme	1 164 675	571 027
. Autres comptes créditeurs	297 326	254 472
<b>Dettes envers la clientèle sur produits participatifs</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Titres de créance émis</b>	<b>2 483 928</b>	<b>1 926 197</b>
. Titres de créance négociables émis	2 483 928	1 926 197
. Emprunts obligataires émis	-	-
. Autres titres de créance émis	-	-
<b>Autres passifs</b>	<b>2 213 039</b>	<b>2 450 399</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>34 277</b>	<b>46 152</b>
<b>Provisions réglementées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Subventions, Fonds publics affectés et Fonds spéciaux de garantie</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>512 775</b>	<b>-</b>
<b>Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Ecart de réévaluation</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Réserves et primes liées au capital</b>	<b>164 822</b>	<b>160 231</b>
<b>Capital</b>	<b>930 000</b>	<b>930 000</b>
<b>Actionnaires. Capital non versé ( - )</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Report à nouveau ( +/- )</b>	<b>187</b>	<b>396</b>
<b>Résultats nets en instance d'affectation ( +/- )</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat net de l'exercice ( +/- )</b>	<b>89 936</b>	<b>91 801</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>15 087 641</b>	<b>11 831 828</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

## COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Arrêté au 31/12/2021

	31/12/2021	31/12/2020
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>640 177</b>	<b>736 281</b>
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	15 336	28 147
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	40 567	20 988
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	62 069	66 206
Produits sur titres de propriété	40 182	47 800
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	157 511	180 394
Autres produits bancaires	324 512	392 746
<b>CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>351 274</b>	<b>392 441</b>
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	29 251	31 481
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	41 815	55 302
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	60 863	51 764
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	219 344	253 895
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>288 904</b>	<b>343 840</b>
Produits d'exploitation non bancaire	6 930	4 945
Charges d'exploitation non bancaire	2 475	134
<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>186 863</b>	<b>180 298</b>
Charges de personnel	102 090	101 280
Impôts et taxes	2 406	2 439
Charges externes	46 351	47 002
Autres charges générales d'exploitation	11 015	9 986
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	25 000	19 591
<b>DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES</b>	<b>1 072</b>	<b>31 240</b>
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	959	-
Pertes sur créances irrécouvrables	-	5 171
Autres dotations aux provisions	113	26 070
<b>REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES</b>	<b>16 409</b>	<b>4 987</b>
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	4 533	17
Récupérations sur créances amorties	-	-
Autres reprises de provisions	11 876	4 971
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>121 833</b>	<b>142 100</b>
Produits non courants	0	3
Charges non courantes	3 800	5 956
<b>RESULTAT AVANT IMPOTS</b>	<b>118 033</b>	<b>136 146</b>
Impôts sur les résultats	28 097	44 346
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>89 936</b>	<b>91 801</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

**ETAT DES SOLDES DE GESTION**

Arrêté au

31/12/2021

**I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS**

	31/12/2021	31/12/2020
+ Intérêts et produits assimilés	117 972	115 341
- Intérêts et charges assimilées	131 929	138 546
<b>MARGE D'INTERET</b>	<b>(13 957)</b>	<b>(23 205)</b>
+ Commissions perçues	157 511	180 394
- Commissions servies	7 364	8 391
<b>MARGE SUR COMMISSIONS</b>	<b>150 147</b>	<b>172 003</b>
± Résultat des opérations sur titres de transaction	63 183	101 743
± Résultat des opérations sur titres de placement	32 936	36 427
± Résultat des opérations de change	17 356	15 719
± Résultat des opérations sur produits dérivés	1 120	(4 691)
<b>RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE</b>	<b>114 595</b>	<b>149 197</b>
+ Divers autres produits bancaires	40 182	48 659
- Diverses autres charges bancaires	2 063	2 815
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>288 904</b>	<b>343 840</b>
± Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	6 930	4 945
- Autres charges d'exploitation non bancaire	2 475	134
- Charges générales d'exploitation	186 863	180 298
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>106 496</b>	<b>168 353</b>
- Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et en	(3 574)	5 154
- Autres dotations nettes de reprises aux provisions	(11 763)	21 099
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>121 833</b>	<b>142 100</b>
<b>RESULTAT NON COURANT</b>	<b>(3 800)</b>	<b>(5 953)</b>
- Impôts sur les résultats	28 097	44 346
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>89 936</b>	<b>91 801</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

**ETAT DES SOLDES DE GESTION (suite)**

Arrêté au 31/12/2021

**II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT**

	31/12/2021	31/12/2020
<b>(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>89 936</b>	<b>91 801</b>
20.(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	25 000	19 591
21.(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
22.(+) Dotations aux provisions pour risques généraux		17 357
23.(+) Dotations aux provisions réglementées		
24.(+) Dotations non courantes		
25.-) Reprises de provisions	11 876	
26.-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	259	227
27.(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
28.-) Plus-values de cession des immobilisations financières		
29.(+) Moins-values de cession des immobilisations financières		
30.-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
<b>(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>102 801</b>	<b>128 521</b>
31.-) Bénéfices distribués	87 420	219 960
<b>(+) AUTOFINANCEMENT</b>	<b>15 381</b>	<b>(91 439)</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE**

	Arrêté au 31/12/2021	
	31/12/2021	31/12/2020
1.(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	599 996	688 481
2.(+) Récupérations sur créances amorties		
3.(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	6 671	4 718
4.(-) Charges d'exploitation bancaire versées	(338 499)	(392 441)
5.(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	(6 275)	(11 261)
6.(-) Charges générales d'exploitation versées	(161 862)	(160 707)
7.(-) Impôts sur les résultats versés	(28 097)	(44 346)
<b>I.Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges</b>	<b>71 933</b>	<b>84 444</b>
<b>Variation des :</b>		
8.(+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	130 950	56 821
9.(+) Créances sur la clientèle	(391 923)	(359 361)
10.(+) Titres de transaction et de placement	(2 284 640)	(1 383 749)
11.(+) Autres actifs	(327 336)	(43 058)
12.(+) Immobilisations données en crédit-bail et en location		
13.(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 329 579	1 349 857
14.(+) Dépôts de la clientèle	1 102 447	60 490
15.(+) Titres de créance émis	557 732	211 411
16.(+) Autres passifs	(237 360)	127 985
<b>II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation</b>	<b>(120 551)</b>	<b>20 395</b>
<b>III.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)</b>	<b>(48 618)</b>	<b>104 839</b>

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (suite)**

	31/12/2021	31/12/2020
17.(+) Produit des cessions d'immobilisations financières		
18.(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	259	227
19.(-) Acquisition d'immobilisations financières	(11 918)	(2 580)
20.(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(35 083)	(28 935)
21.(+) Intérêts perçus		
22.(+) Dividendes perçus	40 182	47 800
<b>IV.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(6 560)</b>	<b>16 512</b>
23.(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24.(+) Emission de dettes subordonnées	512 775	
25.(+) Emission d'actions		150 000
26.(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27.(-) Intérêts versés	(12 775)	
28.(-) Dividendes versés	(87 420)	(219 960)
<b>V.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>412 580</b>	<b>-69 960</b>
<b>VI.VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)</b>	<b>357 402</b>	<b>51 391</b>
<b>VII.TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>73 016</b>	<b>21 625</b>
<b>VIII.TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>430 418</b>	<b>73 016</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

**HORS BILAN**

Arrêté au

31/12/2021

<b>HORS BILAN</b>	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b>4 920 535</b>	<b>2 217 515</b>
Engagements de financement donnés en faveur des établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	286 780	62 932
Engagements de garantie d'ordre des établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 709 013	3 043
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	2 924 742	2 151 540
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>	<b>1 498 005</b>	<b>640 251</b>
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	409 438	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	588 567	140 251
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

Les comptes individuels de CDG Capital sont établis et présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC). En particulier, les principales méthodes d'évaluation en matière de titres, créances, dettes et immobilisations sont résumées ci-après.

PORTEFEUILLE TITRES

Les règles de classement et d'évaluation appliquées sont les suivantes :

Titres de transaction	Titres de placement	Titres de participation et emplois assimilés
<p>Sont logés dans cette catégorie, les titres qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus par la banque dans le cadre de son activité de mainteneur de marché.</p> <p>Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Les titres cédés sont évalués suivant ces mêmes règles.</p> <p>À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.</p>	<p>Cette catégorie concerne les titres détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que la banque peut être amenée à céder à tout moment</p> <p>Les titres de placement sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus, coupon couru inclus.</p> <p>À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent. Les moins-values font l'objet d'une provision pour dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values ne peuvent être constatées en produits.</p>	<p>Sont inscrits dans cette catégorie à leur valeur d'acquisition, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. Ces titres sont ventilés selon les dispositions préconisées par le PCEC en titres de participation, participations dans les entreprises liées et autres titres immobilisés.</p> <p>A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis (valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, actif net réévalué, discounted cash flow). Seules les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.</p>

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours: en créances à vue et à terme pour les établissements de crédit; crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, autres crédits pour la clientèle. Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les créances en souffrance et les provisions y afférentes sont évaluées et comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes à vue, comptes à terme et autres dépôts pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

**ETAT B1**  
**CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES**

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	31/12/2021	31/12/2020
<b>COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS</b>	430 418	16 005	10 353	126 909	583 686	208 632
<b>VALEURS RECUES EN PENSION</b>	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
<b>PRETS DE TRESORERIE</b>	-	-	-	-	-	113 424
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	113 424
<b>PRETS FINANCIERS</b>	-	366 667	-	-	366 667	400 000
<b>AUTRES CREANCES</b>	-	-	-	-	-	-
<b>INTERETS COURUS A RECEVOIR</b>	-	7 649	-	-	7 649	9 494
<b>CREANCES EN SOUFFRANCE</b>	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>430 418</b>	<b>390 321</b>	<b>10 353</b>	<b>126 909</b>	<b>958 001</b>	<b>731 550</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

ETAT B2

CREANCES SUR LA CLIENTELE

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2021	Total 31/12/2020
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
<b>CREDITS DE TRESORERIE</b>	-	94 715	241 522	1 074	337 312	416 346
- Comptes à vue débiteurs	-	94 715	120 188	1 074	215 977	400 336
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	-	-	-	-
- Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-
- Autres crédits de trésorerie	-	-	121 334	-	121 334	16 011
<b>CREDITS A LA CONSOMMATION</b>	-	-	-	2 322	2 322	2 577
<b>CREDITS A L'EQUIPEMENT</b>	400 000	-	390 182	-	790 182	325 234
<b>CREDITS IMMOBILIERS</b>	-	-	-	896	896	1 090
<b>AUTRES CREDITS</b>	-	-	640	-	640	81
<b>CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE</b>	-	-	-	-	-	-
<b>INTERETS COURUS A RECEVOIR</b>	5 249	-	1 264	-	6 513	615
<b>CREANCES EN SOUFFRANCE</b>	-	-	-	-	-	-
- Créances pré-douteuses	-	-	-	-	-	-
- Créances douteuses	-	-	-	-	-	-
- Créances compromises	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>405 249</b>	<b>94 715</b>	<b>633 609</b>	<b>4 292</b>	<b>1 137 865</b>	<b>745 943</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

ETAT B3

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/2021	Total 31/12/2020
			financiers	non financiers		
<b>TITRES COTES</b>	<b>9 937</b>	<b>-</b>	<b>208</b>	<b>14 232</b>	<b>24 377</b>	<b>7</b>
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	9 937	-	208	14 232	24 377	7
<b>TITRES NON COTES</b>	<b>1 318 679</b>	<b>8 572 554</b>	<b>1 353 244</b>	<b>176 736</b>	<b>11 421 213</b>	<b>9 164 095</b>
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	7 477 127	-	-	7 477 127	5 004 920
OBLIGATIONS	17 662	1 042 131	14 000	176 736	1 250 529	1 487 223
AUTRES TITRES DE CREANCE	1 301 017	32 131	32 085	-	1 365 233	2 306 500
CERTIFICATS DE SUKUK	-	21 166	-	-	21 166	31 420
TITRES DE PROPRIETE	-	-	1 307 158	-	1 307 158	334 032
<b>TOTAL</b>	<b>1 328 617</b>	<b>8 572 554</b>	<b>1 353 451</b>	<b>190 968</b>	<b>11 445 590</b>	<b>9 164 102</b>

\* nets de provisions et hors ICNE

## ETAT B4

## VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

31/12/2021

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
<b>TITRES DE TRANSACTION</b>	<b>7 477 714</b>	<b>7 762</b>	<b>7 762</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	6 590 776	6 195	6 195	-	-	-
OBLIGATIONS	629 842	507	507	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	235 929	1 028	1 028	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKUK	21 166	32	32	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	-	-	-	-
<b>TITRES DE PLACEMENT*</b>	<b>4 014 145</b>	<b>3 993 642</b>	<b>2 651 646</b>	<b>8 248</b>	<b>648</b>	<b>45 692</b>
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	886 352	886 864	866 000	633	3	-
OBLIGATIONS	666 381	668 540	661 512	5 831	64	45 692
AUTRES TITRES DE CREANCE	1 129 590	1 129 478	1 124 133	182	292	-
TITRES DE PROPRIETE	1 331 823	1 308 761	-	1 602	288	-
	-	-	-	-	-	-
<b>TITRES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-

\* hors ICNE

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

**DETAIL DES AUTRES ACTIFS**

Actif	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020
<b>INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES</b>		
<b>OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES</b>	<b>478 002</b>	<b>99 288</b>
<b>DEBITEURS DIVERS</b>	<b>689 868</b>	<b>737 460</b>
Sommes dues par l'Etat	206 300	182 565
Débiteurs divers	295 364	391 801
Produit à recevoir	55 494	51 135
Charges constatées d'avance	119	127
Autres comptes	132 592	111 833
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>1 167 870</b>	<b>836 748</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

## ETAT B6

## TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

31/12/2021

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette
<b>Participations dans les entreprises liées</b>					
CDG CAPITAL GESTION	GESTION D'ACTIFS	1 000	100%	150 000	150 000
CDG CAPITAL BOURSE	INTERMEDIATION BOURSIERE	27 437	100%	44 510	44 510
CDG CAPITAL REAL ESTATE	GESTION DE FONDS IMMOBILIERS	3 000	100%	3 520	3 520
<b>Autres titres de participation</b>					
MAGHREB TITRISATION	TITRISATION	5 000	12,9%	1 354	1 354
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DU FCGD	FINANCIER	1 000	NS	59	59
CHWITER JDID	IMMOBILIER	1 098 768	6,80%	70 274	49 274
<b>Titres de l'activité de portefeuille</b>					
Titres de l'activité de portefeuille	FINANCIER			11 917	11 917
<b>TOTAL PARTICIPATIONS</b>				<b>281 634</b>	<b>260 634</b>
<b>EMPLOIS ASSIMILES</b>					
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>281 634</b>	<b>260 634</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements			Provisions		Montant net à la fin de l'exercice
					Montant brut au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	
<b>IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT</b>										
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CREDIT-BAIL MOBILIER										
- Crédit-bail mobilier en cours										
- Crédit-bail mobilier loué										
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
CREDIT-BAIL IMMOBILIER										
- Crédit-bail immobilier en cours										
- Crédit-bail immobilier loué										
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
CREANCES EN SOUFFRANCE										
<b>IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE</b>										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
<b>TOTAL</b>										

NEANT

## IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

AU 31/12/2021

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortis. et/ou prov début de l'ex.	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortis. sur immo. sorties	Cumul	
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>128 601</b>	<b>32 317</b>	<b>-</b>	<b>160 919</b>	<b>71 618</b>	<b>18 568</b>	<b>-</b>	<b>90 186</b>	<b>70 733</b>
- Droit au bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	127 739	32 316	-	160 055	71 618	18 568	-	90 186	69 869
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation en cours	862	1	-	863	-	-	-	-	863
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>69 124</b>	<b>2 766</b>	<b>889</b>	<b>71 001</b>	<b>50 584</b>	<b>6 433</b>	<b>566</b>	<b>56 451</b>	<b>14 550</b>
<b>- IMMEUBLES D'EXPLOITATION</b>	<b>21 247</b>	<b>151</b>	<b>-</b>	<b>21 399</b>	<b>15 847</b>	<b>1 736</b>	<b>-</b>	<b>17 582</b>	<b>3 817</b>
. Terrain d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Agen Amen Inst Immeubles d'exploitation, Bureaux	21 247	151	-	21 399	15 847	1 736	-	17 582	3 817
. Immeubles d'exploitation, Logements de fonction	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION</b>	<b>47 876</b>	<b>2 615</b>	<b>889</b>	<b>49 602</b>	<b>34 737</b>	<b>4 697</b>	<b>566</b>	<b>38 869</b>	<b>10 733</b>
. Mobilier de bureau d'exploitation	6 415	15	-	6 430	3 786	499	-	4 285	2 145
. Matériel de bureau d'exploitation	1 145	26	-	1 170	912	86	-	997	173
. Matériel informatique	37 426	2 124	15	39 535	28 669	3 656	15	32 309	7 225
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	2 891	450	874	2 467	1 371	457	550	1 277	1 190
. Autres matériels d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>- AUTRES IMMOB. CORPORELLES D'EXPLOITATION EN COURS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT.</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
. Terrains hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Immeubles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Mobilier et matériel hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>197 725</b>	<b>35 083</b>	<b>889</b>	<b>231 919</b>	<b>122 202</b>	<b>25 000</b>	<b>566</b>	<b>146 636</b>	<b>85 283</b>

ETAT B9 Bis

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

31/12/2021

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
30/06/2021	Matériel informatique	15	15		-	-	-
31/05/2021	Matériel de transport	462	139	324	36	36	-
30/11/2021	Matériel de transport	412	412	412	223	223	-
TOTAL		889	566	735	259	259	-

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

## ETAT B10

## DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

31/12/2021

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	3 265	281 423	-	284 688	127 684
VALEURS DONNEES EN PENSION	2 922 149	316 733	1 006 658	-	4 245 540	1 722 793
- au jour le jour	600 827	-	1 006 658	-	1 607 485	-
- à terme	2 321 322	316 733	-	-	2 638 055	1 722 793
EMPRUNTS DE TRESORERIE	269 000	185 608	600 000	-	1 054 608	2 809 191
- au jour le jour	-	-	600 000	-	600 000	2 640 000
- à terme	269 000	185 608	-	-	454 608	169 191
EMPRUNTS FINANCIERS	-	-	-	-	-	-
AUTRES DETTES	404 342	-	-	-	404 342	-
INTERETS COURUS A PAYER	448	57	45	-	549	479
<b>TOTAL</b>	<b>3 595 939</b>	<b>505 663</b>	<b>1 888 126</b>	<b>-</b>	<b>5 989 727</b>	<b>4 660 148</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

## ETAT B11

## DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2021	Total 31/12/2020
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	574	438 039	433 278	183 894	1 055 785	741 004
COMPTES D'EPARGNE						
DEPOTS A TERME		757 573			757 573	562 406
AUTRES COMPTES CREDITEURS	94 315	549 820	201 279	261	845 675	254 472
INTERETS COURUS A PAYER		9 917			9 917	8 622
<b>TOTAL</b>	<b>94 889</b>	<b>1 755 349</b>	<b>634 557</b>	<b>184 155</b>	<b>2 668 951</b>	<b>1 566 504</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

## TITRE DE CREANCE EMIS

31/12/2021

NATURE TITRES (1)	CARACTERISTIQUES					MONTANT	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement (en DH)
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés	
CERTIFICATS DE DEPOTS	02/08/2018	02/08/2023	100	3,29%	INFINE	200 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	24/06/2021	23/06/2022	100	1,78%	INFINE	210 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	22/01/2021	18/01/2022	100	1,81%	INFINE	510 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	08/06/2021	07/06/2022	100	1,78%	INFINE	391 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	15/09/2021	16/03/2022	100	1,67%	INFINE	215 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	15/09/2021	14/09/2022	100	1,80%	INFINE	435 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	27/09/2021	28/03/2022	100	1,70%	INFINE	160 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	27/09/2021	26/09/2022	100	1,81%	INFINE	340 000			
<b>TOTAL</b>						<b>2 461 000</b>			

(1) Il S'agit de :  
 Certificats de dépôt  
 Emprunts obligataires  
 Bons de sociétés de financement  
 Autres titres de créance

(2) amortissement annuel ou infini

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
 Pour Identification

**ETAT B13****DETAIL DES AUTRES PASSIFS**

<b>Passif</b>	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
<b>INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS</b>		
<b>OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES</b>	<b>2 027 635</b>	<b>2 263 911</b>
<b>CREDITEURS DIVERS</b>	<b>185 403</b>	<b>186 487</b>
Sommes dues à l'Etat	110 555	117 215
Créditeurs Divers	5 641	5 725
Dettes Fournisseurs	30 617	22 413
Produits constatés d'avance		
Comptes de Régularisation	38 590	41 134
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>2 213 039</b>	<b>2 450 399</b>

**MAZARS AUDIT ET CONSEIL**  
*Pour Identification*

**ETAT B 14**

**PROVISIONS**

PROVISIONS	31/12/2020	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2021
<b>PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR :</b>	<b>85 864</b>	<b>6 106</b>	<b>8 988</b>	<b>-</b>	<b>82 982</b>
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	6 803	965	225	-	7 543
Titres de placement	50 004	5 028	8 763	-	46 269
Titres de participation et emplois assimilés	21 000	-		-	21 000
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Autres actifs	8 057	113		-	8 170
<b>PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :</b>	<b>46 152</b>	<b>-</b>	<b>11 876</b>	<b>-</b>	<b>34 277</b>
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	37 733		4 726		33 007
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	8 419		7 150		1 269
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>132 016</b>	<b>6 106</b>	<b>20 863</b>	<b>-</b>	<b>117 258</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

ETAT B16

DETTES SUBORDONNEES

31/12/2021

NATURE TITRES	CARACTERISTIQUES					MONTANT	Dont	
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés
EMPRUNT SUBORDONNE	09/03/2021	09/03/2031	100	3,14%	INFINE	500 000		
<b>TOTAL</b>						<b>500 000</b>		

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

**ETAT B17**  
**CAPITAUX PROPRES**

CAPITAUX PROPRES	31/12/2020	Affectation du résultat	Autres variations	31/12/2021
<b>Réserves et primes liées au capital</b>	<b>160 231</b>		<b>4 590</b>	<b>164 822</b>
Réserve légale	58 231		4 590	62 822
Autres réserves	102 000			102 000
<b>Capital</b>	<b>930 000</b>			<b>930 000</b>
Capital appelé	930 000			930 000
<b>Report à nouveau (+/-)</b>	<b>397</b>	<b>(396)</b>	<b>187</b>	<b>187</b>
<b>Résultat net de l'exercice (+/-)</b>	<b>91 801</b>	<b>(91 801)</b>		<b>89 936</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 182 429</b>	<b>(92 197)</b>	<b>4 777</b>	<b>1 184 945</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

**ETAT B18**
**ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE**

ENGAGEMENTS	31/12/2021	31/12/2020
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES</b>	<b>1 995 793</b>	<b>65 974</b>
<b>Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Crédits documentaires import Acceptations ou engagements de payer Ouvertures de crédit confirmés Engagements de substitution sur émission de titres Engagements irrévocables de crédit-bail Autres engagements de financement donnés		
<b>Engagements de financement en faveur de la clientèle</b>	<b>286 780</b>	<b>62 932</b>
Crédits documentaires import Acceptations ou engagements de payer Ouvertures de crédit confirmés Engagements de substitution sur émission de titres Engagements irrévocables de crédit-bail Autres engagements de financement donnés	286 780	62 932
<b>Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Crédits documentaires export confirmés Acceptations ou engagements de payer Garanties de crédits données Autres cautions, avals et garanties donnés Engagements en souffrance		
<b>Engagements de garantie d'ordre de la clientèle</b>	<b>1 709 013</b>	<b>3 043</b>
Garanties de crédits données Cautions et garanties en faveur de l'administration publique Autres cautions et garanties données Engagements en souffrance	1 709 013	3 043
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS</b>	<b>909 438</b>	<b>500 000</b>
<b>Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>500 000</b>	<b>500 000</b>
Ouvertures de crédit confirmés Engagements de substitution sur émission de titres Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
<b>Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>409 438</b>	<b>-</b>
Garanties de crédits Autres garanties reçues	409 438	
<b>Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Garanties de crédits Autres garanties reçues		

**MAZARS AUDIT ET CONSEIL**  
*Pour Identification*

**ETAT B19****ENGAGEMENTS SUR TITRES**

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Engagements donnés</b>	<b>2 924 742</b>	<b>2 151 540</b>
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	2 924 742	2 151 540
<b>Engagements reçus</b>	<b>588 567</b>	<b>140 251</b>
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	588 567	140 251

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

**ETAT B20**
**OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES**

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020
<b>Opérations de change à terme</b>	-	-	95 922	3 347 930
Devises à recevoir			1 276 694	1 136 187
Dirhams à livrer			(475 701)	181 983
Devises à livrer			(1 514 434)	1 452 541
Dirhams à recevoir			809 363	577 219
<b>Engagements sur produits dérivés</b>	-	-	395 939	352 274
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt			395 939	352 274
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

**ETAT B21****VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE**

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres	405 000		
Hypothèques	246 770		
Autres valeurs et sûretés réelles	3 279 283		
<b>TOTAL</b>	<b>3 931 053</b>		

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	5 209 752		
Autres titres	2 407 384		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
<b>TOTAL</b>	<b>7 617 135</b>		

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

**ETAT B22**
**VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE**

31/12/2021

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
<b>ACTIF</b>						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	153 268	-	-	-	366 667	<b>519 934</b>
Créances sur la clientèle	216 662	5	12 515	217 044	685 126	<b>1 131 352</b>
Titres de créance	30 280	287 345	1 035 097	5 596 023	3 165 310	<b>10 114 055</b>
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar placés	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
Ijara	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>400 210</b>	<b>287 350</b>	<b>1 047 612</b>	<b>5 813 067</b>	<b>4 217 103</b>	<b>11 765 341</b>
<b>PASSIF</b>						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 399 574	589 604	-	-	-	<b>5 989 178</b>
Dettes envers la clientèle	2 575 034	-	84 000	-	-	<b>2 659 034</b>
Titres de créance émis	510 000	375 000	1 376 000	200 000	-	<b>2 461 000</b>
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	500 000	<b>500 000</b>
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar reçus	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>8 484 608</b>	<b>964 604</b>	<b>1 460 000</b>	<b>200 000</b>	<b>500 000</b>	<b>11 609 212</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

**ETAT B23**

**CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE\***

**Au 31/12/2021**

<b>NOMBRE DE BENEFICIAIRES</b>	<b>TOTAL ENGAGEMENT</b>
<b>28</b>	<b>5 045 954</b>

\* Expositions dépassant individuellement 10% des fonds propres prudentiels ou ceux relatifs aux clients constituant un groupe dans l'encours dépasse 10% des FPP

*MAZARS AUDIT ET CONSEIL*  
*Pour Identification*

**ETAT B24****VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DU HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE**

31/12/2021

<b>BILAN</b>	<b>MONTANT</b>
<b>ACTIF</b>	<b>478 736</b>
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés.	126 909
Créances sur la clientèle	
Titres de transaction et de placement et invest	351 827
Autres actifs	
Titres de participation et emplois assimilés	
Créances subordonnées	
Immobilisations données en crédit-bail et location	
Immobilisations incorporelles et corporelles	
<b>PASSIF</b>	<b>185 608</b>
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	185 608
Dépôts de la clientèle	
Titres de créance émis	
Autres passifs	
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	
<b>HORS BILAN</b>	
<b>Engagements donnés</b>	<b>1 603 373</b>
<b>Engagements reçus</b>	<b>1 328 045</b>

**MAZARS AUDIT ET CONSEIL**  
*Pour Identification*

**ETAT B25**  
**MARGE D'INTERET**

	31/12/2021	31/12/2020
<b>INTERETS PERCUS</b>	<b>117 972</b>	<b>115 341</b>
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les EC	15 336	28 147
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	40 567	20 988
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	62 069	66 206
<b>INTERETS SERVIS</b>	<b>131 929</b>	<b>138 546</b>
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les EC	29 251	31 481
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	41 815	55 302
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	60 863	51 764

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

**ETAT B26****PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE**

CATEGORIE DES TITRES	31/12/2021	31/12/2020
Titres de placement		
Titres de participation		
Participations dans les entreprises liées	40 182	47 800
Titres de l'activité de portefeuille		
Emplois assimilés		
<b>TOTAL</b>	<b>40 182</b>	<b>47 800</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

**ETAT B27****COMMISSIONS**

	31/12/2021	31/12/2020
<b>COMMISSIONS PERCUES</b>	<b>157 511</b>	<b>180 394</b>
Commissions sur Fonctionnement de compte	448	272
Commissions sur Actifs en gestion ou en dépôt	85 351	105 643
Produits sur Activités de conseil et d'assistance	9 632	21 678
Autres commissions sur prestations de services	62 080	52 802
<b>COMMISSIONS SERVIES</b>	<b>7 364</b>	<b>8 391</b>
Charges sur moyens de paiement	1 158	1 039
Commissions sur achats et ventes	237	36
Commissions sur droits de garde	5 315	4 710
Autres charges sur prestations	654	2 606

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

**ETAT B28****RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ**

<b>PRODUITS ET CHARGES</b>	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
<b>PRODUITS</b>	<b>324 512</b>	<b>391 887</b>
Gains sur les titres de transaction	242 408	306 190
Plus value de cession sur titres de placement	33 917	37 420
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	4 455	10 300
Gains sur les produits dérivés	2 702	452
Gains sur les opérations de change	41 031	37 525
<b>CHARGES</b>	<b>209 917</b>	<b>242 689</b>
Pertes sur les titres de transaction	179 225	204 448
Moins value de cession sur titres de placement	408	2 353
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	5 028	8 940
Pertes sur les produits dérivés	1 581	5 142
Pertes sur opérations de change	23 675	21 806
<b>RESULTAT</b>	<b>114 595</b>	<b>149 197</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

**ETAT B29****CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION**

<b>CHARGES</b>	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
<b>Charges de personnel</b>	<b>102 090</b>	<b>101 280</b>
Rémunérations du personnel	70 479	67 638
Charges sociales	11 137	10 445
Autres charges	20 474	23 197
<b>Impôts et taxes</b>	<b>2 406</b>	<b>2 439</b>
<b>Charges externes</b>	<b>46 351</b>	<b>47 002</b>
<b>Autres charges générales d'exploitation</b>	<b>11 015</b>	<b>9 986</b>
<b>Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>25 000</b>	<b>19 591</b>
<b>TOTAL</b>	<b>186 863</b>	<b>180 298</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

**ETAT B30****AUTRES PRODUITS ET CHARGES**

	31/12/2021	31/12/2020
<b>AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES</b>	<b>105 168</b>	<b>138 851</b>
Autres produits bancaires	324 512	392 746
Autres charges bancaires	219 344	253 895
<b>PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES</b>	<b>4 455</b>	<b>4 811</b>
Produits d'exploitation non bancaires	6 930	4 945
Charges d'exploitation non bancaires	2 475	134
<b>DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES</b>	<b>1 072</b>	<b>31 240</b>
<b>REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES</b>	<b>16 409</b>	<b>4 987</b>
<b>PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS</b>	<b>3 800</b>	<b>5 953</b>
Produits non courants	-	3
Charges non courantes	3 800	5 956

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

**ETAT B31****VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE**

DU 01 JANVIER 2021 AU 31 DECEMBRE 2021

**1- VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE**

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité banque d'affaires	288 904	106 496	118 033
- Autres activités			
<b>TOTAL</b>	<b>288 904</b>	<b>106 496</b>	<b>118 033</b>

**2- VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE**

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- MAROC	288 904	106 496	118 033
- Autres zones			
<b>TOTAL</b>	<b>288 904</b>	<b>106 496</b>	<b>118 033</b>

31/12/2021

INTITULES	MONTANTS(+)	MONTANTS(-)
<b>I - RESULTAT NET COMPTABLE</b>	<b>89 936</b>	<b>-</b>
. Bénéfice net	89 936	
. Perte nette	-	
<b>II - REINTEGRATIONS FISCALES</b>	<b>35 910</b>	
<b>1- Courantes</b>	<b>4 013</b>	
- Charges sur exercices antérieurs	2 646	
- Pénalités	-	
- Charges à réintégrer dot aux provisions	113	
- Charges non déductible	1 117	
- Excedent d'amortissements voitures	138	
<b>2- Non courantes</b>	<b>31 897</b>	
- Impôts sur les sociétés	28 097	
- Contribution à la solidarité	3 800	
<b>III - DEDUCTIONS FISCALES</b>		<b>49 907</b>
<b>1- Courantes</b>		<b>49 907</b>
- Produits des titres de participations et placement		40 182
- Reprise de provisions		9 726
<b>2- Non courantes</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>125 846</b>	<b>49 907</b>
<b>IV - RESULTAT BRUT FISCAL</b>		
. Bénéfice brut si T1 > T2 (A)	75 938	
. Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
<b>V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)</b>		
. Exercice n-4		
. Exercice n-3		
. Exercice n-2		
. Exercice n-1		
<b>VI - RESULTAT NET FISCAL</b>		
. Bénéfice net fiscal (A - C)	75 938	
OU		
. Déficit net fiscal (B)		
<b>VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES</b>		
<b>VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER</b>		
. Exercice n-4		
. Exercice n-3		
. Exercice n-2		
. Exercice n-1		
(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)		
. Exercice n-1		

31/12/2021

I.DETERMINATION DU RESULTAT	31/12/2021
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -)	121 833
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	4 012
. Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	49 907
. Résultat courant théoriquement imposable (=)	75 938
. Impôt théorique sur résultat courant (-)	28 097
. Résultat courant après impôts (=)	93 736
II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES	
<b>NEANT</b>	

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
Pour Identification

**ETAT B34****DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE AU 31/12/2021**

NATURE	Solde au début de l'exercice (1)	Opération comptables de l'exercice (2)	Déclarations de TVA de l'exercice (3)	Solde Fin d'exercice (4=1+2-3)
<b><u>A- TVA collectée</u></b>	53 493	168 997	159 608	62 882
<b><u>B- TVA à récupérer</u></b>	6 600	16 549	21 138	2 010
Sur charges	4 873	13 709	17 067	1 515
Sur immobilisations	1 727	2 839	4 071	495
<b><u>C- TVA due ou crédit de TVA (A-B)</u></b>	46 893	152 449	138 470	60 872

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

**ETAT B35**

**PASSIFS EVENTUELS**

"Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2018 à 2021 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives aux dits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision."

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

**ETAT C1**

**REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL**

31/12/2021

Montant du capital: **930 000 000**  
 Montant du capital social souscrit et non appelé **0**  
 Valeur nominale des titres **100**

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %	Pourcentage des droits de vote détenu
		Exercice précédent	Exercice actuel		
<b>CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION</b>	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	9 299 994	9 299 994	100%	100%
<b>MR ABDELLATIF ZAGHNOUN</b>	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
<b>MME MERIAM MECHAHOURI</b>	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
<b>MR HAMID TAWFIKI</b>	PLACE MOULAY EL HASSAN TOUR EL MAMOUNIA RABAT	1	1	0%	0%
<b>MR NOUAMAN AL AISSAMI</b>	DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURS RABAT	1	1	0%	0%
<b>MR KHALID EL HATTAB</b>	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
<b>MME LATIFA ECHIHABI</b>	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
<b>TOTAL</b>		<b>9 300 000</b>	<b>9 300 000</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

**ETAT C2****AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE**

31/12/2021

	Montants		Montants
<b>A- Origine des résultats affectés</b>		<b>B- Affectation des résultats</b>	
Décision de l'AGO du 31/03/2021			
Report à nouveau	396	RESERVES LEGALES	4 590
Résultats nets en instance d'affectation	-	RESERVES FACULTATIVES	-
Résultat net de l'exercice	91 801	Dividendes	87 420
Prélèvements sur les bénéfices		RAN	187
Autres prélèvements			
Réserves facultatives			
<b>TOTAL A</b>	<b>92 197</b>	<b>TOTAL B</b>	<b>92 197</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

**ETAT C3****RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES**

31/12/2021

NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1	EXERCICE N-2
<b>CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES</b>	1 095 009	1 090 628	1 079 418
<b>OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE</b>			
1- Produit net bancaire	288 904	343 840	265 792
2- Résultat Avant impôts	118 033	136 146	107 119
3- Impôts sur les résultats	28 097	44 346	25 949
4- Bénéfices distribués	87 420	219 960	230 000
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	4 590	8 231	-
<b>RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)</b>			
Résultat net par action	10	10	10
Bénéfice distribué par action	9	24	29
<b>PERSONNEL</b>			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	70 479	67 638	66 135

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

**I. DATATION**

. Date de clôture (1)	31-déc.-2021
. Date d'établissement des états de synthèse (2)	23-mars-2022
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.	

**II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE**

Dates	Indications des événements
	<p>. Favorables</p> <p>. Défavorables</p> <p><b>NEANT</b></p>

**ETAT C6**  
**EFFECTIFS**

31/12/2021

(En nombre)

EFFECTIFS	31/12/2021	31/12/2020
Effectifs rémunérés	160	158
Effectifs utilisés	160	158
Effectifs équivalent plein temps	160	158
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires ( équivalent plein temps)	160	158
Cadres ( équivalent plein temps)	155	153
Employés ( équivalent plein temps)	5	5
dont effectifs employés à l'étranger		

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

**ETAT C7****TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS**

TITRES	Nombre de comptes	Montants en milliers de DH
	31/12/2021	31/12/2021
Titres dont l'établissement est dépositaire	544	116 654 044
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	3	2 543 429
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	62	65 127 422
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion		
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	479	48 983 192
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion		

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

**ETAT C8****RESEAU**

(En nombre)

RESEAU	31/12/2021	31/12/2020
Guichets permanents	1	1
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

**ETAT C9****COMPTES DE LA CLIENTELE**

(En nombre)

<b>COMPTES DE LA CLIENTELE</b>	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
<b>Comptes courants</b>	422	414
<b>Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger</b>		
<b>Autres comptes chèques</b>	1 981	1 980
<b>Comptes d'affacturage</b>		
<b>Comptes d'épargne</b>		
<b>Comptes à terme</b>	14	11
<b>Bons de Caisse</b>		
<b>Autres comptes de dépôts</b>	10	13
<b>TOTAL</b>	<b>2 427</b>	<b>2 418</b>

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
*Pour Identification*

**LISTE DES ETATS " NEANTS " :**

**A2 ETAT DES DEROGATIONS**

**A3 ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES**

**B7 CREANCES SUBORDONNEES**

**B8 IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE**

**B15 SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE**

**MAZARS AUDIT ET CONSEIL**  
*Pour Identification*

# **CDG CAPITAL S.A**

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021**

Aux Actionnaires de  
**CDG CAPITAL S.A**  
Rabat

## RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

### EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions des articles 56 à 59 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées par le président du Conseil d'Administration ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiquées avec les documents de base dont elles sont issues.

#### 1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2021

Le Président de votre Conseil d'Administration ne nous a donné avis d'aucune convention nouvelle conclue au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2021.

#### 2. CONVENTIONS CONCLUES LORS DES EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE 2021

##### 2.1. Avenant n° 2 à la convention de mise à disposition de bureaux conclue entre CDG Capital et CDG Capital Gestion

**Partie concernée** : CDG Capital en tant que principal actionnaire (maison mère).

**Nature et objet du contrat** : Mise à disposition d'espace de bureaux pour une superficie globale de 80,72 m<sup>2</sup> au profit de CDG Capital Gestion dans l'annexe située à Casablanca, moyennant un loyer mensuel de MAD 15.711,34 HT, auquel s'ajoute une quote-part dans les charges communes fixée à 18% des frais suivants : prime d'assurance multirisque, prestations d'entretien et de réparation et prestations de maintenance et de nettoyage.

**Date de signature du contrat** : 22 juillet 2020

**Produits comptabilisés en 2021 (HT)** : 230 KMAD

**Montant TTC encaissé en 2021** : 359 KMAD

**Solde créance TTC au 31/12/2021** : Néant.

## **2.2 Contrat d'aménagement d'un site de repli utilisateurs avec CDG Capital Gestion et CDG Capital Bourse.**

**Personne concernée** : CDG Capital en tant que principal actionnaire (maison mère).

**Nature et objet du contrat** : réalisation d'un site de repli pour 18 utilisateurs et une salle informatique pour les besoins des deux filiales pour mutualiser les équipements. Les coûts d'investissement et de fonctionnement (loyers et charges locatives, consommation eau et électricité, facility management, taxes locales) liés sont refacturés par CDG Capital à l'identique selon les clefs de répartition suivantes :

- Les dépenses d'investissements liés au site sont réparties à égalité entre les deux filiales ;
- Les dépenses de fonctionnement sont réparties à raison de 55% pour CDG Capital Gestion et 45% pour CDG Capital Bourse.

**Date de signature du contrat** : 01/07/2019

**Produits comptabilisés en 2021 (HT)** : 177 KMAD

**Montant TTC encaissé en 2021** : 462 KMAD

**Solde créance TTC au 31/12/2021** : 433 KMAD.

## **2.3 Convention relative à la mise en place de la solution BRS ANALYTICS pour la gestion des risques financiers du Groupe CDG.**

**Personne concernée** : CDG

**Nature et objet du contrat** : modalités de mise en place de la solution Risque au niveau de CDG (EP), CDG Capital et FINEA.

**Date de signature du contrat** : 10/10/2019

**Charge comptabilisée en 2021 (HT)** : 112 KMAD

**Montant TTC décaissé en 2021** : 134 KMAD

**Solde dette TTC au 31/12/2021** : Néant.

## **2.4 Convention relative à la mise en place de la solution de gestion dématérialisée des supports des instances de gouvernance du Groupe CDG**

**Partie concernée** : CDG et M. Abdellatif ZAGHNOUN

**Nature et objet de la convention** : Convention de mise en place de solution "DILITRUST EXEC" pour la gestion dématérialisée des supports des instances de gouvernance du groupe CDG, conclue entre CDG, CDG Capital, Compagnie Générale Immobilière (CGI), CDG Développement, Madaef et Medz , moyennant un coût annuel de 59.827 Euros (soit la contrevaieur de 688 KMAD), dont 8.252 Euros (soit la contrevaieur de 91 KMAD) représentant la quote-part de CDG Capital.

**Date de conclusion de la convention** : 26 février 2018

**Charge HT comptabilisée en 2021** : 91 KMAD

**Somme TTC décaissée en 2021** : 91 KMAD

**Solde dette TTC au 31/12/2021** : Néant.

## **2.5 Convention d'avance en compte courant entre CDG Capital et CDG Capital Real Estate**

**Personne concernée** : CDG Capital en tant que principal actionnaire (maison mère).

**Nature et objet de la convention** : Convention de mise en place d'une avance en compte courant d'associé par CDG Capital au profit de CDG Capital Real Estate destinée au reprofilage de la dette globale de cette dernière envers CDG Capital et dont le solde au 31 décembre 2016, intérêts courus compris, s'élève à 23 371 KMAD. Cette avance est accordée pour une durée d'une année, renouvelable par tacite reconduction au taux d'intérêt fiscal en vigueur, soit 2,21% pour 2017 et 2,22% en 2018.

**Date de conclusion de la convention** : 30 décembre 2016 prenant effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017

**Produits comptabilisés au titre de l'exercice 2021** : Néant

**Sommes TTC encaissées en 2021** : Néant

**Solde créance TTC au 31/12/2021** : 22 871 KMAD.

## **2.6 Convention d'assistance pour la gestion des fonds de la CNRA**

**Partie concernée** : CDG

**Date de conclusion de la convention** : Convention conclue en date du 31 mars 2006, ayant fait l'objet, depuis, de quatre avenants intervenus respectivement le 27 novembre 2006, le 1<sup>er</sup> septembre 2008, le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et le 18 juillet 2012.

**Modalités de rémunération** : Mise en application de nouvelles conditions tarifaires applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014 comme suit :

- Une commission fixe de gestion financière fixée à 0,05% TTC par an, appliquée à l'encours global de l'actif moyen valorisé de chaque portefeuille de la CNRA ou de chaque portefeuille de tiers dont la gestion des ressources est dévolue à la CNRA.  
Cette commission est facturée trimestriellement.
- Une commission variable (performance fées) facturée au terme de chaque exercice, appliquée à l'écart de performance suivant les taux suivants :
  - o 15% si la performance absolue cumulée du portefeuille est positive ;
  - o 8% si la performance cumulée est négative.

Le paiement de la commission variable est plafonné à 0,034% TTC de l'Actif Moyen de la période consommée pour chaque portefeuille de la CNRA ou chaque portefeuille de tiers dont la gestion des ressources est dévolue à la CNRA soit un ratio par rapport aux commissions fixes de maximum 66%. L'écart de performance désigne la différence entre la performance de l'actif adossé au benchmark et la performance du benchmark. Il est constaté en cumulé sur une période de 4 ans, de manière à ce qu'il soit incrémenté / décrétementé chaque année par la surperformance / la sous-performance réalisée.

**Produits comptabilisés au cours de l'exercice (HT) :** 11 583 KMAD

**Sommes encaissées TTC en 2021 :** 16 396 KMAD

**Solde créance TTC au 31/12/2021 :** 27 708 KMAD.

## **2.7 Convention d'assistance pour la conservation des actifs de la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) et de sa clientèle**

**Partie concernée :** CDG en tant que principal actionnaire (maison mère)

**Objet de la convention :** Convention d'assistance pour la conservation des actifs de la CDG et de sa clientèle

**Date de conclusion de la convention :** 31 mars 2006

**Conditions de rémunération :** En contrepartie de sa prestation, CDG Capital perçoit des commissions facturées mensuellement suivant les modalités ci-après :

- Avoirs propres de la CDG : 0,012% HT applicable aux avoirs de fin de mois.
- Avoirs de la clientèle CDG : 90% HT des frais facturés par la CDG à ses clients.

**Produits comptabilisés au cours de l'exercice (HT) :** 31 280 KMAD

**Sommes encaissées en 2021 (TTC) :** 63 905 KMAD

**Solde créance TTC au 31/12/2021 :** 15 940 KMAD

## **2.8 Mandat de gestion financière et patrimoniale conclu avec la CDG concernant le RCAR**

**Partie concernée :** CDG

**Objet de la convention :** la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) mandate CDG Capital pour la gestion financière et patrimoniale du fonds RCAR (Régime Collectif d'Allocation des Retraites).

**Date de conclusion de la convention :** 15 juillet 2014

**Avenant n°1 conclu le 5 décembre 2019 :** modification de certains éléments de la tarification appliquée au titre du mandat et précision que tout amendement y afférents devra nécessairement résulter d'un avenant au mandat signé par les parties

**Modalités de rémunération :** La rémunération de CDG Capital est fixée comme suit :

- Une commission fixe de gestion financière fixée à 0,06% HT par an, appliquée à l'encours global de l'actif moyen valorisé et calculée trimestriellement. Cette commission est facturée trimestriellement.
- Une commission variable (performance fees) facturée au terme de chaque exercice, appliquée à l'écart de performance suivant les taux suivants :
  - o 15% si la performance absolue cumulée du portefeuille est positive ;
  - o 8% si la performance cumulée est négative.

Le paiement de la commission variable est plafonné à 0,04% HT de l'Actif Moyen de la période consommée, soit un ratio par rapport aux commissions fixes de maximum 66%.

L'écart de performance désigne la différence entre la performance de l'actif adossé au benchmark et la performance du benchmark. Il est constaté en cumulé sur une période de 4 ans, de manière à ce qu'il soit incrémenté / décrétementé chaque année par la surperformance / la sous-performance réalisée.

**Produits comptabilisés au cours de l'exercice (HT) :** 57 066 KMAD

**Sommes encaissées TTC en 2021 :** 88 969 KMAD

**Solde créance TTC au 31/12/2021 :** 179 927 KMAD

## 2.9 Convention d'assistance pour la gestion de la trésorerie de la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG)

**Partie concernée :** CDG en tant que principal actionnaire (maison mère)

**Date de conclusion de la convention :** 31 mars 2006

**Objet de la convention :** Convention d'assistance pour la gestion de la trésorerie de la CDG.

**Modalités de rémunération :** La commission de gestion due à CDG Capital au titre de la convention est fixée à 0,10% HT annuel de la moyenne quotidienne de la position nette de trésorerie. Cette prestation est facturée trimestriellement.

**Produits comptabilisés au cours de l'exercice (HT) :** 2 055 KMAD

**Sommes encaissées TTC en 2021 :** 1 840 KMAD

**Solde créance TTC au 31/12/2021 :** 2 260 KMAD

Casablanca, le 25 mars 2022

## Les Commissaires aux Comptes

### DELOITTE AUDIT

  
DELOITTE AUDIT  
Bd Sidi Mohammed Benabdellah  
Bâtiment "C", Ivoire 3, La Marina  
Casablanca  
Tél: 0523 22 40 25 / 05 32 22 47 34  
Fax: 05 22 22 40 18 / 47 59

**Sakina Bensouda-Korachi**  
Associée

### MAZARS AUDIT ET CONSEIL

  
MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
101, Boulevard Abdelmoumen  
20360 Casablanca  
Tél. : 05/22 42 34 25  
Fax : 05 22 42 34 00

**Taha Ferdaous**  
Associé

ÉTAT DES HONORAIRES VERSÉS AUX CONTRÔLEURS DE COMPTES AU

31/12/2021

En milliers de dirhams

	Mazars						Deloitte						TOTAL
	Montant / Année			Pourcentage / Année*			Montant / Année			Pourcentage / Année*			
	2021	2020	2019	2021	2020	2019	2021	2020	2019	2021	2020	2019	
<b>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés</b>	<b>292</b>	<b>380</b>	<b>387</b>	<b>100%</b>	<b>95%</b>	<b>95%</b>	<b>228</b>	<b>240</b>	<b>250</b>	<b>100%</b>	<b>92%</b>	<b>93%</b>	<b>1 777</b>
-Emetteur	252	260	267	86%	65%	66%	228	240	250	100%	92%	93%	1 497
-Filiales	40	120	120	14%	30%	29%	-	-	-	0%	0%	0%	280
<b>Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes</b>	<b>-</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>0%</b>	<b>5%</b>	<b>5%</b>	<b>-</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>0%</b>	<b>8%</b>	<b>7%</b>	<b>80</b>
-Emetteur	-	20	20	0%	5%	5%	-	20	20	0%	8%	7%	80
-Filiales	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%	-
<b>Sous total</b>	<b>292</b>	<b>400</b>	<b>407</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>228</b>	<b>260</b>	<b>270</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1 857</b>
<b>Autres prestations rendues</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>-</b>
Autres	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%	-
<b>Sous total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>292</b>	<b>400</b>	<b>407</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>228</b>	<b>260</b>	<b>270</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1 857</b>

\* Part de chaque ligne dans le total de l'année concernée

# Rapport ESG

## 2021

**CDG CAPITAL**

# SOMMAIRE

<b>À PROPOS DE CE RAPPORT</b>	<b>3</b>
<b>MOT DE L'ADMINISTRATEUR DIRECTEUR GÉNÉRAL</b>	<b>4</b>
<b>UNE POLITIQUE RSE ALIGNÉE À L'ADN DE CDG CAPITAL</b>	<b>5</b>
<b>UNE POLITIQUE RSE AU CŒUR DE NOTRE STRATÉGIE</b>	<b>7</b>
<b>Une démarche participative et collaborative</b>	<b>7</b>
<b>15 enjeux pour porter notre politique RSE</b>	<b>9</b>
<b>Evaluation de notre maturité RSE</b>	<b>10</b>
<b>Dialogue avec les parties prenantes</b>	<b>11</b>
<b>NOTRE MODÈLE DE FINANCEMENT DURABLE</b>	<b>13</b>
<b>Soutenir les initiatives nationales de développement</b>	<b>13</b>
<b>S'engager dans la lutte contre le changement climatique</b>	<b>16</b>
<b>Tenir compte des Critères ESG dans nos processus décisionnels</b>	<b>18</b>
<b>UNE CONDUITE EXEMPLAIRE DE NOS AFFAIRES</b>	<b>20</b>
<b>Consolider notre gouvernance</b>	<b>20</b>
<b>Garantir la loyauté de nos pratiques au quotidien</b>	<b>23</b>
<b>Une posture de communication responsable</b>	<b>29</b>
<b>Préserver la confiance de nos clients</b>	<b>30</b>
<b>DES COLLABORATEURS AU CŒUR DE NOTRE DÉMARCHE</b>	<b>32</b>
<b>Notre profil humain</b>	<b>32</b>
<b>Favoriser un dialogue social de qualité</b>	<b>34</b>
<b>Asseoir notre politique de rémunération et d'évolution sur des principes équitables</b>	<b>37</b>
<b>S'engager en faveur de la diversité et de l'égalité des chances</b>	<b>38</b>
<b>Offrir un environnement de travail favorable à la santé et à l'équilibre</b>	<b>43</b>
<b>Valoriser les potentialités et développer les talents</b>	<b>46</b>
<b>PRÉSERVATION DE NOTRE ENVIRONNEMENT ET SOUTIEN DE NOS COMMUNAUTÉS</b>	<b>49</b>
<b>Mesurer et alléger notre empreinte environnementale</b>	<b>49</b>
<b>S'engager pour nos communautés locales</b>	<b>54</b>
<b>CONTACTS</b>	<b>55</b>

# A propos de ce rapport

## Méthodologie de reporting

Ce rapport a été structuré autour de nos enjeux de responsabilité sociétale, issus de notre étude de matérialité. L'ensemble des fonctions concernées ont été consultées lors de la phase de collecte d'informations. Les informations ont été validées par la Direction Générale.

Les informations collectées sont relatives à nos enjeux matériels et aux informations requises par l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux dans sa circulaire n° 03/19 du 20 février 2019 relative aux opérations et informations financières, qui s'applique à CDG Capital en tant qu'organisme faisant appel public à l'épargne. Le contenu de ce rapport a été construit dans une quête d'exhaustivité et de transparence dans la limite des informations disponibles.

Notre exercice de matérialité s'est attaché à tenir compte de la norme ISO 26000 et des objectifs de développement durable de l'ONU.

Au-delà des indicateurs quantitatifs, nous nous sommes attelés à mettre en exergue les actions emblématiques de ces trois dernières années, permettant de répondre à nos engagements RSE.

## Périmètre de reporting et de consolidation des données

Ce reporting couvre la période 2019-2021 pour le périmètre consolidé de CDG Capital et ses deux filiales détenues à 100% : CDG Capital Bourse et CDG Capital Gestion.

# Mot de l'Administrateur Directeur Général

Goethe disait « Quoi que tu rêves d'entreprendre, commence-le. L'audace a du génie, du pouvoir, de la magie » ; et c'est bien de cette audace et de cette magie dont nous avons besoin, aujourd'hui, pour affronter nos défis qui ont été mis en exergue par la crise de la covid 19. Une crise aux multiples visages, avec ses nuances et ses incertitudes, mais à l'impact certain sur la façon dont nous devons, en tant qu'entreprise responsable, honorer nos engagements économiques, sociaux et environnementaux.

Dans ce contexte de fortes incertitudes, les relations de confiance réciproques sont essentielles à notre durabilité. Aussi, nous continuons à travailler consciencieusement à les préserver et à les renforcer pour remplir responsablement notre rôle de knowledge-bank, créatrice de valeur, et soucieuse de son impact sur son écosystème. Un impact que nous voulons positif sur l'ensemble de nos parties prenantes, et pour lesquelles nous nous sommes engagés cette année avec encore plus d'inclusion, de diversité, d'équité et d'éthique.

C'est aussi pour assurer la qualité de cet impact que nous travaillons activement à mieux affronter l'incertitude et à mieux traiter la complexité, en nous inscrivant dans un projet de transformation multi-dimensionnelle, aussi bien business, digitale, opérationnelle que culturelle. Ainsi, nos valeurs d'excellence, de citoyenneté et de responsabilité, prennent aujourd'hui tout leur sens dans un contexte de mutations exceptionnelles.

Nous nous préparons à relever nos défis en scrutant continuellement les problèmes de durabilité à long terme, avec une flexibilité et une agilité existentielle. C'est donc avec une conscience, chaque jour plus aigüe, et une attention encore plus particulière, que nous œuvrons à nous réinventer sans cesse pour explorer le champ des possibles et prendre part à l'émergence de solutions innovantes.

Ces solutions, nous les traduisons aussi à travers nos engagements RSE que nous vous invitons à découvrir et à voir grandir chaque année. Ainsi, en parcourant ce rapport, vous pourrez passer en revue nos enjeux RSE, les actions qui en découlent, ainsi que notre performance extra-financière pour l'année 2021.

Vous en souhaitant bonne lecture !

# Une politique RSE alignée à l'ADN de CDG Capital

Créée en 2006, CDG Capital est issue de la consolidation de l'ensemble des lignes métiers dédiées aux marchés financiers au sein du Groupe CDG.

Depuis, CDG Capital a su développer une expertise métier reconnue, au service d'une clientèle institutionnelle, d'entreprises privées et appartenant au secteur public. Elle se positionne aujourd'hui comme un acteur majeur du secteur bancaire marocain.

Pour répondre au mieux aux besoins de nos clients, nous adoptons une approche collaborative, en nous imposant une rigueur dans notre exécution et dans le traitement des dossiers. Notre objectif est de proposer des solutions sur mesure basées sur des connaissances pointues et une expérience confirmée dans de nombreux domaines de financements spécialisés.

Aujourd'hui, la banque est à même :

1. d'offrir des expertises affirmées en ingénierie financière, de développer une capacité de financement, d'investissement et de distribution utile aux acteurs publics et privés ;
2. d'offrir des solutions d'investissement performantes (en termes d'optimisation du couple risque / rendement) et efficaces (en termes d'exécution et de services), adaptées aux attentes, aux contraintes et à l'appétence au risque de nos clients ;
3. de canaliser et mobiliser l'épargne nationale et d'en assurer une gestion responsable et efficace, à la hauteur des enjeux de l'épargne longue ;
4. de participer au développement du marché de capitaux et de son infrastructure en s'inscrivant dans le cadre d'un partenariat proactif avec les autorités économiques et financières.

## Nos filiales :

- CDG Capital Bourse : société d'intermédiation boursière, détenue à 100%
- CDG Capital Gestion : société de gestion d'actifs, détenue à 100%

## Notre ambition : Servir le développement durable de l'économie nationale

CDG CAPITAL contribue au financement durable de l'économie et à la gestion financière responsable de l'épargne au service du développement national.

Grâce à des expertises sans cesse aiguisées et bien ancrées dans l'espace des marchés de Capitaux, CDG Capital accompagne ses clients et ses partenaires dans la réalisation de leurs projets et de leurs ambitions en leur proposant des solutions innovantes en matière de financement et d'investissement.

## Des valeurs au cœur de notre culture d'entreprise et piliers de la politique RSE

Nos valeurs guident nos actions et nos interactions au quotidien. A travers des engagements explicites vis-à-vis des parties prenantes, elles portent et supportent le déploiement de notre politique RSE.



**Excellence** : C'est notre philosophie partagée. C'est être en permanence dans une démarche consciente d'apprentissage, de développement et du goût du travail bien fait. Viser l'excellence, c'est élever les standards, innover, sortir de notre zone de confort et chercher à développer continuellement nos compétences pour avoir un impact positif et durable.



**Citoyenneté** : C'est viser l'intérêt collectif, au sein de nos équipes et de notre Groupe, au service de nos écosystèmes et notre pays. Vivre en citoyen, c'est considérer inconditionnellement l'Autre, être et agir en synergie en prônant l'altérité et l'inclusion de l'Autre.



**Responsabilité** : C'est établir un repère d'exemplarité, au nom du Groupe, pour permettre à tous d'agir avec lucidité et discernement et d'aller de l'avant en confiance. Se comporter de façon responsable, c'est faire des choix assumés, agir avec engagement et discernement afin de pérenniser le cercle vertueux du développement durable.

# Une politique RSE au cœur de notre stratégie

## Une démarche participative et collaborative

Portée au plus haut niveau de notre management, notre politique RSE traduit notre ambition en matière de développement durable.

Construite sur une approche participative et collaborative, intégrant les attentes de l'ensemble de nos parties prenantes internes et externes, cette politique est le fruit d'une analyse de matérialité qui a fait ressortir 15 enjeux prioritaires. Des enjeux qui viennent nourrir notre stratégie globale dans une interdépendance, et qui nous permettront de faire converger modèle de financement et durabilité.

Tout au long du processus de définition de notre politique RSE, nous avons intégré la norme ISO 26000 comme cadre de référence, et avons pris soin de questionner notre contribution à l'atteinte des 17 Objectifs de Développement Durable de l'ONU.

Nous avons également identifié les parties prenantes, avec lesquelles nous entretenons une relation étroite, et que nous avons consulté lors de la sélection de nos enjeux RSE.

Les enjeux proposés, résultaient d'un croisement réalisé entre les éléments d'un benchmark national et international, d'une revue documentaire, des questions centrales de la norme ISO 26000, et d'un diagnostic réalisé par un tiers expert.

C'est ainsi, qu'en interne, nous avons lancé une large consultation en ligne auprès de l'ensemble de nos collaborateurs et qu'une grande partie de nos responsables a été invitée à s'exprimer sur l'importance de ces enjeux au regard de notre stratégie et du niveau d'impact sur notre performance économique, environnementale et sociale. Parallèlement, nos parties prenantes externes, fournisseurs, clients, partenaires, experts, représentants de la société civile, ainsi que notre actionnaire la CDG, ont également répondu présents à notre sollicitation.

La matrice de matérialité, ci-dessous, vient hiérarchiser les 15 enjeux économiques, financiers, sociétaux et environnementaux retenus au regard de l'ambition de la banque et des attentes de nos principales parties prenantes.

## Matrice de matérialité

Attentes des parties prenantes	- Contribution au développement régional	- Équité et limitation de la précarité de l'emploi	- Bonne gouvernance - Respect des critères ESG et Genre - Dialogue social	- Développement des compétences - Gestion des risques - Santé, sécurité et qualité de vie - Contribution au développement national - Rémunération équitable
	- Évaluation responsable	- Dialogue avec les parties prenantes - Relation client digitale - Parité dans les instances décisionnelles	- Financement économie bas carbone - Diversité et inclusion - Communication transparente	- Éthique et déontologie - Relation client responsable
		- Engagement sociétal structuré - Engagement sociétal des collaborateurs	- Promotion de la RSE - Impact environnemental interne - Achats responsables - Offre responsable	
				Importance pour CDG Capital

Bien que n'apparaissant pas sur la matrice de matérialité en tant qu'enjeux prioritaires pour les deux parties, nous avons décidé de retenir 3 thématiques supplémentaires :

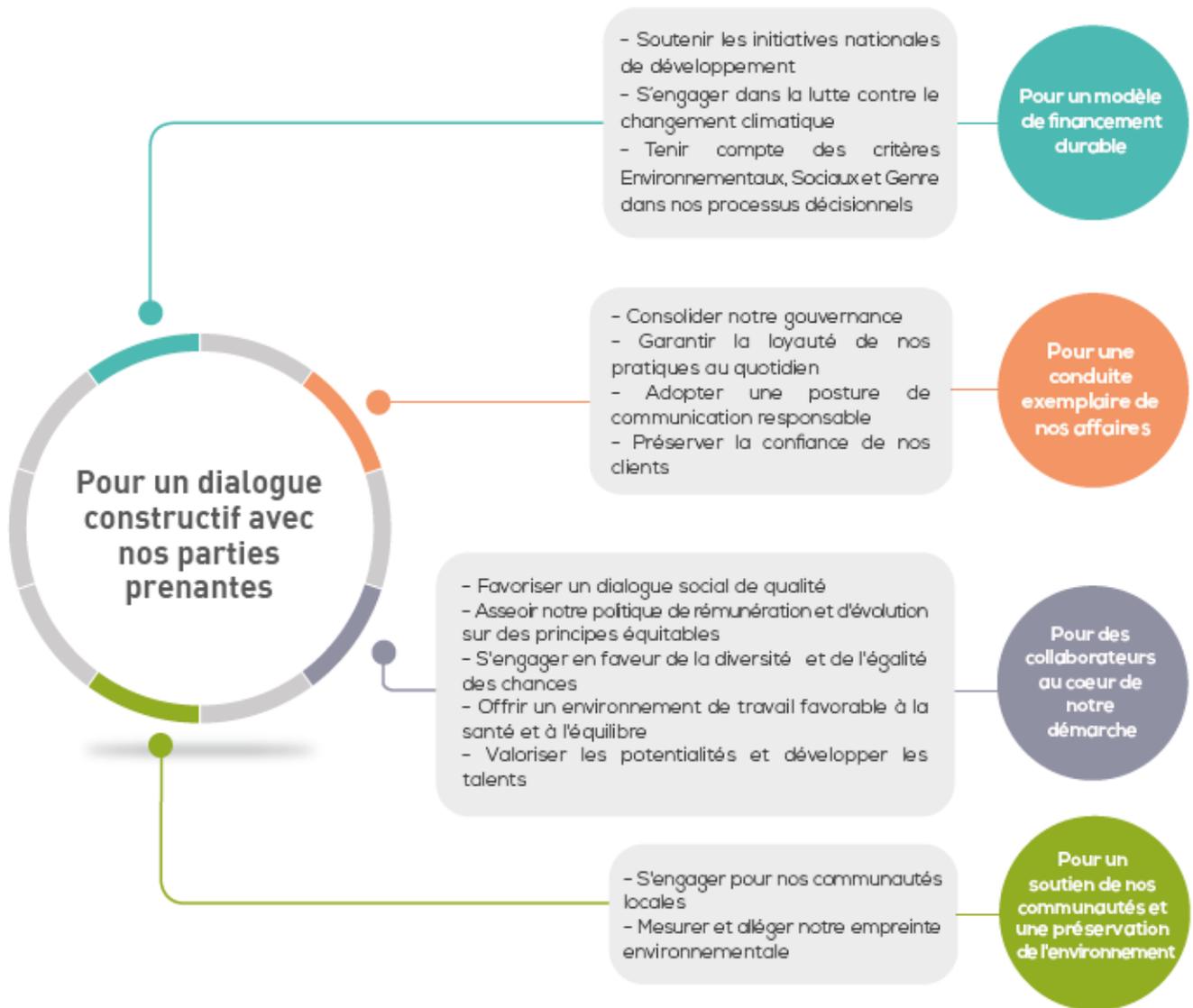
- Le dialogue avec les parties prenantes, qui constitue le socle de toute stratégie RSE ;
- L'impact environnemental interne, dont il nous paraît important de nous soucier dans un contexte de changement climatique ;
- L'engagement sociétal, qui relève de la solidarité dont toute entreprise citoyenne doit faire preuve.

Enfin, nous avons également pris le parti de regrouper des enjeux présentant des synergies :

- Contribution au développement régional et Contribution au développement national ;
- Évaluation responsable et Rémunération équitable ;
- Relation client digitale et Relation client responsable ;
- Gestion des risques et Respect des critères ESG & Genre.

# 15 engagements pour porter notre politique RSE

Notre analyse de matérialité a permis de prioriser 15 engagements s'articulant en 4 grands axes, soutenus par un enjeu transversal :



## Evaluation de notre maturité RSE

Après avoir défini les grandes lignes de notre politique RSE en 2018, nous avons procédé au lancement, en juillet 2020, d'une mission d'évaluation de notre maturité RSE, que nous avons confiée au cabinet Vigeo-Eiris.

Cette mission a couvert CDG Capital ainsi que ses deux filiales CDG Capital Bourse et CDG Capital Gestion, et revêtait un objectif double. Dans un premier temps, il s'agissait d'identifier les forces et les faiblesses de notre dispositif RSE, ainsi que le niveau de maîtrise des enjeux y afférent, par rapport à notre secteur d'activité. Dans un second temps, nous souhaitons rendre compte de nos performances auprès de l'ensemble de nos parties prenantes.

L'audit mené par le cabinet Vigeo-Eiris s'est articulé autour de la norme ISO 26000, permettant ainsi d'orienter la démarche autour de 7 thématiques majeures : les Droits de l'Homme, les Relations et Conditions de Travail, l'Environnement, la Loyauté des Pratiques, les Questions relatives aux Consommateurs, les Communautés et le Développement local, et enfin la Gouvernance.

Cette évaluation repose également sur trois piliers majeurs : la pertinence des politiques (visibilité, d'exhaustivité et de portage), la cohérence de leur déploiement (processus, moyens et reporting) et l'efficacité des résultats (indicateurs et avis des parties prenantes).

Enfin, et pour compléter ce processus d'évaluation, le cabinet a réalisé une analyse documentaire approfondie, d'entretiens individuels avec le management et d'entretiens collectifs avec les collaborateurs et les délégués du personnel.

A l'issue de cette mission, chacune des trois entités auditées a obtenu une attestation de maturité RSE « ISO 26000 » avec un niveau « Avancé », le niveau le plus élevé de l'échelle de notation de l'agence internationale Vigeo-Eiris, leader du rating social.

Cette attestation vient ainsi récompenser les collaborateurs de CDG Capital, qui veillent au quotidien à créer de la valeur partagée. Elle conforte également CDG Capital dans sa position de Banque responsable et engagée dans le déploiement de sa politique RSE, la déclinaison effective des enjeux qui en découlent et la concrétisation de bon nombre de projets RSE.

« La RSE fait déjà partie intégrante de nos pratiques dans la conduite de nos affaires, en témoigne le niveau de maturité RSE avancé délivré par Vigeo en 2021 à CDG Capital et ses filiales. En alignement avec nos 3 valeurs, l'excellence, la citoyenneté, et la responsabilité, CDG Capital poursuit le déploiement des actions prévues dans le Plan d'actions RSE afin de hisser la barre, encore plus haut ! »

**Fatine Dinia**

Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Pilotage et Finance

## Dialogue avec les parties prenantes

Dans le cadre de notre politique RSE, nous avons à cœur de préserver un dialogue constructif avec l'ensemble de nos parties prenantes.

Il est, en effet, primordial de préserver la fluidité de nos échanges avec nos différents interlocuteurs et d'assurer la disponibilité de nos équipes pour répondre à leurs besoins.

Aussi pour maintenir un dialogue continu avec ses parties prenantes, CDG Capital adopte une communication renforcée, et ce notamment grâce à des outils technologiques adaptés.

CDG Capital est ainsi en mesure de respecter ses engagements auprès de l'ensemble de ses partenaires, tout en maintenant un niveau de qualité élevé et en respectant les délais.

Type de partie prenante	Canaux de dialogue	Fréquence du dialogue
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Collaborateurs</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Communication interne</li> <li>▪ Intranet</li> <li>▪ Convention interne</li> <li>▪ Dialogue social</li> <li>▪ Entretiens annuels</li> <li>▪ Formations</li> <li>▪ Blog CDG Capital</li> <li>▪ Réseaux sociaux en particulier LinkedIn</li> <li>▪ Messages Audio du DG</li> <li>▪ Messages Audio du médecin du travail (Conseils)</li> <li>▪ Capsules vidéo</li> <li>▪ Guides</li> <li>▪ Flashs Covid</li> <li>▪ Affichage interne</li> <li>▪ Visioconférences</li> </ul>	Quotidienne, périodique et à la demande selon les canaux
<b>Clients &amp; Investisseurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Réseaux sociaux en particulier LinkedIn</li> <li>▪ Supports de communication institutionnelle</li> <li>▪ Publications</li> <li>▪ Enquêtes de satisfaction annuelles auprès des clients dans le cadre de la Certification de P2S</li> <li>▪ Conférences, séminaires et événements thématiques dédiés</li> <li>▪ Réunions et comités</li> <li>▪ Reportings sur les performances des produits de placement</li> <li>▪ Roadshows</li> <li>▪ Visioconférences</li> <li>▪ WEBINARS sur des thématiques d'actualité</li> <li>▪ Publications de l'Equipe Recherche &amp; Analyse</li> </ul>	En continu ou périodique selon les canaux

<b>Fournisseurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Contrats</li> <li>▪ Partenariats</li> <li>▪ Engagements de confidentialité</li> <li>▪ Visioconférences</li> </ul>	Hebdomadaire à mensuelle ou au besoin selon la nature de la prestation
<b>Actionnaire et administrateurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Réunions du Conseil d'Administration et des comités spécialisés</li> </ul>	Fréquence des réunions desdites instances précisée dans la charte de fonctionnement interne
<b>Société civile &amp; associations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Rencontres</li> <li>▪ Partenariats Projets</li> </ul>	Partenariat FME : régulière et périodique en fonction des programmes
<b>Media</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Rencontres one to one</li> <li>▪ Conférences</li> </ul>	Mensuelle
<b>Autorités de régulation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ateliers</li> <li>▪ Emails</li> <li>▪ Réunions</li> </ul>	En réponse aux exigences et requêtes des autorités de régulation et en fonction des sujets à traiter
<b>Organismes professionnels</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Commissions thématiques</li> <li>▪ Projets sectoriels</li> <li>▪ Reportings sur les risques</li> </ul>	De mensuelle ou trimestrielle à variable selon les canaux
<b>Bailleurs de fonds internationaux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Réseaux sociaux</li> <li>▪ Supports de communication institutionnelle</li> <li>▪ Conférences et séminaires</li> <li>▪ Événements thématiques dédiés</li> <li>▪ Partenariats &amp; Projets</li> </ul>	Périodique selon les besoins

« Notre politique RSE est en parfaite cohérence avec notre stratégie de développement et nos valeurs : Excellence, Citoyenneté et Responsabilité. Elle reflète notre volonté de créer de la valeur durablement tout en ayant un impact positif sur l'ensemble de nos parties prenantes.

Fortement convaincu de l'importance de la démarche, CDG Capital a pu traduire sa politique en 68 projets concrets, portés par une vision gagnant-gagnant qui permettra à terme à notre Groupe d'attirer les meilleurs profils, de consolider sa position auprès de ses clients, et d'assurer à l'actionnaire un rendement supérieur. »

### **Rachid Outariatte**

Directeur Général Adjoint en Charge de la Stratégie et du Développement

# Notre modèle de financement durable

« Façonner un avenir sobre en Carbone, créer une économie plus inclusive et plus solidaire, préserver davantage la nature sont les enjeux auxquels notre monde fait face.

A CDG Capital, nous pensons que cela est l'affaire de tous et que le capital joue un rôle catalyseur dans le changement. C'est pour cela que nous œuvrons pour le développement de la Finance Durable dans tous ses domaines d'application : Investissement Responsable, Finance Verte ou Finance Solidaire.

Notre obsession, en tant qu'acteur responsable, engagé et averti, est que les flux de capitaux aillent là où il faut pour se rapprocher des objectifs de développement durable et pour faire la différence en termes d'impact. Pour nous, la finance ne devrait être que durable. »

## **Ouafae Mriouah**

Directeur Général Délégué en charge des Pôles Investment Management et Capital Market Services

## Soutenir les initiatives nationales de développement

Le Maroc a adopté une Stratégie Nationale de Développement Durable ambitieuse, dotée de plans sectoriels dédiés à la création de valeur et au financement durable de notre économie.

Depuis plusieurs années déjà, nous avons pris la mesure du rôle du marché des capitaux comme pilier majeur du modèle de développement choisi par le Maroc, au sein duquel CDG Capital joue et continuera à jouer un rôle important.

En tant qu'acteur engagé, CDG Capital a accompagné plusieurs de ses clients dans leurs premières opérations sur les marchés, structuré des solutions sur mesure et souvent innovantes pour ceux ayant des problématiques complexes, introduit des modèles de gestion responsables alliant performance et gestion des risques.

Ce positionnement stratégique sur les marchés des capitaux offre aussi bien à nos clients, qu'au marché, une expertise pointue et un accompagnement empreint d'additionnalité pour toujours plus d'impact et de valeur ajoutée.

Ainsi, à travers sa banque d'affaires, CDG Capital structure des opérations financières et fournit des financements sous forme de prêts et de garanties dans les principaux secteurs suivants :

- Les infrastructures de base : notamment les ports, les voies ferrées, les aéroports, la production d'eau, la production d'électricité d'origine conventionnelle, la distribution d'eau et d'électricité, les infrastructures de communication, les réseaux routiers ;
- Les infrastructures urbaines : notamment les tramways, les bus, les infrastructures liées à la santé et à l'éducation ;
- L'économie verte : dont les solutions d'énergie renouvelable, les technologies d'énergie propre et de réduction de la consommation énergétique, les réseaux d'irrigation, la collecte et le traitement des eaux usées et déchets ;
- Le tissu productif : soit les entreprises de droit marocain, créatrices de valeur ajoutée et opérant dans les secteurs de l'agroalimentaire, l'industrie ou les activités liées aux infrastructures...

Ces services sont proposés aux opérateurs publics et institutionnels et aux entreprises privées qu'elles soient industrielles, de services ou dédiées à un projet.

## Accompagnement des régions

Dans le cadre de la régionalisation avancée, CDG capital accompagne cette dynamique à travers une offre globale du Groupe CDG en faveur du déploiement des Programmes de Développement Régional impliquant également d'autres filiales comme Novec et MedZ. Cette offre de services comprend toutes les expertises techniques et financières clés permettant d'adresser l'ensemble des besoins des régions.

Cet accompagnement comprend également une offre propre de structuration des montages juridico-financiers des projets et de recherche d'opérateurs en faveur des Agences Régionales d'Exécution des Projets (AREP) et des Sociétés de Développement Régional (SDR). Cette offre spécifique couvre toute la chaîne de valeur, de la réflexion en amont sur la stratégie de financement du plan de développement régional à la mobilisation du financement par la recherche d'opérateurs ou en dette, en passant par le schéma juridico-financier et la structuration du financement de projet.

## Investissement de l'Épargne Institutionnelle dans les secteurs clés de l'économie nationale

Ainsi, en tant que leader des métiers de la gestion d'actifs, CDG Capital est un des principaux investisseurs en dette publique. A travers ses fonds gérés, CDG Capital est un investisseur actif et significatif en bons du Trésor et autres instruments de dette auxquels l'Etat a recours.

Ces mêmes fonds sont également actifs sur la dette des établissements publics à travers des placements importants en dette obligataire émises par ces agences et offices de l'Etat, contribuant ainsi indirectement à l'effort de financement des infrastructures nationales.

Ainsi, CDG Capital participe régulièrement aux émissions de dette privée émises par les principaux Etablissements et Entreprises Publiques.

CDG Capital participe également au financement de l'économie nationale à travers l'investissement de l'épargne institutionnelle sur les marchés financiers, en Immobilier et en Private Equity :

- Prise de participation dans les sociétés cotées et non cotées permettant de financer leur développement, croissance et création d'emploi ... ;
- Financement de projets d'infrastructures et prise de participation dans des projets à dimension socioculturelle (ex. Universités privées).
- Investissements pour le compte de clients Institutionnels sur le marché d'immobilier professionnel, sur les zones offshores et sur les grands projets urbains. A ce titre, CDG Capital accompagne ainsi ses clients dans le déploiement de leur stratégie Immobilière en réalisant pour leur compte des acquisitions d'envergure sur des projets structurants qui permettent de promouvoir la destination Maroc tout en créant de des emplois direct et indirect.

## Un nouveau mécanisme de financement des PME

Animée par sa vocation de soutien à l'économie nationale et de promotion de modèles de financement durable, CDG Capital a enrichi son offre en l'élargissant au financement de PME dans le cadre d'écosystèmes de donneurs d'ordre de premier plan.

Consciente de l'importance de la relation donneur d'ordre-PME pour assurer la croissance et les emplois, CDG Capital a accompagné la conception, la structuration et la création du fonds de garantie Damane Tamayouz d'un acteur industriel, en partenariat avec Maghreb Titrisation. Ainsi, grâce à la mise en œuvre de la titrisation synthétique, l'objet est de couvrir le risque de contrepartie pris sur le portefeuille des entreprises de l'écosystème. Il s'agit d'un changement de paradigme qui facilite aux fournisseurs l'accès aux financement, grâce à une lecture risque différenciée, basée sur l'information fournie par le donneur d'ordre, par opposition à une lecture bilancielle simple.

A terme, ce nouveau mécanisme va permettre une véritable ouverture du marché des capitaux au profit des PME.

## S'engager dans la lutte contre le changement climatique

Les impacts du changement climatique sur la chaîne de valeur des entreprises sont nombreux, faisant de ce phénomène un défi majeur pour notre pays. A CDG Capital, nous sommes convaincus que nous avons un rôle crucial à jouer dans la lutte contre le réchauffement climatique, et que notre engagement en faveur d'une transition bas-carbone est nécessaire.

### Accréditation Green Climate Fund (GCF)

En 2017, CDG Capital a obtenu l'accréditation du GCF en tant qu'intermédiaire financier pour la mise en œuvre de financements verts. Grâce à cette accréditation, notre banque est habilitée par le GCF à lui présenter, en vue d'un co-financement ou co-investissement, des projets d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques en ligne avec la NDC (National Determined Contribution) du Maroc.

Afin de soutenir cet engagement et accompagner sa mise en œuvre, CDG Capital a assuré la tenue d'une formation sur les critères d'investissement du GCF à l'attention de ses collaborateurs et des membres du COMEX.

### Financement de la première station de dessalement d'eau de mer

Dans le cadre de notre contribution à la lutte contre le changement climatique, nous travaillons à développer et à proposer des instruments financiers pertinents. Nous veillons également à aligner notre intervention sur les secteurs prioritaires du pays : l'eau, l'énergie, la forêt, l'agriculture, les villes, le transport et la gestion des déchets solides.

En 2018, CDG Capital a participé, dans le cadre d'un partenariat public-privé, à la structuration et au financement de la première station de dessalement d'eau de mer au Maroc, mobilisant un montant de près de 4 milliards de dirhams.

Ce projet constitue un modèle à l'échelle nationale de projet d'adaptation au changement climatique. En effet, cette station va permettre d'assurer le service public de distribution d'eau potable dans une région à fort développement économique et social tout en stimulant l'emploi et l'approvisionnement local. Elle garantira également un apport constant en eaux d'irrigation assurant ainsi le maintien d'une activité agricole à forte valeur ajoutée.

Fin 2021, la station a procédé à des tests concluants en vue du lancement des opérations au début de l'année 2022.

## Cercles de réflexions autour du développement durable

CDG Capital participe activement à des cercles de réflexion autour de thématiques relatives au développement durable. En effet, CDG Capital a pris part à plusieurs initiatives organisées par des think tanks et des coalitions de premier rang, composés d'acteurs financiers engagés en faveur du climat et du développement durable.

## International Development Finance Club (IDFC)

L'International Development Finance Club (IDFC) est un réseau de 26 banques de développement nationales, régionales et bilatérales créé en 2011. La Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) en est membre fondateur et CDG Capital est l'un de ses Sherpas. Les membres du club travaillent activement à mettre en œuvre les Objectifs de Développement Durable (ODD) et les agendas de l'Accord de Paris, via la promotion des investissements de développement durable à travers le monde.

CDG Capital est consciente que les banques nationales de développement ont une position unique pour relever les défis de l'alignement sur les ODD du fait de leur ancrage local et de leur intérêt à encourager l'innovation et à investir dans des secteurs plus risqués.

En 2021, CDG Capital a participé au sein de l'IDFC au lancement d'une étude qui vise à concevoir un cadre conceptuel de mise en place des ODDs (objectifs de développement durable) au sein des institutions du club ainsi que les outils de cartographie et de mesure d'impact y afférents. Ainsi, au-delà de la mesure des volumes de financement des activités en lien avec les ODDs, il est important de tenir compte des besoins des bénéficiaires, mesurer concrètement l'impact et la contribution tout en minimisant les externalités négatives générées par les projets.

Durant la COP 26, CDG Capital s'est réuni aux côtés des autres membres de l'IDFC pour célébrer les 10 ans du club, une décennie d'engagements et de travail acharné pour aligner la finance sur l'accord de Paris et les ODD. Ces réalisations ont été retracées dans un rapport reprenant l'ensemble des actions collectives des membres tout en ouvrant de nouvelles perspectives au club.

## Tenir compte des Critères ESG dans nos processus décisionnels

Dans le cadre de l'étude des dossiers de financement GCF, la prise en compte des critères environnementaux et sociaux revêt une importance capitale. Aussi, et afin d'éviter, de réduire et dans certains cas compenser les effets négatifs des projets sur les populations et l'environnement, nous mettons constamment en œuvre les diligences qui s'imposent.

Ces dernières s'appuient sur un processus rigoureux d'évaluation des risques, de mesure et de suivi des impacts environnementaux et sociaux tout au long du cycle de vie du projet. Elles prennent également en considération l'approche genre dans le but d'assurer une meilleure équité socio-économique entre les hommes et les femmes au niveau des projets financés.

L'identification des risques environnementaux, sociaux et genre se fait en concertation avec le client, et induit la définition d'un plan d'actions correctif. Ces éléments font également l'objet d'une présentation au Comité de Crédit de la banque pour décision collégiale.

Durant l'étude du projet et pour accompagner l'identification des risques environnementaux, sociaux et genre, les collaborateurs impliqués bénéficient de formations dédiées : possibilité de faire appel à des expertises spécialisées internes (Direction Développement Durable) ou externes (assistance technique).

Enfin, un suivi rapproché est opéré par les équipes métiers lorsque l'impact environnemental et/ou social d'un financement de projet est jugé « modéré » à « élevé ». Ce contrôle est réalisé tout au long de la durée de vie du projet grâce à des rapports d'avancement fournis par le client.

## Circulaire Bank Al Maghrib

En mars 2021, la circulaire relative à l'intégration des risques environnementaux et des risques climatiques dans le processus de décision des banques voit le jour. Elle s'applique aux établissements de crédits, leurs filiales et entités contrôlées.

Pour bien identifier les actions de mise en conformité, CDG Capital participe au programme de travail, lancé par Bank Al Maghrib sur la gestion et la supervision des risques climatiques. Une série de webinaires techniques sont ainsi prévus sur les aspects liés à l'évaluation et la modélisation des risques climatiques courant 2022.

Cette circulaire couvre les éléments suivants :

- Identification des risques financiers liés au climat et à l'environnement au niveau du bilan, du financement, du placement, et de l'investissement ;
- Evaluation des risques encourus à court, moyen et long terme et estimer leurs impacts ;
- Inclusion des covenants liés à des exigences environnementales dans le cadre des projets et transactions et en assurer le suivi ;

- Mise en place un plan d'action pour atténuer les risques financiers liés au changement climatique et à l'environnement ;
- Estimation et contrôle de l'empreinte environnementale au niveau du portefeuille, titres ou autres actifs ;
- Adoption d'un programme de formations et de sensibilisation sur les enjeux climatiques et environnementaux au profit du top management et des collaborateurs ;
- Publication des pratiques et performances en matière de gestion des risques financiers liés à l'environnement ;
- Transmission à BAM de reporting périodiques.

## Formations Environnementales et Sociales

### Au profit des clients

Dans un objectif de sensibilisation de son écosystème et afin de renforcer son engagement envers ses partenaires, CDG Capital a organisé une journée de formation sur les enjeux des Risques Environnementaux et Sociaux (RES) au profit d'une partie de ses clients.

Ces derniers ont ainsi été sensibilisés sur l'importance de la prise en compte des risques environnementaux et sociaux dans les projets, sur les outils d'évaluation, de mesure et de suivi des RES, mais également sur la législation marocaine en termes d'environnement ainsi que sur les normes de performances internationales (SFI).

### Au profit des collaborateurs

Les métiers impliqués dans le cycle des projets finance climat bénéficient régulièrement de formations environnementales et sociales. Ces formations ont pour objectif de doter nos collaborateurs des connaissances nécessaires à l'identification, l'évaluation et la gestion adéquate des impacts environnementaux et sociaux, pendant le cycle de vie d'un projet, en tenant compte des exigences légales, des normes internationales et des meilleures pratiques industrielles.

Les équipes de CDG Capital en charge du Développement Durable ont pu bénéficier d'une formation sur l'Analyse des Risques Environnementaux et Sociaux (ARES) dispensée par l'UNEP-FI.

Réalisée par des professionnels et des experts des institutions membres de l'UNEP-FI, la formation ARES s'est déroulée sur une durée de trois semaines, et a couvert les domaines suivants : la Finance Durable, la classification des Risques, l'identification des Risques Environnementaux et Sociaux, leur évaluation, et leur gestion.

# Une conduite exemplaire de nos affaires

## Consolider notre gouvernance

Les meilleures pratiques internationales en termes de gouvernance insistent sur l'importance de l'indépendance du Conseil d'Administration et sur l'intégration de la RSE à l'ordre du jour des conseils et des comités spécialisés.

## Le Conseil d'Administration

### Administrateurs indépendants

Conformément aux critères retenus par la législation et la réglementation applicables aux sociétés anonymes et aux établissements de crédit, l'assemblée générale ordinaire de CDG Capital a nommé au sein de son Conseil d'Administration 2 administrateurs indépendants :

- **Monsieur Thierry Sciard**, en date du 2 décembre 2020 ;  
Riche d'une grande expérience internationale, Monsieur Sciard dispose d'une expertise éprouvée sur les différents compartiments des marchés de capitaux, de la Banque de Financement & d'Investissement et de la gestion d'actifs.
- **Madame Ghislane Guédira**, en date du 22 septembre 2021 ;  
Madame Guédira dispose d'une grande expertise dans le domaine de la Finance et de l'ingénierie financière, acquise au travers de ses trente années d'expériences à l'international mais également au sein de grands groupes nationaux.

### Composition du Conseil d'Administration

En 2021, le Conseil d'Administration, constitué désormais de neuf membres dont deux administrateurs indépendants s'est réuni quatre fois.

Tous les membres du Conseil d'Administration sont non exécutifs, hormis M. Hamid Tawfiki, Administrateur Directeur Général de CDG Capital.

Les administrateurs ne perçoivent aucune rémunération, à l'exception des administrateurs indépendants.

Le tableau ci-dessous présente le Conseil Administration plus en détail ainsi que les taux de participation aux réunions.

Membres du CA	Fonction	Type de partie prenante représentée	Dates de nomination et d'expiration du mandat	Nombre de mandats	Taux de présence effective
M. Abdellatif ZAGHOUN	Président du conseil	CDG Actionnaire	31/01/2015 à l'AGO 2026	3	4 sur 4
Mme Latifa ECHIHABI	Administrateur	CDG Actionnaire	25/09/2017 à l'AGO 2023	1	4 sur 4
CDG représentée par Monsieur Mustapha LAHBOUBI	Administrateur	CDG Actionnaire	20/02/2006 à l'AGO 2024	4	4 sur 4
M. Hamid TAWFIKI	Administrateur	CDG Capital	07/09/2010 à l'AGO 2026	3	4 sur 4
M. Nouaman AL AISSAMI	Administrateur	Ministère des Finances	20/12/2013 à l'AGO 2024	2	4 sur 4
M. Khalid EL HATTAB	Administrateur	CDG Actionnaire	25/09/2017 à l'AGO 2024	2	4 sur 4
M. Mohamed Amine FILALI	Administrateur	CDG Actionnaire	02/12/2019 au 14/09/2021	1	2 sur 4
Mme Meriam MECHAHOURI	Administrateur	CDG Actionnaire	22/09/2021 à l'AGO 2025	1	1 sur 4
Mme Ghislane GUEDIRA	Administrateur Indépendant	Administrateur Indépendant	22/09/2021 à l'AGO 2024	1	1 sur 4
M. Thierry SCIARD	Administrateur Indépendant	Administrateur Indépendant	02/12/2020 à AGO 2023	1	4 sur 4

Conformément aux critères retenus par la législation et la réglementation applicables aux sociétés anonymes et aux établissements de crédit, la nomination d'un troisième administrateur indépendant au sein de notre Conseil d'Administration est en cours.

Les réglementations en question sont :

- la loi sur les sociétés anonymes ;
- la loi relative aux établissements de crédit et organismes assimilés ;
- la circulaire de Bank Al-Maghrib n°4/W/2014 relative au contrôle Interne des établissements de crédit ;
- la directive de Bank Al-Maghrib n°1/W/2014 relative à la gouvernance au sein des établissements de crédit ;
- la circulaire de Bank Al-Maghrib n°5/W/16 relative à la désignation de membres ou d'administrateurs indépendants au sein de l'organe d'administration des établissements de crédit.

## Nos comités spécialisés

Notre Conseil d'Administration est appuyé par un dispositif de gouvernance porté par quatre comités spécialisés qui en émanent : le Comité d'Audit & de Conformité, le Comité des Risques, le Comité des Grands Risques et Stratégie, et le Comité de Nomination et de Rémunération.

Ces comités se complètent pour assurer le respect des normes et la gestion transparente des activités, permettant ainsi un pilotage équilibré et pertinent des sujets courants et des projets de transformation.

Comité des Risques	Comité de Nomination et de Rémunération « CNR »	Comité des Grands Risques et Stratégie « CGRS »	Comité d'Audit et de Conformité
M. Thierry SCIARD, Membre indépendant et Président du comité	M. Abdellatif ZAGHOUN, Président du comité	M. Hamid TAWFIKI, Président du comité	Mme Ghislane GUEDIRA, Membre indépendant et Président du comité
Mme Meriam MECHAHOURI, Membre		M. Mustapha LAHBOUBI, Membre	M. Khalid HATTAB, Membre
M. Mustapha LAHBOUBI, Membre	Mme Latifa ECHIHABI, Membre	Mme Meriam MECHAHOURI, Membre	Mme Meriam MECHAHOURI, Membre
Mme Ghislane GUEDIRA, Membre indépendant		Mme Ghislane GUEDIRA, Membre indépendant	M. Thierry SCIARD, Membre indépendant

## Représentation des femmes au Conseil d'Administration

Dans le cadre de notre politique Genre, CDG Capital a adopté une stratégie visant à assurer une représentation équilibrée des femmes au sein des instances dirigeantes.

Femmes au sein du Conseil d'Administration	Année	CA
	2019	1 sur 7
	2020	1 sur 8
	2021	<b>3 sur 9</b>

Aujourd'hui, notre Conseil d'Administration compte trois femmes parmi ses membres. Avec un quota de 1/3 de femmes administrateurs, nous sommes en conformité avec les exigences de la loi 19-20 sur la SA - publiée en juillet 2021 -, qui prévoit l'adoption d'un quota progressif d'équilibre de genre au sein des Conseil d'Administration des sociétés faisant appel public à l'épargne de 30% au bout de trois ans (2024) et 40% à horizon de six ans (2027).

## Autoévaluation du Conseil d'Administration

Le fonctionnement du Conseil d'Administration a fait l'objet courant 2021 d'une auto-évaluation, notamment au sujet de thématiques économiques, environnementales et sociales.

Cet exercice a permis de faire un constat sur les forces et les axes d'améliorations. Un plan d'actions a été défini pour un meilleur fonctionnement du Conseil d'Administration.

## La RSE à l'ordre du jour du Conseil d'Administration

CDG Capital place les enjeux sociaux et environnementaux au cœur même des réflexions stratégiques de son Conseil d'Administration.

Depuis 2020, un point RSE annuel est intégré à l'ordre du jour du conseil d'administration de la banque au moins une fois par an. Ce rendez-vous a pour objet de sensibiliser l'ensemble des administrateurs aux enjeux RSE et de leur présenter les réalisations en la matière. Par ailleurs, des indicateurs de suivi sont remontés annuellement au conseil d'administration pour le tenir informé de l'état d'avancement des projets en cours, et de l'impact de leur déploiement sur les résultats et engagements de la banque.

## La rémunération des dirigeants

En 2021, la rémunération globale annuelle des dirigeants s'élève à **10.424.993,23 Dhs.**

## Garantir la loyauté de nos pratiques au quotidien

CDG Capital veille au respect des règles d'intégrité, de loyauté des affaires et de transparence. En effet, en tant que banque responsable et tiers de confiance, nous portons une attention particulière aux risques potentiels de conflits d'intérêts, de délits d'initiés et de blanchiment d'argent.

Nos équipes agissent quotidiennement dans le respect d'engagements éthiques et déontologiques, couvrant des sujets aussi importants que la protection des données personnelles de nos parties prenantes, l'obligation de confidentialité et de transparence, la lutte contre la corruption....

### La sélection de nos prestataires

Le processus Achat de CDG Capital est cadré par une politique d'achat qui garantit la transparence de sélection et l'égalité des chances à l'ensemble des acteurs du marché. Ce processus est porté par Direction des Achats et de la Logistique qui en garantit le respect.

Ainsi, toute société bien constituée peut demander à se faire référencer au niveau de notre base de données fournisseurs, et répondre à nos différents types de consultations :

- Appels d'offres : ouverts, restreints ou avec présélection
- Achat sur offres de prix ou devis contradictoires
- Concours
- Gré à gré ou "entente directe"

Les informations relatives aux différents appels à manifestation d'intérêt sont communiquées simultanément et sous le même format à l'ensemble des prestataires potentiels.

Les éventuels reports, modifications, et/ou tout autre complément d'information sont systématiquement communiqués à l'ensemble des entreprises ayant retiré le cahier des charges.

Les critères de sélection sont basés sur la conformité du dossier administratif, la qualité de l'offre technique, l'offre financière, et les séances de présentation quand cela est nécessaire.

A noter également que pour certains Appels d'Offres, et en raison du niveau de technicité et d'exigence métier, un critère supplémentaire peut également être pris en compte : le passage MPV (Minimum Viable Product). Cette étape d'évaluation technique nous permet d'intégrer une assurance complémentaire quant à la viabilité du produit et sa conformité aux besoins exprimés.

Enfin, et toujours dans une quête de transparence et d'équité, une fois le prestataire retenu et le procès-verbal de sélection validé, l'ensemble des soumissionnaires sont informés par lettre du choix final et des raisons ayant motivé notre décision.

## Digitalisation du Processus Achat

Consciente de l'intérêt et de la valeur qu'apporte les processus d'achat, CDG Capital, a mis en place dès 2013 une série de mesures pour automatiser et dématérialiser les processus depuis l'expression du besoin jusqu'au règlement.

- 2014 : Oracle APPO pour la gestion des achats et facturation ;
- 2015 : solution e-procurement pour la gestion des demandes d'achat ;
- 2018 : solution FA de Oracle pour la gestion des immobilisations ;
- 2022 : Portail achat "e-tendering" pour la gestion des appels d'offres et consultations.

La mise en place d'un portail achats pour CDG Capital, s'inscrit dans le cadre de la transformation digitale de la banque. Elle ambitionne d'augmenter l'expérience "Achat" au sein de l'écosystème de la banque et de répondre aux impératifs d'accélération de la vitesse de circulation de l'information et par-delà limiter l'asymétrie et les restrictions de la "data".

Ce portail achats a pour objectifs d'ancrer nos engagements découlant de notre responsabilité sociale et environnementale et d'améliorer l'excellence opérationnelle du processus Achat. Aussi, les principes fondateurs de notre règlement et politique achats se trouvent gratifiés et améliorés dans cette digitalisation de l'accès aux commandes CDG Capital.

Les gestionnaires de portefeuilles produits disposent de plusieurs fonctionnalités leur permettant de gérer de manière dématérialisé le cycle de gestion des appels d'offres depuis la publication des annonces jusqu'à l'adjudication et l'annonce des résultats.

## L'entrée en relation avec les clients

L'identification et la connaissance des clients ou (KYC) lors de l'entrée et tout au long de la relation, constitue l'un des piliers majeurs du dispositif LBC-FT permettant à CDG CAPITAL de s'engager dans des relations pérennes et responsables avec sa clientèle, dans le respect des obligations réglementaires en vigueur.

En effet, l'entrée en relation avec nos clients suit un processus d'identification et de vérification rigoureux, prenant en considération la liste d'exclusion d'activités (activités illégales, armement, ...) ; ainsi que la présence des personnes sur les listes de sanctions (lien direct ou indirect avec des organisations terroristes...). Ce processus est reconduit et mis à jour pour les clients existants ayant recours à de nouveaux services CDG Capital. Ceci concerne l'ensemble des lignes métiers.

## Dialogue avec les autorités de régulation

Dans le cadre de nos activités, nous sommes engagés à travailler au quotidien et en étroite collaboration avec les autorités de régulation.

En effet, le dialogue continu et permanent avec les autorités de tutelle et le GPBM aide CDG Capital à mieux appréhender et anticiper les évolutions réglementaires et certaines problématiques de la place.

CDG Capital est un partenaire dynamique et réactif des régulateurs. Ses collaborateurs échangent et communiquent régulièrement avec BAM, l'AMMC et la CNDP et participent activement aux chantiers et réunions de la place.

Enfin, les collaborateurs de la banque participent également, selon le métier exercé, activement aux différentes commissions du GPBM.

## Maîtrise des risques opérationnels

CDG CAPITAL dispose d'un dispositif de gestion de ses risques opérationnels se traduisant par la mise en place d'un dispositif organisationnel dédié, l'établissement de cartographie des risques opérationnels et le suivi des incidents remontés.

En se conformant à la politique de gestion des risques opérationnels et aux deux dispositifs de gestion des risques opérationnels et des incidents opérationnels déployés, la Direction Globale de Gestion des Risques via l'entité Risque opérationnel et PCA assure, le déploiement et la mise à jour de cartographies de risques opérationnels et la gestion des incidents opérationnels survenus au courant de l'année.

La gestion du risque opérationnel fait partie intégrante de la gestion des projets de la banque et de la mise en service de nouveau produit.

Enfin, la gestion de la continuité d'activité et la mise en condition opérationnels du dispositif est un objectif permanent de la structure.

## Un dispositif de contrôle en constante amélioration

L'année 2021 a été marquée par le rattachement de la Direction Contrôle Permanent à la Direction Générale, ce rattachement permet d'appuyer davantage son indépendance eu égard aux entités opérationnelles tel que préconisé au niveau de l'article 25 de la circulaire N°4/W/2014 de Bank Al Maghrib.

En sus, le plan de contrôle déroulé poursuit des orientations autour de trois axes stratégiques: l'amélioration continue des référentiels de contrôle, le renforcement de la couverture du dispositif de contrôle de premier et deuxième niveaux et son adaptation régulière aux évolutions de l'environnement (économique, opérationnel et réglementaire), ainsi que l'optimisation des moyens alloués à travers l'extension de la solution dédiée au contrôle permanent et la digitalisation des processus de contrôle.

La Direction Contrôle Permanent assure également le pilotage et le suivi des résultats du dispositif de contrôle des filiales de la Banque et veille à la promotion de la culture de gestion des risques et de contrôle au sein de la Banque et de ses filiales.

## Une fonction Audit Interne certifiée au Normes IIA

L'audit interne est une fonction indépendante qui donne l'assurance raisonnable à l'organe de gouvernance sur le gouvernement d'entreprise, la maîtrise des risques et le dispositif de contrôle.

La fonction Audit Interne est rattachée hiérarchiquement au Directeur Général et fonctionnellement au Président du Comité Audit et Conformité. Son responsable est secrétaire de ce Comité, qui se tient au moins 4 fois par an pour approuver les comptes et suivre les reporting de l'audit, de la conformité et du contrôle permanent.

Dès 2019, les process de l'audit interne ont été certifiés par l'IFACI comme étant conformes aux pratiques de l'audit interne. Cette certification traduit la mise en place de toutes les dispositions par l'audit interne de CDG Capital pour répondre aux exigences requises par le Référentiel Professionnel de l'audit interne et respecter ainsi la cadre de référence international des pratiques professionnelles de l'audit interne du Global Institute of Internal Auditors.

Le programme qualité de la direction comprend en plus des actions de certifications, des auto-évaluations régulières ainsi que des évaluations par la Direction de l'Audit de la maison mère, CDG.

## Éthique et déontologie

Organe vital de notre capital immatériel, la réputation de notre banque est au centre de nos préoccupations. A CDG Capital nous sommes convaincus que la construction et la protection de notre image sont intimement liés à notre capacité à susciter l'adhésion et à inspirer la confiance de l'ensemble de nos parties prenantes.

Pour ce faire, CDG Capital a adopté des règles éthiques et déontologiques qui régulent les comportements et actions de ses collaborateurs, avec pour objectif de protéger la réputation de la banque. Ce dispositif déontologique repose sur un certain nombre de politiques et de codes à respecter pour sauvegarder la croissance et le développement de notre activité

L'ensemble de ce dispositif fait l'objet d'une actualisation régulière, en fonction de l'évolution des activités de la banque et de son environnement.

### *Règles de bonne conduite*

Le Code de Déontologie et d'Ethique définit les règles de bonne conduite et de saine gouvernance des activités et métiers, devant être observés par les Collaborateurs dans le cadre de l'exercice de leurs activités.

### *Intégrité de marché*

CDG Capital précise les dispositions applicables en matière de prévention contre toutes pratiques portant atteinte à l'intégrité des marchés financiers, incluant les opérations d'initiés (transmission et utilisation d'informations privilégiées) et les manipulations de marché (manipulation de cours, diffusion de fausses informations) dans le cadre du code de déontologie applicable aux traders. Il doit leur servir de guide dans la conduite de leurs activités.

## Prévention et gestion des conflits d'intérêts

Le dispositif de prévention et de gestion des conflits d'intérêt de CDG Capital et ses filiales repose sur une politique qui rappelle les principes et les lignes de conduite à respecter par nos collaborateurs afin d'éviter les situations de conflits d'intérêts susceptibles d'entraver le respect des obligations réglementaires et déontologiques de la banque, et d'impliquer des risques juridiques, commerciaux ou de réputation. Des mesures organisationnelles, administratives et déontologiques sont ainsi mises en œuvre.

## La lutte contre la corruption

CDG Capital dispose d'un dispositif de prévention contre la corruption, qui fait l'objet d'une démarche d'amélioration continue afin de tenir compte des évolutions réglementaires. Ce dernier comprend :

- Un code de déontologie et d'éthique qui énonce des normes, règles et principes qui doivent gouverner la conduite de tous les collaborateurs ;
- Une politique cadeaux qui édicte des règles de déontologie que tous les collaborateurs doivent observer afin d'éviter les situations professionnelles dans lesquelles leur pouvoir de décision ou d'appréciation pourrait être influencé, et ainsi risquer d'altérer leur indépendance ou leur intégrité ;
- Un règlement des achats qui constitue le cadre de référence pour la réalisation des opérations d'achats initiées par CDG Capital. Ces principes permettent d'assurer l'efficacité des achats et la bonne utilisation des ressources affectées ;
- Une cartographie des risques opérationnels qui a pour objectif d'appréhender les risques opérationnels afin de renforcer le dispositif de contrôle et de conformité, et d'atteindre ainsi un niveau de qualité optimal ;
- Une formation au profit des collaborateurs visant à développer la culture de conformité au sein de CDG Capital et de sensibiliser nos collaborateurs à l'importance d'adopter un comportement éthique et déontologique dans le cadre de l'exercice de leurs activités ;
- Une procédure d'alerte professionnelle qui permet aux collaborateurs de communiquer en toute confidentialité, par l'intermédiaire de la Direction Conformité, leurs préoccupations sérieuses et légitimes concernant des pratiques douteuses, contraires à la déontologie ou illégales.

Ce dispositif d'alerte professionnelle permet de signaler les éventuels manquements relatifs aux domaines suivants :

- Atteinte aux règles de concurrence, conflits d'intérêts, délits d'initiés ;
- Falsification de documents, comptes ou rapports d'audit ;
- Vol, fraude, corruption ou détournements de fonds ;
- Discrimination ou harcèlement.

## Lutte contre le blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme

CDG capital accorde un intérêt particulier au respect de la sécurité financière qui inclue la connaissance des clients, la surveillance des opérations, ainsi que le respect des embargos et les sanctions internationales.

A cet égard, l'année 2021 a été marquée par plusieurs actions menées sur ce volet dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route issue du projet de mise en conformité du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme aux évolutions réglementaires en la matière de LBC-FT

### Campagne de sensibilisation

Gardant le respect des règles éthiques, déontologiques et de préservation de la sécurité financière au cœur de nos préoccupations, nous suscitons continuellement l'adhésion de nos collaborateurs à ces principes. C'est dans cet esprit, que nous avons mené, en 2021, une campagne de sensibilisation et de communication autour de la loyauté des pratiques, des règles de lutte contre le blanchiment et la corruption, et du respect du code d'éthique et de déontologie.

Cette campagne a été conduite sous forme de :

- Modules de formation en ligne déployés au profit de l'ensemble des collaborateurs de CDG Capital et de ses filiales ;
- Actions de communication via des animations digitales autour des comportements à adopter face à certaines situations.

# Une posture de communication responsable

La communication responsable est l'un des enjeux stratégiques sur lesquels repose notre politique RSE. En effet, CDG Capital s'engage, envers l'ensemble de ses parties prenantes, à adopter une communication plus sensible aux enjeux extra-financiers et à prendre ainsi ses responsabilités dans un contexte de transition écologique.

Ainsi et conformément aux standards internationaux, CDG Capital communique de manière transparente sur ses sujets matériels, allant de la gouvernance aux dilemmes rencontrés dans le cadre de ses activités. L'ensemble de nos progrès sont également étayés par des indicateurs dédiés.

En effet, et au-delà des informations financières publiées régulièrement, CDG Capital s'est engagée à informer ses parties prenantes sur ses performances extra-financières, notamment en publiant des rapports d'activité et de responsabilité depuis 2020.

A travers une communication responsable, nous nous engageons à accompagner les nouveaux enjeux sociétaux en mettant notre créativité au service d'une société plus durable.

- **Des supports et canaux de communication dématérialisés**

Nous orientons également nos actions de communication interne vers des canaux et des supports dématérialisés, assurant ainsi une large diffusion de nos messages tout en gardant une stratégie de communication digitale cohérente. Nous avons ainsi mis à la disposition de nos collaborateurs un blog interne, média dédié, sur lequel sont consignées toutes nos communications internes : actualités business, état d'avancement des projets CDG Capital, témoignages, communications autour du dispositif « COVID », flash infos...

- **Une communication digitale**

Nous sommes convaincus qu'il est possible de réduire les impacts environnementaux de nos actions de communication tout en conservant leur efficacité. C'est ainsi que nous avons décidé de définir, dans un écosystème numérique, nos actions de communication externe sur le web et les réseaux sociaux (site [www.cdgcapital.ma](http://www.cdgcapital.ma), LinkedIn, YouTube...).

- **Capsule RSE**

Dans une approche de transparence, et dans un esprit de communication responsable envers nos différentes parties prenantes, nous élaborons annuellement une capsule RSE que nous diffusons aussi bien en interne (Point annuel CA et Blog interne) que sur nos réseaux sociaux. Dans cette capsule, nous présentons les lignes directrices de notre stratégie RSE, les principaux enjeux sur lesquels elle repose, nos réalisations en matière de développement durable, ainsi que nos projets à venir.

- **Kapital Talks**

En 2021, CDG Capital lance les « Kapital Talks » des podcasts consacrés aux sujets de Finance Durable et Responsable. Ces podcasts sont diffusés sur notre page LinkedIn.

## Préserver la confiance de nos clients

Dans un contexte économique et financier toujours en mouvement, nous attachons une attention encore plus particulière à la qualité de notre relation client. Nous conseillons et orientons nos clients vers les produits et services idoines répondant à leurs besoins, et ce de manière totalement indépendante et dénuée de conflit d'intérêt.

## Une consécration gage de notre engagement continu envers nos clients

Une nouvelle consécration pour CDG Capital et sa filiale CDG Capital, spécialisée en gestion d'actifs, qui viennent de se voir décerner 12 trophées\* lors de la dernière édition des « Lipper Mena Markets 2021 Fund Awards » à Dubai.

CDG Capital continue ainsi à se distinguer par ses solides performances ajustées aux risques dans toute la zone MENA. Une distinction qui vient, encore une fois, démontrer la performance solide et durable délivrée par CDG Capital à sa clientèle.

## Un rating d'excellence confirmant la qualité de nos activités de gestion d'actifs

Fitch confirme la note « Excellent » de CDG Capital pour la gestion d'actifs en 2021.

En effet, cette année encore, l'agence de notation Fitch Ratings confirme la note nationale 'Excellent mar)', avec une perspective stable de la catégorie "gestion des fonds institutionnels" pour l'activité gestion sous mandat de CDG Capital. Il s'agit de la note la plus élevée attribuée au Maroc par l'agence qui la justifie par la robustesse du processus d'investissement de la gestion sous mandat de CDG Capital, conjuguée à une gestion des risques qualifiée d'excellente. La note repose également sur la qualité des équipes de gestion de CDG Capital.

CDG Capital demeure ainsi l'unique acteur marocain ayant certifié cette activité, confirmant son positionnement de leader alliant performance et responsabilité.

## Des solutions digitales sécurisées

Pour construire une expérience client différenciante et adaptée, CDG Capital s'est engagée dans une transformation profonde de son patrimoine technologique afin de réussir une ouverture sécurisée sur son écosystème de clients et de partenaires.

Cette transformation s'appuie sur des solutions sécurisées et des capacités technologiques digitales telles que les API (Application Programming Interface), les Microservices, le Cloud d'Entreprise ou le DevOps (union du « development » et des « operations » dont l'objectif est de favoriser une meilleure communication entre les deux équipes). De véritables atouts stratégiques qui nous permettent

d'accélérer le déploiement de nouveaux produits et services répondant aux attentes et contraintes de nos clients.

Nous avons également adopté une démarche plus proactive dans notre communication des réglementations en vigueur, et travaillons continuellement à fluidifier davantage nos échanges de documents par de nouveaux outils digitaux sécurisés.

## Un traitement efficace des réclamations clients

Préserver la confiance de nos clients, c'est aussi porter une attention particulière au traitement de leurs réclamations tout en préservant la confidentialité de leurs données.

CDG Capital a ainsi formalisé une procédure de traitement des réclamations pour assurer le respect des dispositions règlementaires. Cette procédure définit les étapes constitutives du traitement des réclamations et précise les responsabilités de chaque partie concernée.

Les réclamations sont centralisées au niveau de notre Direction Conformité qui veille à la prise en charge des requêtes par les métiers concernés et assure l'interface avec le client concerné. Grâce à ce dispositif, CDG Capital veille au traitement sécurisé des réclamations avec diligence, transparence et professionnalisme, et ce dans le respect des délais et des normes de confidentialité.

## Une évaluation continue de la relation client

Notre Pôle Capital Market Services (CMS) a certifié ses activités Asset Servicing et Développement Clients & Relation Clientèle à la norme ISO 9001 version 2015.

L'obtention de la certification traduit le niveau de maîtrise du Système de Management par la Qualité (SMQ), depuis sa mise en place, et confirme l'engagement de la banque à améliorer continuellement la qualité de ses prestations en vue de satisfaire ses clients.

Dans le cadre de cette certification, nous menons des études de satisfactions régulières afin d'évaluer la qualité de la relation qui nous lie à nos clients, et de procéder à des ajustements en cas de besoin.

## Un accompagnement sur mesure en temps de crise

En 2021, et pour continuer à faire face à la situation de crise sanitaire actuelle, nos équipes se sont engagées dès le début de la pandémie à assister au mieux l'ensemble de nos clients à prévenir ou réduire l'incidence de la crise sur leurs activités.

Cet appui s'est notamment traduit par un suivi régulier de l'impact de la crise sanitaire sur les portefeuilles de placement de notre clientèle, l'adoption d'outils technologiques adaptés pour assurer une continuité opérationnelle fluide et agile soutenue par l'engagement fort de nos équipes, et d'une contribution active dans le cadre des instances de gouvernance des sociétés des participations pour la mise en place d'un dispositif de sortie de la crise.

# Des collaborateurs au cœur de notre démarche

## Notre profil humain

Nous comptons 212 collaborateurs en contrat à durée indéterminée, dont plus de 96% sont des cadres.

La répartition de notre effectif global par branche et par nature de contrat se présente comme suit :

Indicateur	2019	2020	2021
Effectif par branche d'activité :			
CDG Capital et filiales	<b>204</b>	<b>207</b>	<b>212</b>
CDG Capital	158	158	160
CDG Capital Gestion	31	34	36
CDG Capital Bourse	16	15	16
Répartition par nature du contrat de travail			
CDI	100%	100%	100%
CDD	-	-	-
Intérimaires			
CDG Capital	6,4%	6,0%	6,8%
CDG Capital Gestion	0%	0%	0%
CDG Capital Bourse	31,3%	33%	31,3%

Avec un taux de 100% de contrat d'embauche en CDI, CDG Capital confirme son engagement à assurer une stabilité à ses collaborateurs, en leur permettant d'avoir un revenu pérenne, mais également de leur apporter une meilleure protection grâce aux différents avantages rattachés à ce type de contrat (congés payés, couverture médicale et sociale, et autres avantages sociaux).

Les répartitions des effectifs, hors intérimaires, par catégorie et par ancienneté sont les suivantes :

Indicateur	2019	2020	2021
Répartition par catégorie			
Directions	21,1%	24%	23,1%
Cadres	74,5%	72,8%	73,7%
Employés	4,4%	3,2%	3,1%
Répartition de l'effectif par ancienneté			
<=5	39,2%	39,9%	38,1%
]5;10]	29,9%	25,9%	20 %
]10;15]	30,9%	34,2%	28,1%
]15;20]	-	-	13,7%

Grâce à une politique RH engagée et responsable, CDG Capital a réussi à fidéliser ses collaborateurs. En effet, en 2021, 62% de notre effectif affiche une ancienneté de plus de 5 ans.

Les mouvements de personnel (hors intérimaires) par catégorie sont les suivants :

Indicateur	2019	2020	2021
<b>Nombre de licenciements par catégorie</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
Directions	-	-	
Cadres	-	-	1
Employés	-	-	
<b>Nombre de démissions par catégorie</b>	<b>20</b>	<b>5</b>	<b>11</b>
Directeurs	2	-	4
Cadres	17	5	7
Agents	1	-	
<b>Nombre de mobilités par catégorie</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>1</b>
Directeurs	1	1	0
Cadres	4	2	1
Agents	-	-	0
<b>Nombre de départs négociés par catégorie</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
Directeurs	2	1	0
Cadres	1	-	0
Agents	1	-	0
<b>Nombre de détachements par catégorie</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
Directeurs	-	-	1
Cadres	1	-	-
Agents	-	-	-
<b>Nombre de recrutements par catégorie</b>	<b>22</b>	<b>9</b>	<b>16</b>
Directeurs	3	0	3
Cadres	19	9	13
Agents	-	-	-

## Favoriser un dialogue social de qualité

A CDG Capital, nous avons réussi à instaurer un véritable dialogue avec nos représentants du personnel, plaçant ainsi nos collaborateurs au cœur du débat.

En favorisant des échanges de qualité, répondant aux intérêts des différentes parties, nous avons pu construire un dialogue social responsable, qui contribue à la promotion d'une bonne gouvernance, à la stabilisation sociale, et au développement économique de la banque.

Aussi, et afin d'assurer la prise en considération des attentes de nos collaborateurs et leur participation active à la vie de l'entreprise, CDG Capital a mis en place divers moyens de communication :

- Tenue de réunions périodiques entre les représentants du personnel et la Direction du Capital Humain : 4 au titre de l'année 2021 ;
- Institutionnalisation de réunions entre les représentants du personnel et la Direction Générale ;
- Création d'une adresse mail dédiée à la diffusion des informations et actualités à caractère « Social ».

Indicateur	2018	2019	2020	2021
<b>Nombre de représentants du personnel</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>Nombre de jours de grève</b>	-	-		-
<b>Nombre et nature des litiges sociaux :</b>	<b>1</b>	-	-	<b>1</b>
- Collectifs	-	-	-	
- Individuels	1	-	-	1

## Avantages Sociaux

En favorisant un dialogue social continu et de qualité, CDG Capital élargit continuellement la palette d'avantages sociaux qu'elle propose à ses collaborateurs.

- **Assurances et retraites complémentaires**

Intitulé	Couverture
<b>Assurance maladie complémentaire</b>	Jusqu'à 90% de la différence entre les dépenses engagées et les sommes restituées par l'assurance maladie de base
<b>Assurance Accident de Travail</b>	100% patronale
<b>Assurance décès invalidité</b>	100% patronale, avec un capital assurant jusqu'à : <ul style="list-style-type: none"><li>• 150% du traitement annuel pour les célibataires, veufs ou divorcés, sans enfants à charge ;</li></ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>200% du traitement annuel majoré de 50% par enfant à charge dans la limite de 5 enfants, pour les personnes mariées.</li> </ul>	
<b>Assurance voyage</b>	Au profit des collaborateurs, de leurs conjoints et de leurs enfants	
<b>Retraite complémentaire</b>	Contribution mensuelle, calculée sur la base du salaire brut, et ce dans les conditions suivantes :	
	Ancienneté (A) ou durée restant à courir jusqu'à l'âge de 60 ans (DRC)	Contribution patronale
	A<10 ans ou DRC>10 ans	2%
	25<A>10 ou 10<DRC>5 ans	3%
	A>25 ou DRC<5	4%

■ **Prêts**

Type	Spécificités	Taux
<b>Prêt Logement</b>	Des taux de crédit bonifiés sont accordés aux collaborateurs pour l'octroi de prêts logement, dans le cadre d'une convention entre la CDG et le CIH	Taux appliqué au collaborateur :
	Une contribution à l'acquisition au logement est accordée par CDG Capital aux collaborateurs, ayant au moins 12 mois d'ancienneté (sous certaines conditions). Le montant de la contribution de CDG Capital au titre des intérêts liés au prêt logement est calculé en fonction de la différence entre la mensualité calculée sur la base du taux pratiqué par la banque et la mensualité calculée sur la base du taux appliqué au salarié selon les tranches ci-contre.	De 0 à 500 000 Dhs : 1,3 % De 500 000 à 1 000 000 Dhs : 2,21 % De 1 000 000 à 1 500 000 Dhs : 3,32 % De 1 500 000 à 2 000 000 Dhs : 4,21 %
<b>Prêt Automobile</b>	Octroyé à l'ensemble des collaborateurs ayant au moins 12 mois d'ancienneté	Taux appliqué au collaborateur :
	Le montant maximum de financement est de 300 000 Dhs	Du 0 à 150 000 Dhs : 2 % De 150 000 à 250 000 Dhs : 3,5 % De 250 000 à 300 000 Dhs : 4,5 %
<b>Prêt Personnel</b>	Octroyé à l'ensemble des collaborateurs ayant au moins 12 mois d'ancienneté	Taux appliqué au collaborateur :
	Le montant maximum du prêt est de 150 000 Dhs.  Une contribution aux intérêts liés aux prêts personnels est accordée aux collaborateurs, selon le même principe de la contribution aux prêts logements, selon les tranches ci-contre.	Du 0 à 50 000 Dhs : 0% De 50 000 à 100 000 Dhs : 4% De 100 000 à 150 000 Dhs : 5%
<b>Prêt de scolarité</b>	Accordé annuellement aux collaborateurs à leur demande, sans condition d'ancienneté	Le montant maximum du prêt est fixé selon le niveau scolaire :

	Remboursable sur maximum 12 mois et sans intérêt	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 500 Dhs par enfant âgé de 3 ans et plus et fréquentant la maternelle ou une institution équivalente</li> <li>• 3 000 Dhs par enfant inscrit dans un établissement d'enseignement primaire ou secondaire</li> <li>• 5 000 Dhs par enfant poursuivant des études supérieures jusqu'à l'âge de 25 ans</li> </ul>
--	--	--

Nos collaborateurs bénéficient également de dons divers :

- Dons de scolarité allant de 500 à 3700 Dhs par enfant selon l'âge et/ou le niveau de scolarisation :
  - Niveau petite enfance : 500 Dhs (Moins de 3 ans) et 1500 Dhs (3 ans et plus)
  - Niveau primaire : 2 200 Dh
  - Niveau collège et lycée : 2 900 Dhs
  - Niveau supérieur : 3 700 Dhs
- Dons à l'occasion de Aïd Al Adha : 2200 Dhs par collaborateur
- Dons à l'occasion de Achoura : 450 dh par enfant à charge de moins de 15 ans

Autres avantages sociaux :

- Aménagement d'un espace de détente et de restauration ;
- Des centres d'estivage subventionnés ;
- Négociation de tarifs préférentiels négociés avec nos partenaires conventionnés dans les domaines de la santé (Laboratoire d'analyse, Assurance maladie International...), l'hôtellerie, les soins, la restauration, le projets immobiliers...

## Congés

Au-delà du respect de la législation en matière de droit du travail, CDG Capital a décidé d'aller encore plus loin en accordant à ses collaborateurs encore plus d'avantage, notamment en matière de droit aux congés.

### Congé de maternité et de paternité

Pour CDG Capital, la naissance d'un enfant doit impliquer les deux parents. En effet, nous croyons fortement en la nécessité de mettre en place une démarche d'égalité professionnelle bénéficiant aux deux parents et pas uniquement aux mamans. Pour cela, désormais, à l'arrivée de leur nouveau-né, nos collaboratrices bénéficient d'un congé de maternité de 16 semaines (au lieu de 14 semaines réglementaires) ; Quant aux nouveaux pères, leur congé de paternité se voit passer de 3 à 10 jours (à prendre pendant les quatre mois suivant la naissance de l'enfant).

### Autres congés exceptionnels

Nos collaborateurs bénéficient de droits supplémentaires concernant certains congés exceptionnels :

- Pèlerinage : 15 jours
- Déménagement : 1 jour

# Asseoir notre politique de rémunération et d'évolution sur des principes équitables

La politique salariale constitue l'un des piliers de la satisfaction et de l'implication des salariés. Conscients de son importance, nous travaillons au quotidien à assurer une équité interne en matière de rémunération et d'évolution.

Notre politique de rémunération et d'évolution est basée sur une approche non discriminatoire avec une attention particulière portée à l'égalité des genres. Une approche qui nous accompagne tout au long de notre processus de recrutement et de gestion de carrière.

Lors de la phase des recrutements et de la définition des offres salariales, nous nous appuyons sur une grille définie en fonction du marché, du niveau d'études et des compétences ; et tout au long de l'évolution de carrière de nos collaborateurs, nous basons notre politique de rétribution variable sur l'atteinte des objectifs fixés en début d'année.

La mobilité interne en entreprise est un outil stratégique de gestion des compétences. En effet, en offrant à nos collaborateurs méritants des perspectives d'évolution, en reconnaissance de leurs performances, nous encourageons nos salariés à évoluer sur des compétences transversales, en changeant de poste ou de métier. Une approche qui permet de renforcer la fidélisation de nos collaborateurs tout en impactant positivement notre performance en retour.

Notre politique de rémunération comprend :

1. Une rémunération fixe définie par des grilles de salaires internes se référant au système de classification. Les grilles de salaires sont évolutives et tiennent compte des conditions de rémunération du marché et du secteur financier en particulier ;
2. Une rémunération variable qui tient compte aussi bien du niveau d'atteinte des objectifs individuels que collectifs.

# S'engager en faveur de la diversité et de l'égalité des chances

A CDG Capital nous croyons fortement que notre engagement en faveur de la diversité et de l'égalité des chances constitue une source incontestable de valeur ajoutée. Nous traduisons cet engagement à travers une politique de gestion du capital humain fondée sur des critères objectifs et non-discriminatoires tout au long des différents process RH : recrutement, rémunération, promotion...

Le principe de diversité dans nos recrutements s'apprécie particulièrement en termes de genre, de profil académique, et d'âge. Il se traduit également dans le rôle que nous jouons dans l'insertion professionnelle des jeunes diplômés ainsi que dans l'accès à l'emploi des personnes issues de milieux défavorisés et des personnes en situation de mobilité réduite.

## Principe de non-discrimination

Au sein de CDG Capital, et afin de préserver le principe d'égalité des chances et de réciprocité entre collaborateurs, aussi bien en matière de classification de poste, de définition de salaire, de privilèges, que de mesures disciplinaires, est formellement interdite toute discrimination sur des critères de race, couleur, sexe, âge, croyance, handicap, opinion politique, ou nationalité.

Le harcèlement ou la tentative de harcèlement qu'ils soient sexuels, morales ou autres, font l'objet de mesures disciplinaires.

## Recrutement

Notre processus de recrutement est organisé en plusieurs étapes, il s'adapte à la nature de chaque poste à pourvoir, et garantit ainsi une adéquation optimale entre postes et profils. Ce processus se déroule en toute transparence et dans le respect des règles d'équité. L'ensemble de nos offres d'emploi sont ainsi communiqués via nos différents canaux de diffusions internes et externes. Aussi, et afin de faciliter l'intégration de nos nouvelles recrues, nous avons mis en place un système de parrainage qui aide également à développer le sentiment d'appartenance à l'entreprise.

A travers sa politique de recrutement, CDG Capital s'est engagée dans une démarche proactive de recrutement de jeunes diplômés pour accompagner son développement. En effet, le transfert des connaissances et de l'expérience entre les générations constitue un facteur essentiel pour assurer durablement la maîtrise de notre activité.

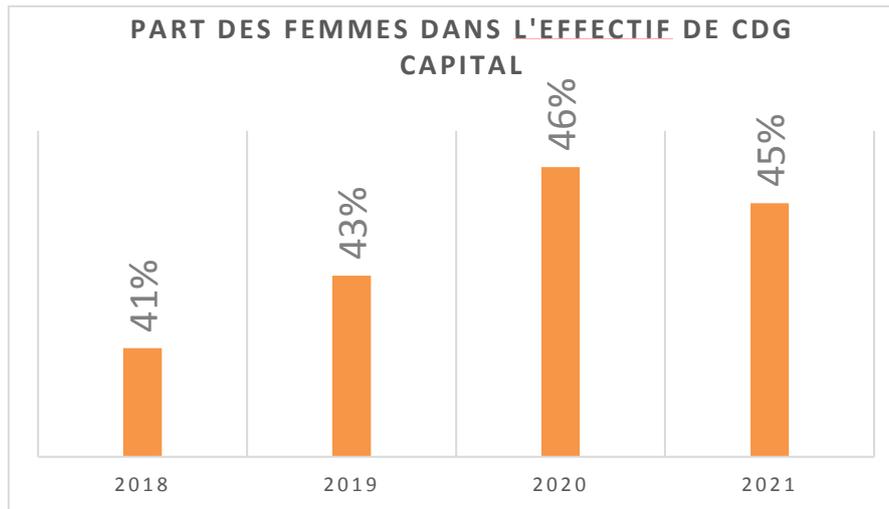
Pour repérer les meilleurs profils, nous assurons une présence forte dans les bassins d'emploi traditionnels : salons, foires, et forums nationaux et internationaux et également sur les réseaux sociaux professionnels de type LinkedIn. Pour les attirer, nous communiquons autour de notre qualité d'employeur responsable ; une communication que nous poursuivons auprès de nos collaborateurs en poste, qui sont nos premiers ambassadeurs. Parallèlement, et toujours dans le but de renforcer l'attractivité de notre entreprise auprès des jeunes, nous accueillons chaque année des étudiants issus de grandes écoles nationales et étrangères qui viennent effectuer leur Projet de Fin d'Études aux côtés de nos équipes. Nous contribuons ainsi à favoriser l'insertion professionnelle de ces futurs lauréats.

## Genre

CDG Capital a adopté une politique de diversité et de non-discrimination, notamment en matière de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein de ses équipes.

L'égalité professionnelle implique le respect de principes de base, qui font aujourd'hui partie intégrante de la politique RH de CDG Capital, comme l'interdiction des discriminations en matière d'embauche et l'absence de différenciation en matière de rémunération et d'évolution de carrière.

En 2021, les femmes représentent environ 45 % de l'effectif de CDG Capital, part en augmentation depuis 2018.



La prise en compte du Genre constitue un enjeu majeur pour CDG Capital. Cet engagement est profondément ancré dans nos valeurs et fait partie intégrante de notre démarche de responsabilité sociale.

### *Part des femmes dans les postes à responsabilité*

Nos collaboratrices représentent près de 49 % de nos cadres, et 38% de nos directeurs.

Indicateur	2019	2020	2021
Part des femmes parmi les directeurs	37,2%	39,5%	37,8%
Part des directrices parmi les femmes	18,2%	20,8%	19,4%
Part des femmes parmi les cadres	44,8%	48,7%	48,3%
Part des cadres parmi les femmes	77,3%	77,8%	79,1%
Part des femmes parmi les employés	25,0%	20,0%	20,0%
Part des employées parmi les femmes	3,4%	1,4%	1,4%

## Part des femmes dans le COMEX

Femmes au sein du COMEX	Année	Représentativité
	2019	3 sur 6
	2020	3 sur 6
	2021	3 sur 5

## Charte Genre

Conscients que l'égalité professionnelle constitue un réel atout pour l'entreprise, nous avons lancé à partir de 2018 une démarche structurée et participative ayant abouti à la formalisation de notre engagement par l'adoption d'une charte genre en 2021.

Signée par Monsieur Hamid Tawfiki, Administrateur Directeur Général de CDG Capital, cette charte affirme notre engagement à favoriser l'égalité et l'équité femmes-hommes professionnelle et le développement de la mixité à tous les niveaux et dans les différentes fonctions de la banque. Cette politique permet de promouvoir la parité entre les femmes et les hommes, et de faire de cette égalité une puissante source de croissance, de performance et d'innovation.

Nous œuvrons ainsi pour la promotion de l'égalité des chances à travers une représentativité équilibrée autant au niveau des effectifs globaux que par direction et par groupe de rôle, une rémunération équitable indépendamment du critère de genre, une évolution professionnelle et progression de carrières de tous les potentiels hommes et femmes, et la sensibilisation des managers et collaborateurs sur l'importance de la diversité des genres.

Enfin, grâce à la mise en œuvre de notre Charte Genre, nous pourrons :

- Attirer et conserver les talents : en veillant à l'égalité des chances pour les deux sexes sans discrimination, CDG Capital attire dans le vivier des talents hommes et femmes. Par ailleurs, la mise en œuvre des procédures de promotion équitables favorise la rétention des collaborateurs.
- Améliorer notre compétitivité : en effet, la mixité professionnelle crée un climat propice à la confrontation des idées et à l'innovation. Ainsi, en ayant des visions du monde différentes, les hommes et les femmes se complètent et s'enrichissent mutuellement, ce qui permet de concevoir des solutions innovantes aux clients.
- Améliorer notre réputation : l'adoption de cette charte conforte la position de CDG Capital en tant que banque responsable. Il s'agit d'un signal d'engagement responsable à l'égard des parties prenantes internes et externes dont les collaborateurs, les clients, les partenaires, et l'actionnaire.

## Sensibilisation au genre à l'attention des collaborateurs

Lutter contre les stéréotypes de genre permet de détruire les barrières invisibles qui peuvent conduire à de possibles discriminations au sein des entreprises.

L'atelier de sensibilisation organisé en faveur des managers de CDG Capital a permis de définir les stéréotypes, de comprendre comment ils se construisent, leurs impacts, et l'influence qu'ils peuvent avoir sur les choix et les jugements, et, enfin, comment les déconstruire pour favoriser une meilleure égalité professionnelle.

## Engagement externe sur le genre

### *Campagne #Morocco4Diversity*

En 2021, CDG Capital a pris part à la campagne #Morocco4Diversity initiée par la CGEM et l'IFC. Cette campagne a pour objectif de renforcer l'employabilité des femmes et promouvoir la diversité des genres dans le secteur privé marocain, pour une croissance inclusive.

En effet, comme en témoignent nos différentes initiatives en la matière, la parité est un enjeu majeur pour CDG Capital. Nous œuvrons chaque jour pour créer un environnement de travail où l'égalité des genres est priorisée et mise à l'honneur, car il s'agit d'un droit fondamental. Ainsi, notre participation à cette campagne, s'inscrit dans une dynamique d'amélioration continue, à travers laquelle nous nous engageons à ancrer la diversité au sein de notre banque et à rappeler que prendre conscience des stéréotypes véhiculés dans la société ou en entreprise permet de les déconstruire.



## Personnes en situation de mobilité réduite

A travers sa politique RSE, CDG Capital s'engage à jouer un rôle actif dans l'accès à l'emploi des personnes en situation de mobilité réduite (PMR). Cet engagement passe par l'élaboration d'une stratégie cohérente, fondée sur une politique RH structurée et une mobilisation interne pour assurer un accueil sécurisé aux PMR.

### Forum Handicap Maroc

Chaque année, l'association Espoir Maroc organise un forum de recrutement dédié à des candidats en situation de handicap : « Handicap Maroc ». Dès 2019, CDG Capital a pris part à cet événement, confirmant ainsi son positionnement en tant que banque responsable, qui met sa politique RH au service de l'intégration des personnes sous handicap au monde du travail.

### Diagnostic Accessibilité Personnes à Mobilité Réduite « PMR »

Dans le cadre du déploiement de notre politique d'emploi en faveur des personnes en situation de mobilité réduite, nous avons mandaté l'association Espoir Maroc pour réaliser un diagnostic d'accessibilité PMR de nos locaux.

Cet audit a permis d'évaluer avec précision chacune des zones de la « chaîne de circulation » pouvant être empruntées par une personne à mobilité réduite. Grâce aux conclusions de cet audit, nous disposons désormais d'un plan d'actions pour améliorer notre niveau de conformité quant aux normes d'accessibilité nécessaires à l'accueil des PMR.

## Offrir un environnement de travail favorable à la santé et à l'équilibre

Nous sommes à l'écoute des besoins de nos collaborateurs et mettons en œuvre l'ensemble des mesures pour leur assurer un environnement de travail sain.

Le bien-être et la santé de nos collaborateurs sont au cœur de nos préoccupations, et nous travaillons chaque jour pour créer un sentiment général de satisfaction et d'épanouissement dans et par le travail.

« Nos talents sont notre capital le plus précieux. Ils sont les créateurs de valeur et les ambassadeurs de nos valeurs Excellence, Citoyenneté et Responsabilité vis-à-vis de nos parties prenantes. Forts de cette conviction, nous sommes engagés à donner du sens à leur action au quotidien et à leur offrir un cadre qui favorise le bien-être et la libération du potentiel. Pour nous, il est tout à fait évident que cet engagement soit au cœur de notre politique RSE. »

**Itimad Ouazzani**

Directeur Général Adjoint en charge du pôle Ressources Transformation

### Dispositif PCA Pandémie

Le PCA (Plan de Continuité d'Activité) pandémie est une stratégie de continuité ciblée et adaptée aux impératifs de la conjoncture actuelle de crise sanitaire. Il a pour but d'assurer la résilience de la banque tout en mettant la santé de ses collaborateurs au centre des priorités.

Aussi, depuis le début de la pandémie, CDG Capital a veillé à la mise en place des mesures d'hygiène et de sécurité sanitaire pour protéger la santé et le bien-être de ses collaborateurs au sein de ses locaux.

### Médecin du travail

Un médecin du travail intervient régulièrement auprès de CDG Capital et de ses filiales. Son action vise à réduire voire supprimer les facteurs de risque, à surveiller l'état de santé de nos collaborateurs, et à minimiser les conséquences du travail sur la santé. Son rôle a été primordial dans la gestion de la crise sanitaire.

Parallèlement et afin de faire face à tout risque d'accident pouvant survenir au niveau de nos locaux, notre médecin du travail a dispensé une formation "Sauveteur Secouriste du Travail" (SST) au profit d'un certain nombre de nos collaborateurs, qui sont désormais en mesure de dispenser les gestes de premiers secours.

Indicateur	2019	2020	2021
Nombre d'accidents du travail	0	0	1

## Ergonomie et espace de travail

CDG Capital dispose d'une charte d'ergonomie comprenant des conseils à destination de ses collaborateurs pour les aider à disposer au mieux de leur espace de travail. Cette charte apporte des solutions pratiques et concrètes pour réduire les accidents du travail et améliorer la sécurité de tous ; elle traite notamment de l'architecture des postes de travail, des postures de travail à adopter, des environnements thermique, sonore et lumineux, et des espaces de circulation.

Par ailleurs, soucieux de garantir une qualité saine de l'air, les relevés du niveau de CO2 et une évaluation de la température ambiante par espace sont effectués régulièrement. La luminosité fait également l'objet d'un suivi rigoureux via des relevés de données permettant de réguler son niveau.

## Cellule d'écoute et webinaires Bien-Être

Dans le contexte de crise sanitaire dans lequel nous vivons depuis près de deux ans, et afin de renforcer davantage sa contribution au bien-être de ses collaborateurs, CDG Capital a mis en place une cellule d'écoute et de soutien. En effet, afin de lutter contre les impacts de la situation sanitaire actuelle et de ses conséquences éventuelles en termes de stress, d'anxiété, de surmenage, d'isolement..., nous avons fait appel aux services d'un coach spécialisé en Rapid Transformation Therapy (RTT). Ce dernier est à la disposition des collaborateurs qui le souhaitent, pour leur apporter un accompagnement professionnel et les aider à faire face aux difficultés qu'ils pourraient rencontrer.

Cet accompagnement a également été élargi pour intégrer l'organisation de plusieurs webinaires internes traitant de thématiques telles que : « La capacité à faire face au changement et à l'adversité », « La qualité de vie, le stress, le bien-être et le bonheur au travail », « La Gestion des émotions et de la peur » ... Animés par le même coach en charge de notre cellule d'écoute, ces webinaires ont connu un véritable succès auprès de nos collaborateurs.

## Charte de déconnexion

Avec les nouvelles technologies, la barrière entre vie privée et vie professionnelle s'amincit, et travailler les soirs, les week-ends et durant les congés se popularise de plus en plus, augmentant ainsi la fréquence du stress et des burn-out chez des salariés, sans cesse connectés au monde du travail.

A CDG Capital, nous croyons fortement en l'importance du bon usage et de la régulation des nouvelles techniques de communication pour assurer le bien-être de nos collaborateurs aussi bien au travail qu'en dehors. Aussi, et afin de préserver la santé de nos collaborateurs et de rétablir l'équilibre entre vie privée et nos vie professionnelle, nous avons adopté, en juin 2021, une charte de droit à la déconnexion.

A travers cette charte, CDG Capital s'engage à installer une culture managériale respectueuse des temps de repos alloués à nos collaborateurs, tout en les incitant à se déconnecter en dehors des horaires de bureau. Suite à la publication de notre charte de déconnexion et afin d'accompagner sa mise en application, nous avons organisé un webinaire autour du thème « Droit à la Déconnexion : équilibre vie professionnelle et vie personnelle. » Grâce à ce webinaire, nous avons pu sensibiliser nos collaborateurs aux enjeux et bonnes pratiques liées à l'utilisation raisonnée et équilibrée des outils de communications numériques, à l'organisation du temps de travail, et à l'importance d'un équilibre entre vie privée et vie professionnelle.

## Télétravail

Face à la crise sanitaire, CDG Capital a déroulé son plan de continuité d'activité en renforçant ses ressources informatiques pour permettre le recours massif au télétravail, total ou partiel. En effet, face à l'évolution de la pandémie Covid 19, nous avons adopté une revue de notre organisation de travail et de nos modes de production et de collaboration pour assurer une continuité de notre activité.

Pour ce faire, les horaires de travail ont été aménagés et les moyens matériels mis à disposition des collaborateurs afin de leur permettre d'exercer leurs fonctions dans les meilleures conditions possibles. Aussi, et pour assurer la réussite de la mise en œuvre du télétravail, CDG Capital a élaboré un Guide interne au profit de l'ensemble des collaborateurs de la banque. Ce guide vient définir les champs d'application du télétravail, les modalités du travail à distance, les dispositifs de contrôle mis en place, les normes et règles à observer, ainsi que l'application de ce nouveau mode de travail aux processus opérationnels de la banque.

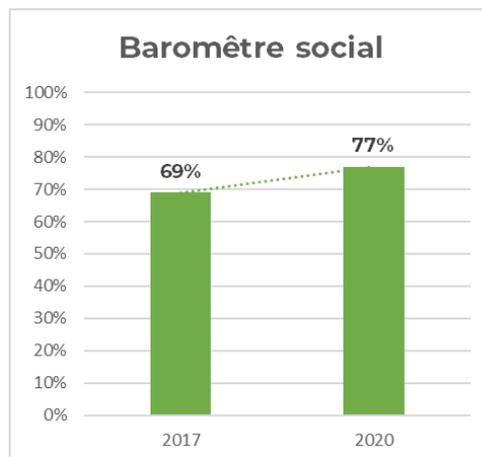
## Service de restauration

Compte tenu des contraintes sanitaires liées à la pandémie, CDG Capital a mis à la disposition de ses collaborateurs travaillant sur site un service de restauration collective. Ce service assure la livraison de coffrets repas, limitant ainsi les déplacements de nos collaborateurs et les risques sanitaires.

## Baromètre Social

La réalisation d'un baromètre social vient accompagner les efforts déployés par la banque pour assurer un environnement de travail sain et agréable à ses collaborateurs. Cette enquête, que nous réalisons tous les 3 ans, permet d'évaluer la satisfaction interne. En effet, les résultats de cette enquête nous permettent d'apprécier les éléments pertinents de la vie de l'entreprise qui ont un impact sur nos collaborateurs, ainsi que sur le bon déroulement de nos activités.

Ainsi, et grâce à la prise en compte des résultats de ces enquêtes, nous avons pu, entre 2017 et 2020, améliorer significativement l'image de notre banque auprès de nos collaborateurs. En effet, CDG Capital bénéficie d'une image positive en constante amélioration auprès de ses collaborateurs.



Source : Baromètre Social CDG Capital (2017 et 2020)

# Valoriser les potentialités et développer les talents

Le développement des compétences est un levier important pour faire face à un environnement concurrentiel de plus en plus agressif. Aussi, pour anticiper l'évolution de nos métiers et préparer nos futurs managers, nous accordons un soin tout particulier à la gestion de nos talents.

En effet, nous pensons fortement que la valorisation des potentialités de nos collaborateurs est une approche nécessaire pour faire face de façon efficace et performante aux transformations et au défis auxquels nous faisons face au quotidien.

## Formation

Notre plan de formation, désormais triennal, comprend un large spectre de sujets allant des compétences métier au développement personnel.

Notre politique de formation est étroitement liée aux orientations et à la stratégie de l'entreprise. Elle prend en considération les écarts de compétences individuels et collectifs, ainsi que les évolutions de nos activités et métiers que nous tâchons d'anticiper.

Nous offrons ainsi à nos collaborateurs trois types de formations complémentaires :

- Formations métiers ;
- Formations managériales et développement personnel ;
- Formations diplômantes et certifiantes.

Pour renforcer la bonne gestion de notre politique de formation, nous adoptons une ingénierie de formation assurant la meilleure adéquation entre besoins et actions de formation, un processus interactif et participatif pour l'identification des priorités du plan de formation, ainsi que des outils d'évaluation pour apprécier la qualité des formations dispensées.

Indicateur	2017	2018	2019	2020	2021
Part des salariés ayant bénéficié d'une formation	58,9%	53,3%	81,8%	80%	71%
Part du budget de formation par rapport à la masse salariale	1,7%	1,3%	1,6%	1,2%	1,7%

## Formations ONE CDG

Au-delà des formations organisées par la Banque, nos cadres supérieurs ont accès à des formations de qualité, initiées par le Groupe CDG, dans le cadre du programme ONE CDG.

Programmes de formation ONE CDG 2020 -2021	ONE Print	Making Leaders	Passeport d'intégration, Carrière et Mobilité
Nombre de participants	5	22	32
Profil des participants	Directeurs Dirigeants	Directeurs	Cadres et Cadres Supérieurs

## Gestion de carrières

Notre gestion de mobilité de carrière suit une approche structurée dans le cadre de comités RH dédiés. Ces comités tiennent compte aussi bien de la performance durable de nos managers, de leurs souhaits d'évolution, que de leur potentiel à pouvoir évoluer rapidement vers des niveaux de responsabilités importants. Selon les aspirations de carrière de chacun, et grâce à la diversité des métiers de la banque, nos collaborateurs peuvent bénéficier d'une large palette d'opportunités d'évolution interne intéressante, venant ainsi nourrir l'employabilité de nos collaborateurs et améliorer leurs perspectives de carrière.

Pour que la gestion de carrière de nos collaborateurs devienne une action anticipative et proactive, et qu'elle puisse répondre au mieux à leurs besoins et attentes, nous avons adopté une démarche basée sur les outils suivants :

- **Une évaluation annuelle de la performance :** Lors de cette évaluation, manager et collaborateur font le bilan de l'année écoulée en termes de réalisations, d'attentes du collaborateur et de besoins en compétences techniques, comportementales et transverses. Cette rencontre est un moyen de reconnaissance de la contribution du collaborateur à l'activité de la banque, c'est également l'occasion d'échanger sur ses souhaits d'évolution et de mobilité.
- **Un plan de développement des compétences :** Ce plan est élaboré sur la base d'une ingénierie de formation qui identifie les besoins des collaborateurs et qui gère leurs compétences individuelles et collectives.
- **Une politique de mobilité :** Cette politique constitue un axe central dans la gestion des ressources humaines. Les collaborateurs intéressés par des postes vacants au niveau de CDG Capital, de ses filiales ou du Groupe CDG peuvent postuler et être affectés à une position au sein d'une des entités du Groupe.
- **Trajectoire de carrière :** En articulation avec le processus de gestion de carrière et talent management, la mise en place des trajectoires de carrière a permis l'optimisation et le développement du capital humain en apportant plus de visibilité sur les opportunités professionnelles en interne. Ainsi, le projet a permis l'identification des évolutions de poste possible (vertical et inter-filières) ainsi qu'une meilleure visibilité d'évolution de carrière par métier et par poste.

# Préservation de notre environnement et soutien de nos communautés

## Mesurer et alléger notre empreinte environnementale

En tant que banque responsable, CDG Capital s'inscrit dans le cadre de l'effort national de réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) de 42% à l'horizon 2030.

Bien que notre fonctionnement propre n'ait pas d'impact majeur sur l'environnement, nous pensons que la mesure de notre empreinte carbone nous permettra d'agir de façon responsable pour lutter contre la pollution atmosphérique, et réduire ainsi notre impact environnemental.

### Bilan Carbone 2

Dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique et de son engagement en faveur d'une transition bas-carbone, et après un premier Bilan Carbone (BC1) réalisé en 2018, CDG Capital a lancé en 2021 son second bilan carbone (BC2). Ce bilan évalue les émissions générées par CDG Capital et ses filiales, CDG Capital Gestion et CDG Capital Bourse, sur le territoire national.

Conformément à sa nouvelle orientation progressive vers la SBTi<sup>1</sup> (Science-Based Target initiative) et afin de s'aligner sur les recommandations de la TCFD<sup>2</sup> (Task Force on Climate related to Financial Disclosures), CDG Capital a tenu à intégrer tous les postes significatifs du SCOPE 1, 2 et 3 dans sa comptabilisation GES.

- Scope 1 - Emissions directes de GES (sources détenues ou contrôlées) : flotte de véhicules appartenant à l'entreprise, énergies utilisées dans la production ;
- Scope 2 - Emissions indirectes de GES : liées à la consommation d'électricité, de vapeur, chaleur ou froid ;

---

<sup>1</sup> SBTi – La Science Based Targets Initiative est issue d'une collaboration entre le CDP, le Global Compact, le World Resource Institute, WWF et un des engagements We Mean Business, dont l'objectif est que la fixation d'engagements fondés sur la science devienne une pratique entrepreneuriale classique.

<sup>2</sup> Le Groupe de travail sur les divulgations financières liées au climat (TCFD) est une organisation qui a été créée en décembre 2015 dans le but de développer un ensemble de divulgations volontaires des risques financiers liés au climat.

- Scope 3 – Autres émissions indirectes de GES : issues des sources n'appartenant pas ou non contrôlées par l'entreprise (déplacements professionnels, déplacements domicile/travail, transport des marchandises, déchets...).

Les émissions globales des GES du périmètre restreint ont été évaluée, pour l'année de référence 2020, à **3,4 tCO<sub>2</sub>e/ETP** contre **4,5 tCO<sub>2</sub>e/ETP** en 2016, enregistrant ainsi une baisse de **25%**.

Ce périmètre comprend les Scope 1,2, et 3 en excluant les postes liés aux immobilisations, aux achats de services et aux achats de produits (à l'exception du papier).

Empreinte Carbone Siège et Filiales	Total CDG Capital	Siège	CDG Capital Bourse	CDG Capital Gestion
Total tCO <sub>2</sub> e (2020)	<b>701,13</b>	548,02	69,99	83,13
Effectif (2020)	206	158	15	33
Empreinte Carbone par employé (2020)	<b>3,40</b>	3,47	4,67	2,52
<hr/>				
Total tCO <sub>2</sub> e (2016)	<b>957,50</b>	714,08	106,89	136,53
Effectif (2016)	212	161	17	34
Empreinte Carbone par employé (2016)	<b>4,52</b>	4,44	6,29	4,02

Cette baisse s'explique principalement par l'**effet conjugué** :

- Des efforts de réduction des émissions orientés vers l'économie d'énergie, l'efficacité énergétique et l'optimisation des ressources.
- De l'impact de la crise sanitaire sur les différents postes des émissions de Gaz à Effet de Serre de CDG Capital suite à l'adoption du télétravail et de la baisse des déplacements professionnels au Maroc et à l'étranger.

## Compensation Carbone

Parallèlement à la mise en place d'actions de réduction de ses émissions, CDG Capital, via la Fondation CDG, poursuit sa contribution au programme de compensation volontaire carbone mené par la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement. Ce programme vise à compenser les émissions GES engendrées par les déplacements professionnels et domicile-travail des collaborateurs CDG Capital.

Grâce à sa contribution annuelle à ce programme, CDG a participé à un projet de plantation de palmiers et à l'électrification solaire d'écoles rurales au niveau national, ce qui a permis de compenser environ **183,34 tCO<sub>2</sub>e** par an, l'équivalent de près de **26%** de nos émissions CO<sub>2</sub> en 2020.

## Capsule Ecogestes

Dans le but de sensibiliser nos collaborateurs au rôle de chacun dans la préservation de l'environnement, nous avons réalisé une capsule animée mettant en avant les gestes et habitudes à adopter au quotidien pour réduire notre impact. Diffusée en interne, cette capsule décrit l'ensemble des réflexes que nous devons adopter, aussi bien au travail qu'à domicile, pour aider à maîtriser nos consommations d'énergie au quotidien.

## Indicateurs Environnementaux

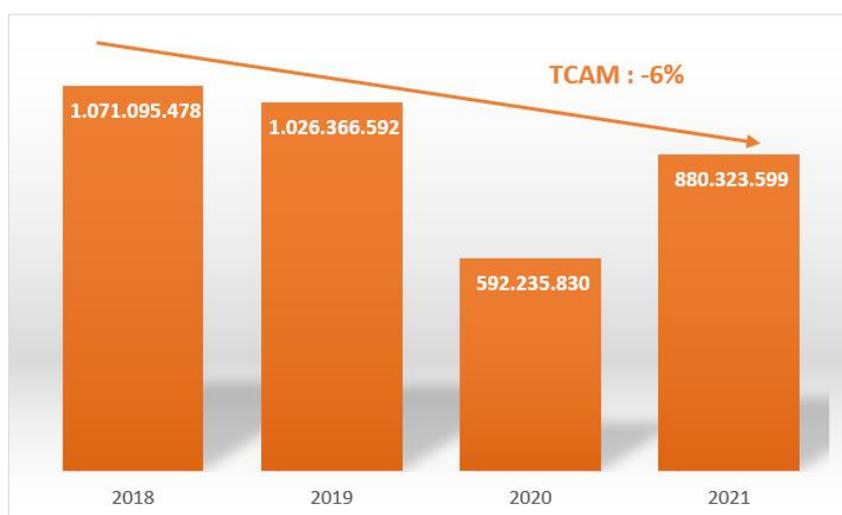
La consommation d'énergie a un impact important sur notre environnement. Au niveau de CDG Capital, cet impact est principalement lié à notre consommation d'eau, de carburant, d'électricité (en grande partie liée à la climatisation), de papier, et de toners d'imprimante.

### *Evolution de la consommation d'eau entre 2018 et 2021 (Litres)*



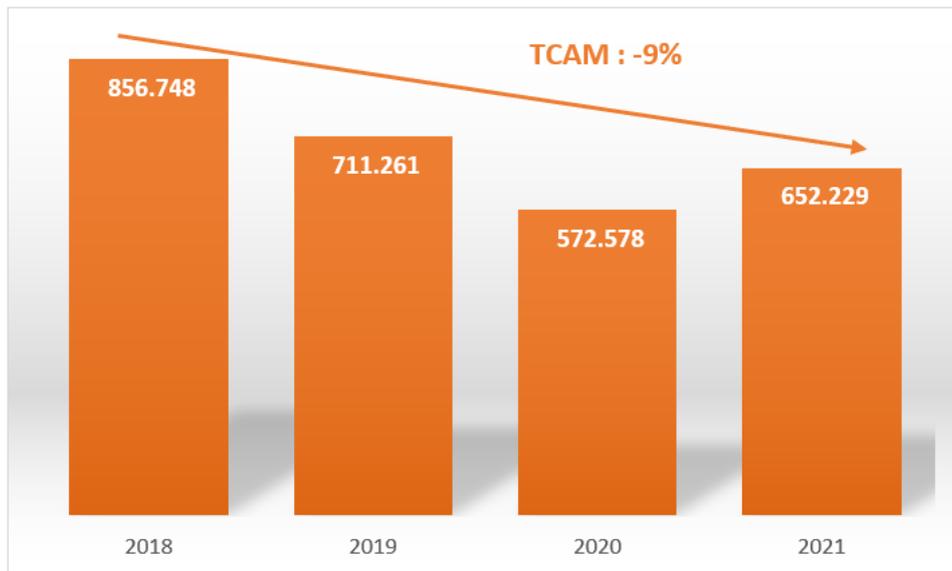
On note une nette diminution de notre consommation d'eau sur les 4 dernières années avec un Taux de Croissance Moyen (TCAM) de -10%. Cette baisse est le résultat du suivi continu de la consommation d'eau, l'installation de robinets à infra-rouge dans certains WC, et l'installation de fontaines à eau filtrée dans nos différents locaux.

### *Evolution de la consommation de carburant entre 2018 et 2021 (KJ)*



Notre consommation de carburant a connu une importante baisse sur les 4 dernières années avec un Taux de Croissance Moyen (TCAM) de -6%. Cette réduction a été réalisée grâce à une gestion efficace et efficiente du parc automobile et aux efforts engagés de sensibilisation des usagés.

### Evolution de la consommation d'électricité entre 2018 et 2021 (kWh)



CDG Capital a enregistré une baisse significative de sa consommation d'électricité sur les 4 dernières années avec un Taux de Croissance Moyen (TCAM) de -9%. Cette baisse est principalement due à la révision de la puissance souscrite de 250 KVA à 130 KVA au niveau du siège, et au déploiement d'un éclairage LED et à l'installation d'une Gestion Technique Centralisée (TGC), et de détecteurs de mouvements dans les WC au niveau des filiales.

### Evolution de la consommation de papier consolidée entre 2018 et 2021 (Kg)



Sur les 4 dernières années, CDG Capital a réalisé une importante diminution de sa consommation de papier avec un Taux de Croissance Moyen (TCAM) de -39%. Cette diminution est principalement liée à la réduction des achats de papier, et à la baisse des acquisitions de journaux en format papier au profit des abonnements électroniques.

*Evolution de la consommation de toners (recyclés) entre 2018 et 2021 (Nombre)*



Grâce à la rationalisation de la consommation des fournitures de bureau, y compris les toners, CDG Capital a enregistré une importante diminution de sa consommation de toners (recyclés) sur les 4 dernières années, avec un Taux de Croissance Moyen (TCAM) de -9%.

## S'engager pour nos communautés locales

En tant que banque responsable, CDG Capital mène des actions solidaires en faveur de nos communautés locales. En effet, nous nous positionnons en tant que mécène des arts et soutien financier de Fondations, et soutenons des programmes de développement au profit d'organisations caritatives.

### Fondation Marocaine de l'Étudiant (FME)

Depuis 2019, CDG Capital accompagne Fondation Marocaine de l'Étudiant (FME) dans sa mission de permettre aux bacheliers les plus brillants, issus de milieux défavorisés, de poursuivre des études supérieures et de les accompagner jusqu'à leur insertion professionnelle.

#### *Tutorat*

Dans le cadre de sa mission, la FME met en relation un étudiant boursier et un cadre d'entreprise bénévole qui lui accordera un minimum de deux heures de mentoring par mois sur une année renouvelable. Notre contribution à ce programme consiste en la participation d'une vingtaine de nos collaborateurs à ce programme de tutorat. Nos collaborateurs tuteurs ont ainsi pu accompagner leurs tutorés en leur apportant écoute, conseil et partage d'expérience, à travers des échanges réguliers.

#### *Ateliers*

En 2021, nous avons souhaité soutenir davantage la Fondation Marocaine de l'Étudiant en prenant le temps de partager avec leurs étudiants boursiers nos connaissances, nos expertises et nos expériences pour les accompagner dans leur chemin de vie.

C'est ainsi qu'une dizaine de nos collaborateurs ont animé des ateliers traitant de thématiques diverses telles que la gestion du temps, la recherche d'emploi, la gestion du stress et la confiance en soi. Des thématiques qui ont suscité l'intérêt des étudiants participants.

Au courant de l'année 2021, 244 jeunes boursières et boursiers ont ainsi pu bénéficier des conseils et expériences des collaborateurs de CDG Capital.

### Fondation CDG

CDG Capital et ses filiales apportent leur soutien à plusieurs associations et œuvres sociales à travers un don versé annuellement à la Fondation CDG. Ainsi, chaque année CDG Capital et ses filiales contribuent à différentes initiatives afin de développer et d'accompagner des actions de solidarité et de développement social et durable.

## Contacts

Laila Mikou  
Directrice Développement Durable  
[laila.mikou@cdgcapital.ma](mailto:laila.mikou@cdgcapital.ma)  
0522 23 97 56

Rhoulami Hind  
Responsable RSE  
[h.rhoulami@cdgcapital.ma](mailto:h.rhoulami@cdgcapital.ma)  
0537 66 52 45

**CDG CAPITAL**

Place Moulay El Hassan, Tour Mamounia,  
BP 1045, Rabat

Tél. : 05 37 66 52 52 (LG)

Fax : 05 37 66 52 00

E-mail : [cdgcapital@cdgcapital.ma](mailto:cdgcapital@cdgcapital.ma)



التميز  
Excellence



المواطنة  
Citoyenneté



المسؤولية  
Responsabilité